

MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 95 - 2347 (95 - 1049)

4 AVRIL 1995. - Arrêté royal portant création du Bureau-conseil en organisation et gestion et portant diverses dispositions relatives au Corps des conseillers de la Fonction publique. - Erratum

Au *Moniteur belge* n° 83 du 25 avril 1995, p. 10849, dans le texte néerlandais, il y a lieu de lire « Hoofdstuk II. - Wijziging van het koninklijk besluit van 7 december 1990 » au lieu de « Hoofdstuk II. - Wijziging van het koninklijk besluit van ber 1990 ».

MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

N. 95 - 2347 (95 - 1049)

4 APRIL 1995. - Koninklijk besluit houdende oprichting van het Adviesbureau voor organisatie en beheer en houdende diverse bepalingen betreffende het Korps van adviseurs van het Openbaar Ambt. - Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 83 van 25 april 1995 dient men in de Nederlandse tekst op blz. 10849 te lezen « Hoofdstuk II. - Wijziging van het koninklijk besluit van 7 december 1990 » in plaats van « Hoofdstuk II. - Wijziging van het koninklijk besluit van ber 1990 ».

F. 95 - 2348 (95 - 1050)

6 AVRIL 1995. - Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 19 septembre 1994 portant création, organisation et fixation du cadre du Ministère de la Fonction publique. - Erratum

Au *Moniteur belge* n° 83 du 25 avril 1995, p. 10850 au préambule de l'arrêté, il y a lieu de lire « la loi du 1er avril 1971 », aussi bien dans le texte français que dans le texte néerlandais, au lieu de « la loi du 7 avril 1971 ».

N. 95 - 2348 (95 - 1050)

6 APRIL 1995. - Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 september 1994 houdende oprichting, organisatie en vastlegging van de personeelsformatie van het Ministerie van Ambtenarenzaken. - Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 83 van 25 april 1995, op blz. 10850 dient men in de aanhef van het besluit « de wet van 1 april 1971 », zowel in de Nederlandse als de Franse tekst te lezen, in plaats van « de wet van 7 april 1971 ».

COUR D'ARBITRAGE

F. 95 - 2349

[C - 21311]

Arrêt n° 57/95 du 12 juillet 1995

Numéros du rôle : 710-711

En cause : les recours en annulation

- des annexes A et B de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 modifiant l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale,
- de l'annexe jointe à l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 modifiant l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement, introduits par le Conseil des ministres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges H. Boel, P. Martens, J. Delruelle, E. Cerexhe et H. Coremans, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior, après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours*

Par requêtes séparées adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste le 25 mai 1994 et parvenues au greffe le 26 mai 1994, le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, a introduit un recours en annulation partielle des dispositions

- des annexes A et B de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 modifiant l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale (*Moniteur belge* du 26 novembre 1993);
- de l'annexe jointe à l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 modifiant l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement (*Moniteur belge* du 26 novembre 1993).

II. *La procédure*

Par ordonnances du 26 mai 1994, le président en exercice a désigné les juges du siège dans les deux affaires, conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Par ordonnance du 22 juin 1994, la Cour a joint les affaires.

Les recours ont été notifiés conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 23 juin 1994.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 5 juillet 1994.

Des mémoires ont été introduits par :

- la s.a. Distrigaz, dont le siège social est établi avenue des Arts 31 à 1040 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 28 juillet 1994;
- le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, rue Ducale 19, 1000 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 4 août 1994;
- le Gouvernement wallon, rue Mazy 25-27, 5100 Namur, par lettre recommandée à la poste le 8 août 1994.

Ces mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 30 août 1994.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

- la s.a. Distrigaz, par lettre recommandée à la poste le 30 septembre 1994;
- le Conseil des ministres, par lettre recommandée à la poste le 30 septembre 1994.

Par ordonnances des 26 octobre 1994 et 27 avril 1995, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 25 mai 1995 et 25 novembre 1995 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 11 janvier 1995, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 2 février 1995.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 11 janvier 1995.

A l'audience publique du 2 février 1995 :

- ont comparu :
 - Me L. Cambier, avocat du barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres et la s.a. Distrigaz;
 - Me J. Sambon, avocat du barreau de Bruxelles, pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;
 - Me M. Verdussen, loco Me P. Lambert, avocat du barreau de Bruxelles, pour le Gouvernement wallon;
- les juges-rapporteurs J. Delruelle et H. Boel ont fait rapport;
- les avocats précités ont été entendus;
- les affaires ont été mises en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. Objet des dispositions entreprises

1. Les dispositions entreprises dans l'affaire portant le numéro 710 du rôle sont contenues dans les annexes A et B de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 modifiant l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale.

L'annexe A est relative aux projets soumis à étude d'incidences. Ces projets sont notamment :

« 1° Projets soumis à permis, en vertu de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme :

a) centrales nucléaires et autres réacteurs nucléaires (à l'exception des installations de recherche pour la production et la transformation de matières fissiles et fertiles, dont la puissance maximale ne dépasse pas 1 kW de durée permanente thermique);

b) installations destinées exclusivement à stocker en permanence ou à éliminer définitivement des déchets radioactifs;

(...)

L'annexe B est relative aux projets soumis à rapport d'incidences. Ces projets sont notamment les projets suivants :

« 1° Projets soumis à permis d'urbanisme, en vertu de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme.

(...)

c) (...) transport d'énergie électrique par lignes aériennes;

d) installations pour la production ou l'enrichissement de combustibles nucléaires;

e) installations pour le retraitement de combustibles nucléaires irradiés;

f) installations pour la collecte et le traitement de déchets radioactifs (autres que celles prévues à l'annexe A);

(...)

h) installations d'oléoducs et de gazoducs;

(...)

2. Les dispositions entreprises dans l'affaire portant le numéro 711 du rôle sont contenues dans l'annexe de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 modifiant l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement.

Sont concernées par le recours en annulation, les dispositions suivantes :

- rubrique n° 58 : installations pour la génération d'électricité d'origine non nucléaire d'une puissance nominale :

a) de 100 kW à 1000 kW;

b) de plus de 1000 kW à 300 MW;

c) de plus de 300 MW.

- rubrique n° 64 : installations de forage en profondeur (à l'exception de forages pour étudier la stabilité des sols) et notamment :

(...)

b) les forages pour le stockage des déchets nucléaires;

- rubrique n° 71 : installations industrielles pour la séparation, le traitement par des procédés physiques de gaz, stations d'expansion, de compression;

- rubrique n° 74 : installations pour l'extraction de gaz naturel et leurs dépendances;

- rubrique n° 76 : gazomètres renfermant un gaz combustible et pouvant contenir :

(...)

b) plus de 10.000 litres de gaz;

- rubrique n° 114 : installations d'oléoducs et de gazoducs;

- rubrique n° 124 : installations pour l'extraction de pétrole et leurs dépendances.

IV. En droit

- A -

Position du Conseil des ministres

A.1. Dans l'affaire portant le numéro 710 du rôle, la partie requérante prend un moyen unique tiré de la violation de l'article 134 de la Constitution et de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 en son article 6, § 1er, II, alinéa 2, 1°, 2° et 3°, et VII.

Dans l'affaire portant le numéro 711 du rôle, elle prend également un moyen unique tiré de la violation de l'article 134 de la Constitution et de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 en son article 6, § 1er, II, alinéa 2, 2° et 3°, et VII.

Concernant l'affaire portant le numéro 710 du rôle

A.1.2. L'article 6, § 1er, VII, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles maintient la compétence de l'Etat pour les matières dont l'indivisibilité technique et économique requiert une mise en œuvre homogène sur le plan national, à savoir a) le plan d'équipement national du secteur de l'électricité, b) le cycle du combustible nucléaire, c) les grandes infrastructures de stockage, le transport et la production de l'énergie. « La notion d'indivisibilité technique et économique est aisément appréhendable; il s'agit d'éviter que l'exploitation d'activités énergétiques réservées au pouvoir national (...) ne soit soumise à des règles de fonctionnement technique différentes de région à région et d'assurer également une uniformité économique dans leur coût d'exploitation. »

L'article 6, § 1er, II, alinéa 2, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 prévoit pour sa part que les déchets radioactifs demeurent de la compétence fédérale.

Par les projets visés aux annexes A, 1°, a), et B, 1°, d), la Région de Bruxelles-Capitale porte atteinte à la compétence fédérale quant au plan d'équipement national du secteur de l'électricité qui comprend l'exploitation d'installations industrielles destinées à la production d'énergie électrique.

Par les projets visés aux annexes A, 1°, a) et b), et B, 1°, d), e) et f), la Région de Bruxelles-Capitale porte atteinte à la compétence fédérale quant au cycle du combustible nucléaire.

Le stockage de déchets nucléaires n'est pas parfaitement dissociable du cycle du combustible nucléaire. En outre, la loi spéciale de réformes institutionnelles, dans son article 6, § 1er, II, alinéa 2, 2°, exclut dans la matière de l'environnement la compétence des régions en matière de traitement des déchets radioactifs.

Par les projets visés à l'annexe A, 1°, b), la Région de Bruxelles-Capitale porte atteinte à la compétence fédérale quant aux grandes infrastructures de stockage qui comprennent à l'heure actuelle le terminal pour le gaz naturel liquéfié, les grandes infrastructures de stockage souterrain ainsi que l'infrastructure pour le stockage du pétrole.

Par les projets repris à l'annexe B, 1°, c) et l), la Région de Bruxelles-Capitale porte atteinte à la compétence fédérale concernant le transport de l'énergie. En ce qui concerne le gaz, il convient de se référer à la définition du transport donnée par la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisation, en son article 2. Il n'y a pas, dans la matière du transport d'énergie, de possibilité d'exercice par les régions d'une compétence autre que celle qui leur est réservée en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire. En outre, le législateur spécial a eu le souci de maintenir dans cette matière une réglementation homogène sur le plan national : les normes édictées par l'Etat fédéral couvrent à la fois les aspects internes et externes de l'exploitation en manière telle qu'une compétence concurrente de la région ne peut se concevoir.

Par les installations reprises sous l'annexe A, 1°, a), la Région porte atteinte à la compétence de l'Etat quant à la production d'énergie. Cette compétence fédérale n'interdit pas aux régions de veiller elles-mêmes, le cas échéant, à la production de l'énergie, à condition qu'elles le fassent dans le respect des normes édictées de manière homogène par le législateur fédéral.

Relèvent de la compétence de l'Etat, aux termes de l'article 6, § 1er, VII, de la loi spéciale du 8 août 1980, les installations et entreprises qui ont pour objet la production de l'énergie mais pas les installations ou entreprises ayant un autre objet et qui, afin de le réaliser, produisent de l'énergie à titre accessoire.

Sont donc soumises au législateur fédéral les centrales électriques, quelles que soient leur puissance calorifique et le type d'énergie dont elles font usage, puisque leur objet principal est la production de l'énergie.

En conclusion, la Région de Bruxelles-Capitale n'était pas compétente pour soumettre l'ensemble des installations concernées à une étude ou à un rapport d'incidences. Il y a lieu de rappeler à cet égard l'arrêt de la Cour n° 54 du 24 mai 1988.

Concernant l'affaire portant le numéro 711 du rôle

A.1.3. En mentionnant les installations visées à la rubrique n° 58 de l'annexe de l'ordonnance entreprise, la Région de Bruxelles-Capitale porte atteinte à la compétence fédérale quant au plan d'équipement national du secteur de l'électricité.

En mentionnant les installations visées à la rubrique n° 64 de cette annexe, la Région de Bruxelles-Capitale porte atteinte à la compétence fédérale quant au cycle du combustible nucléaire. Les forages pour les déchets nucléaires ne sont pas dissociables du cycle du combustible nucléaire. « Le fait que le forage d'un puits n'implique pas, en lui-même, l'autorisation d'y verser des déchets nucléaires est irrelevant. Tant la conception que la localisation du forage sont déterminés par la nature des déchets qui y seront enfouis en manière telle que les régions ne peuvent, sans porter atteinte à la compétence exclusive de l'Etat fédéral, s'immiscer dans la matière des forages pour les déchets nucléaires. »

En mentionnant les installations visées aux rubriques n°s 64, b), 76, 114 et 124, la Région de Bruxelles-Capitale porte atteinte à la compétence de l'Etat quant aux grandes infrastructures de stockage qui ont été définies plus haut.

En mentionnant certaines installations aux rubriques n°s 71, 114 et 124 de l'annexe de l'ordonnance entreprise, la Région de Bruxelles-Capitale porte atteinte à la compétence de l'Etat quant au transport de l'énergie, tel qu'il a été défini plus haut concernant le gaz.

Concernant les compétences respectives de l'Etat et des régions, il y a également lieu de rappeler ici les observations qui ont été formulées à propos de l'affaire portant le numéro 710 du rôle.

En visant, aux rubriques n°s 58, 74, 114 et 124 de l'annexe de l'ordonnance entreprise, certaines installations, la Région de Bruxelles-Capitale porte atteinte à la compétence de l'Etat quant à la production d'énergie telle qu'elle a été précisée plus haut.

En conclusion, la Région de Bruxelles-Capitale n'avait pas le pouvoir de soumettre l'ensemble des installations dont il a été question à un permis d'environnement visant à en réglementer l'exploitation. Le raisonnement de la Cour dans son arrêt n° 54 du 24 mai 1988 est parfaitement transposable en l'espèce puisque les dispositions entreprises soumettent à permis d'environnement, voire même à certificat d'environnement, outre le cycle du combustible nucléaire, d'autres secteurs de l'énergie réservés à la compétence du législateur fédéral.

Position du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale

Concernant l'affaire portant le numéro 710 du rôle.

A.2.1. Le recours en annulation est irrecevable, par application de l'article 7, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 qui dispose que le recours introduit par le Conseil des ministres doit être accompagné d'une copie certifiée conforme de la délibération par laquelle il a décidé d'intenter le recours. Or, si le Conseil des ministres a

transmis une attestation du secrétaire du Conseil des ministres aux termes de laquelle le Conseil des ministres aurait pris la décision d'introduire un recours en annulation contre la norme entreprise, cette attestation précise uniquement que les projets de requête en annexe sont approuvés. « Ne disposant ni du contenu précis de la délibération du Conseil des Ministres, ni des pièces auxquelles cette délibération fait référence, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ne peut apprécier la régularité du recours introduit ni surtout l'étendue que comptait lui accorder la partie requérante. »

A.2.2. Le recours introduit est tardif, étant donné que le Conseil des ministres n'a jamais attaqué les dispositions de l'ordonnance du 30 juillet 1992 qui sont confirmées par l'ordonnance entreprise, qu'il n'attaque pas par le présent recours des normes qui auraient été nouvellement édictées par l'ordonnance modificative du 23 novembre 1993 et que le régime de l'évaluation des incidences relatives aux rubriques des annexes est demeuré identique entre l'ordonnance du 30 juillet 1992 et celle du 23 novembre 1993. Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale s'attache à démontrer point par point que chacune des dispositions entreprises était déjà contenue dans l'ordonnance du 30 juillet 1992.

A.2.3. L'ordonnance entreprise vise, avec l'ordonnance du 30 juillet 1992, à transposer la directive du Conseil des Communautés européennes n° 85/337/CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement. Les Etats membres étaient tenus d'adapter leur législation pour qu'au plus tard le 3 juillet 1988, les projets visés par la directive en son annexe 1, soient soumis à une procédure d'évaluation des incidences et que les projets visés en son annexe 2 le soient s'ils répondent aux critères fixés par les Etats membres.

Il faut apprécier correctement la portée de l'ordonnance entreprise. La Région de Bruxelles-Capitale a choisi de consacrer une ordonnance spécifique à la procédure d'évaluation des incidences plutôt que d'intégrer dans la procédure administrative existante des exigences procédurales à cette fin. « Néanmoins, il fut précisé que ' cette évaluation est intégrée dans les procédures existantes d'autorisations puisqu'elle ne débute, dans le cadre de ces procédures qu'après l'introduction de la demande auprès de l'autorité compétente ' ». Les termes mêmes des annexes de l'ordonnance confirment cette interprétation. Il en résulte que les projets visés aux annexes A, 1°, et B, 1°, de l'ordonnance entreprise ne sont concernés par la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement qu'en tant que ces projets sont soumis à un permis d'urbanisme conformément à l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme.

Compétente aux termes de l'article 6, § 1er, II, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 pour régler l'urbanisme et l'aménagement du territoire, la Région de Bruxelles-Capitale peut soumettre les projets concernés par les rubriques attaquées des annexes de l'ordonnance à une évaluation préalable des incidences sur l'environnement dans le cadre des objectifs de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. Il faut également relever que l'ensemble des projets visés par la requête du Conseil des ministres sont des projets énumérés aux annexes 1 et 2 de la directive européenne déjà citée.

Cette analyse juridique est confirmée par une approche « génétique » de l'élaboration de l'ordonnance qui montre que la Région de Bruxelles-Capitale s'est souciee de respecter l'arrêt de la Cour n° 54 du 24 mai 1988 et l'avis remis par la section de législation du Conseil d'Etat à propos de l'avant-projet d'ordonnance qui déboucha sur l'ordonnance du 30 juillet 1992.

Concernant l'affaire portant le numéro 711 du rôle

A.3.1. La requête est irrecevable par application de l'article 7, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage. L'exception d'irrecevabilité est formulée de la même manière que dans l'affaire portant le numéro 710 du rôle (cf. A.2.1.).

A.3.2. L'exception d'irrecevabilité pour tardiveté soulevée à l'égard du recours portant le numéro 710 du rôle n'est pas d'application à l'égard de ce recours-ci dans la mesure où les rubriques critiquées recourent celles mises en cause par le Conseil des ministres dans son recours dans l'affaire inscrite au numéro 531 du rôle.

A.3.3. L'objectif de l'ordonnance entreprise est de doter la Région des outils indispensables à une protection maximale de l'environnement. Le moyen de cette politique est l'adoption d'une ordonnance emportant, notamment mais pas exclusivement, une réforme de la police des établissements classés. Le fondement de l'intervention du législateur n'est pas à strictement parler la seule police des établissements classés mais l'ensemble du champ des compétences de la région. A cette fin, l'ordonnance procède à une globalisation des préoccupations à prendre en compte et à la rationalisation des procédures de délivrance des autorisations. Le législateur bruxellois a voulu affiner la classification des établissements classés et a réparti les installations en trois classes, les classes I A, I B et II, selon leur impact potentiel sur l'environnement.

Cet affinement de la classification est accompagné d'une redistribution du pouvoir d'octroyer les autorisations préalables. Ces autorisations sont le certificat d'environnement et le permis d'environnement.

La Région de Bruxelles-Capitale tire sa compétence de l'article 6, § 1er, II, alinéa 1er, 1° (protection de l'environnement), de l'article 6, § 1er, II, alinéa 1er, 2° (politique des déchets), de l'article 6, § 1er, II, alinéa 1er, 3° (polices des établissements dangereux, insalubres et incommodes) et de l'article 6, § 1er, V, 2°.

Concernant la police externe des établissements dangereux, il n'y a pas lieu de limiter la compétence des régions aux établissements qui, lors de l'entrée en vigueur de la loi du 8 août 1980, étaient repris au chapitre 2 du titre premier du règlement général pour la protection du travail; les régions peuvent modifier ces dispositions en y soustrayant des types d'établissements ou en y incluant des nouveaux (arrêt n° 54 du 24 mai 1988 de la Cour).

La compétence fédérale en ce qui concerne la politique de l'énergie est, pour sa part, limitée aux matières limitativement énumérées à l'article 6, § 1er, VII, alinéa 2, et pour autant que ces matières présentent une indivisibilité technique et économique requérant une mise en oeuvre homogène sur le plan national.

Il n'y a donc pas lieu de parler ici de compétences réservées du législateur fédéral ni non plus de compétences partagées. Il y a plutôt un concours de compétences spécifiques, plus exactement de l'exercice légitime et autonome de compétences spécifiques susceptibles d'un concours matériel à l'égard d'un projet particulier.

Se pose ensuite la question de savoir si les compétences de la région sont limitées par certaines compétences fédérales concernant les différents secteurs de l'énergie. Cette question s'est posée en particulier concernant la compétence de l'Etat fédéral en ce qui concerne le cycle du combustible nucléaire. Si, de manière conceptuelle, la protection contre les radiations ionisantes relève de la lutte contre les nuisances, composante essentielle de la protection de l'environnement, il n'en demeure pas moins que la section de législation du Conseil d'Etat, certains auteurs, la section d'administration du Conseil d'Etat puis la Cour ont défendu l'opinion contraire:

En 1993, le législateur spécial a confirmé expressément, à propos du bloc de compétences relatives à l'environnement et à la politique de l'eau, que l'autorité fédérale est compétente pour la protection contre les radiations ionisantes, en ce compris les déchets nucléaires. Il a voulu que le législateur fédéral défienne, dans cette matière, une compétence indivisible parce que cet aspect de la politique de l'environnement et de la santé est lié à la compétence

fédérale au niveau des combustibles nucléaires. Il en résulte que, pour ce qui se rattache à la politique de l'énergie, seule cette matière peut constituer une limitation des compétences environnementales des régions. Les autres hypothèses de l'article 6, § 1er, VII, alinéa 2, ne peuvent constituer une même limitation puisqu'aucune précision textuelle ne va en ce sens et que « de surcroît, l'on ne peut considérer que ' le plan d'équipement national du secteur de l'électricité; les grandes infrastructures de stockage; le transport et la production de l'énergie ' mettent en oeuvre un aspect de la politique de l'environnement et de santé ' intrinsèquement lié à la politique fédérale de l'énergie ».

A.3.4. Concernant la rubrique n° 58, il faut en outre préciser que la compétence fédérale quant au plan d'équipement national du secteur de l'électricité tend à la planification de l'approvisionnement énergétique et des investissements de l'infrastructure et ne couvre pas l'établissement de conditions d'exploitation particulières d'un type d'installation industrielle ou la prescription d'une procédure tendant à faire respecter les objectifs énumérés à l'article 2 de l'ordonnance entreprise.

« Une planification génère des perspectives et des objectifs. Elle ne saurait, par elle-même, se substituer à la réglementation des installations techniques et industrielles qui permettront la réalisation de ces objectifs. Elle ne saurait pas davantage incorporer les préoccupations de la protection de l'environnement dans sa démarche.

La planification est d'ordre strictement gestionnaire et économique. La politique énergétique et la planification de l'approvisionnement national en énergie n'éluent en rien les compétences régionales en ce qui concerne la réglementation des établissements classés et la protection de l'environnement. »

A.3.5. Concernant la rubrique n° 64, il faut d'abord relever que, à la lecture des travaux préparatoires de l'ordonnance, apparaît nettement l'intention du législateur régional de ne pas inclure le cycle du combustible nucléaire ou les déchets radioactifs dans le champ d'application matériel de l'ordonnance.

Le législateur régional doit d'ailleurs être présumé intervenir dans la sphère d'attribution qui lui revient.

Il semble difficilement contestable que la notion de forages en profondeur soit, en tant que telle, une opération industrielle dont les aspects environnementaux entrent dans la sphère des compétences attribuées au législateur régional.

Concernant les « forages pour déchets nucléaires », il faut admettre qu'aucune explication ni aucun débat dans les documents du Conseil ne permettent d'éclairer la portée de la rubrique.

Il convient cependant, pour donner un effet utile à cette disposition, de la limiter à la portée qu'elle peut utilement avoir, à savoir la réglementation des aspects environnementaux d'une opération technique bien précise sans que celle-ci ne s'inscrive dans le cadre d'une gestion des déchets radioactifs.

Le législateur régional bruxellois n'a en tout cas pas entendu s'immiscer dans les compétences du législateur fédéral en ce qui concerne la gestion et l'élimination des déchets nucléaires, ce que confirme l'ordonnance du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets, qui exclut de son champ d'application les déchets radioactifs. Il en résulte qu'aucune disposition générale ou sectorielle ne peut être arrêtée en matière de déchets radioactifs dans le cadre de l'ordonnance relative au permis d'environnement.

« L'ajout des termes ' pour déchets nucléaires ' pourrait même apparaître comme superflu dans la mesure même où le législateur bruxellois n'a pas entendu s'immiscer dans les compétences du législateur national en ce qui concerne la gestion et l'élimination des déchets nucléaires. »

A.3.6. La compétence fédérale pour les grandes infrastructures de stockage, le transport et la production d'énergie n'exclut pas que les régions soient compétentes à l'égard des installations visées aux rubriques n°s 58, 64, b), 71, 74, 76, 114 et 124, pour ce qui concerne l'urbanisme et l'aménagement du territoire, la police des établissements classés, la gestion des déchets, la protection de l'environnement, la politique de l'eau et l'exploitation des ressources naturelles.

L'Etat est, quant à lui, compétent pour prendre part à la gestion des établissements et entreprises qui sont dans le secteur actif, pour exercer la surveillance de la production de l'énergie, du stockage et du transport de l'énergie ou pour intervenir dans ces matières dans l'intérêt de l'approvisionnement énergétique du pays.

Concernant les grandes infrastructures de stockage, il faut en outre relever que ces installations furent constamment intégrées dans le cadre de la police des établissements classés, sans qu'il n'y ait de dérogation à cet égard. Il faut par ailleurs relever que les forages pour les déchets nucléaires ne peuvent être considérés comme des opérations de stockage d'énergie et que les installations d'oléoducs et de gazoducs et les installations pour l'extraction du pétrole et de leurs dépendances ne sont pas des grandes infrastructures de stockage d'énergie. Concernant les gazomètres (rubrique n° 76), il faut admettre que sur le plan énergétique, la Région de Bruxelles-Capitale est compétente pour la gestion du domaine des infrastructures de stockage qui se déploie dans un cadre régional ou qui ne concerne pas l'approvisionnement énergétique du pays, la volonté du législateur spécial ayant été de confier à l'Etat central une compétence, sur l'aspect énergétique, en matière de grandes infrastructures de stockage dans la finalité d'un contrôle ou d'une régularisation de l'approvisionnement énergétique du pays.

En ce qui concerne le transport de l'énergie, il faut d'abord relever que le libellé sémantique des rubriques n°s 71 et 124 manifeste à suffisance qu'elles ne concernent pas le transport de l'énergie.

La région est par ailleurs compétente pour les installations d'oléoducs et de gazoducs parce que sur le plan énergétique, elle demeure compétente à l'exclusion des aspects du transport présentant une indivisibilité technique et économique tels que les lignes de haute tension transrégionales, le réseau Distrigaz, etc.

La thèse du Conseil des ministres selon laquelle les régions n'auraient en la matière pas d'autre compétence que celle qui leur est réservée en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire ne peut être suivie parce que l'objectif poursuivi par le législateur en matière énergétique ne se substitue aucunement aux finalités poursuivies par le règlement général pour la protection du travail ni davantage aux finalités actuellement poursuivies par l'ordonnance relative au permis d'environnement. En outre, la compétence de l'Etat fédéral est en toute hypothèse limitée à ce qui est rendu nécessaire par l'indivisibilité technique ou économique; le Conseil des ministres n'établit pas en quoi concrètement le régime d'autorisation environnementale mis en place par l'ordonnance porterait en soi atteinte aux exigences posées par cette indivisibilité technique ou économique. Il faut enfin souligner que la compétence fédérale ne peut s'exercer que dans le bloc de compétences relatives à l'énergie et ne saurait dès lors concerner que le transport d'énergie.

La production de l'énergie, en tant qu'exception à la compétence régionale en matière de politique de l'énergie, ne peut s'assimiler à la recherche, la collecte et l'exploitation des ressources naturelles qui peuvent contribuer au sein d'installations spécifiques à la production d'énergie. L'exploitation des richesses naturelles demeure de la compétence des régions, conformément à l'article 6, § 1er, VI, alinéa 1er, 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980. Il en résulte que les compétences que le pouvoir fédéral conserverait à cet égard ne sauraient éluder les compétences régionales.

Les installations d'oléoducs et de gazoducs (rubrique n° 114) ne sont manifestement pas des installations qui concernent la production de l'énergie.

Concernant les installations pour la génération d'électricité (rubrique n° 58), il faut considérer que si la production de l'énergie relève de la compétence de l'Etat fédéral, c'est dans le cadre de la politique de l'énergie et de l'intervention de l'Etat fédéral dans la régulation générale de l'énergie et qu'une telle intervention ne saurait assumer les objectifs de la protection de l'environnement tels qu'ils sont pris en charge par l'ordonnance entreprise. L'argument tiré du fait que les centrales électriques sont soumises au règlement général sur les installations électriques (R.G.I.E.) est sans pertinence à cet égard. Il faut accepter l'exercice de compétences spécifiques des régions concurrentement aux compétences de l'Etat fédéral. L'exercice concurrent de ces compétences doit bien sûr intervenir de manière telle que tant l'Etat fédéral que les entités fédérées permettent la mise en oeuvre de leurs compétences respectives. En l'espèce, la Région de Bruxelles-Capitale n'entrave ni ne rend impossible l'exercice des compétences spécifiques de l'Etat fédéral.

Position de la partie intervenante, la s.a. Distrigaz

A.4.1. En tant que concessionnaire pour le transport de gaz par canalisation au sens de la loi du 12 avril 1965, la s.a. Distrigaz a incontestablement intérêt à intervenir dans le cadre des recours en annulation partielle qui, à juste titre, remettent en cause la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale pour légiférer dans des matières relevant de la politique énergétique qui demeure de la compétence de l'autorité fédérale.

A.4.2. Il résulte des termes parfaitement clairs de l'article 6, § 1er, VII, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 que le transport de gaz demeure, pour des raisons liées à l'indivisibilité technique et économique de cette activité, du ressort de l'Etat fédéral. Cette activité est soumise à un régime d'autorisation spécifique défini, comme en matière d'énergie nucléaire, par une législation fédérale prévue dans la loi du 12 avril 1965 relative aux transports de produits gazeux et autres par canalisation. La Région de Bruxelles-Capitale ne peut justifier sa compétence en matière de transport de gaz par référence à l'article 6, § 1er, I, ou à l'article 6, § 1er, II, alinéa 1er, 3°, de cette loi spéciale. L'arrêt de la Cour n° 54 du 24 mai 1988 ainsi que l'avis de la section d'administration du Conseil d'Etat du 6 janvier 1989 et l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 1986 sont invoqués à l'appui de cette thèse.

La compétence fédérale de l'Etat s'impose parce que le transport de gaz par canalisations ne peut être soumis en fonction de la région à des normes de sécurité différentes. « Une telle rupture dans l'unicité des règles relatives aux canalisations de distribution de gaz dont le tracé ne connaît pas les limites régionales remettrait également en cause l'homogénéité économique en matière d'énergie puisque la réglementation qui serait adoptée au niveau régional pourrait induire une différence dans le coût de production et de transport de l'énergie entre les régions. »

Position du Gouvernement wallon

Concernant l'affaire portant le numéro 711 du rôle

A.5.1. Le législateur régional a fait usage de la compétence qui lui est attribuée, non en vertu de l'article 6, § 1er, VII, de la loi spéciale de réformes institutionnelles, mais en vertu de l'article 6, § 1er, II, alinéa 1er, 1° et 3°, de cette loi.

La compétence permettant de régler la police « externe » des établissements dangereux, insalubres et incommodes revient globalement et exclusivement aux régions puisque la loi spéciale du 8 août 1980 ne prévoit à cet égard aucune exception.

Les régions peuvent, en conséquence, modifier voire remplacer le régime instauré par l'autorité fédérale et, notamment, la procédure d'autorisation d'exploitation de ces établissements.

Les régions peuvent aussi régler le champ d'application de ce régime et ajouter à la liste des établissements énumérés dans le règlement général pour la protection du travail de nouveaux types d'établissement ou y soustraire certains types d'établissement.

Dès lors que le législateur régional intervient dans le cadre d'une politique environnementale et non dans le cadre d'une politique de l'énergie, il peut ranger parmi les établissements dangereux, insalubres et incommodes des établissements dont les activités ressortiraient aux aspects de la politique de l'énergie « dont l'indivisibilité technique et économique requiert une mise en oeuvre homogène sur le plan national ».

Concernant, en particulier, le cycle du combustible nucléaire, il faut certes tenir compte de l'arrêt n° 54 du 24 mai 1988 de la Cour, qui a conclu à l'incompétence des régions pour accorder l'autorisation d'exploitation des établissements nucléaires. Mais, « cette considération ne manque pas de surprendre ».

Plusieurs auteurs ont en effet souligné que le texte de la loi spéciale n'établit aucune restriction à la compétence régionale concernant la police « externe » des établissements dangereux, insalubres et incommodes.

Les régions ne peuvent établir en revanche en ces matières des règles qui concerneraient directement la politique de l'énergie. Elles ne peuvent pas non plus mettre en oeuvre leurs compétences d'une manière telle que l'autorité fédérale s'en trouverait empêchée de mener une politique efficace.

Elles méconnaîtraient alors le principe de proportionnalité, tel qu'il a été reconnu à diverses reprises par la Cour.

Il n'est pas démontré, en l'espèce, qu'en adoptant l'ordonnance du 23 novembre 1993, le législateur régional bruxellois aurait méconnu le principe de proportionnalité.

A.5.2. A titre subsidiaire, il faut considérer que les développements du Conseil des ministres, plus spécialement quant à l'article 6, § 1er, VII, alinéa 2, de la loi spéciale, souffrent d'un certain laconisme.

L'exigence d'un permis d'environnement pour l'exploitation d'installations produisant de l'énergie ne constitue pas, en effet, une forme de planification. Le Conseil des ministres ne démontre pas non plus en quoi les installations mentionnées sous les rubriques n°s 64, b), 76 et 124 doivent être tenues pour des « grandes infrastructures de stockage ».

La compétence de l'autorité fédérale en matière d'infrastructures de stockage doit être limitée aux infrastructures à vocation nationale, celles qui contribuent à l'approvisionnement de l'ensemble du territoire. Un raisonnement semblable s'impose pour ce qui concerne le transport de l'énergie.

Pour la production d'énergie, seules les activités qui visent directement et spécifiquement à la fabrication de produits énergétiques reviennent à l'autorité fédérale. Les régions sont en revanche compétentes pour les activités qui ne contribuent qu'indirectement à cette fabrication, ce que confirme l'article 6, § 1er, VI, alinéa 1er, 5°, qui confie aux régions les « richesses naturelles ».

Les compétences de l'autorité fédérale dans le domaine énergétique ne se justifient donc que par le souci de maintenir une politique générale et globale en ce domaine pour les aspects qui requièrent une mise en oeuvre homogène sur le plan national.

Concernant l'affaire portant le numéro 710 du rôle

A.6. Le législateur régional tire sa compétence de l'article 6, § 1er, II, alinéa 1er, 1°, et de l'article 6, § 1er, I, 1°.

Dans son arrêt n° 54 déjà cité, la Cour a reconnu au législateur régional le droit d'imposer des obligations dans les matières relevant de ses compétences, selon une procédure qu'il détermine lui-même et à l'égard d'autorités relevant de la région.

Il résulte de cet arrêt que s'agissant des projets urbanistiques, seuls visés par l'ordonnance du 23 novembre 1993, la compétence des régions pour régler l'urbanisme et l'aménagement du territoire ne connaît pas d'exception.

La même solution s'impose dans le cas d'espèce.

Réponse du Conseil des ministres

Quant à la recevabilité ratione temporis du recours inscrit sous le numéro 710 du rôle

A.7.1. Il ressort clairement de l'intitulé de l'acte attaqué que celui-ci est bien une ordonnance modificative et non une simple coordination des textes. Par ailleurs, l'article 3, § 1er, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage ne fait aucune distinction quant au délai de recours en annulation selon que la règle de droit ait pour objet de modifier, compléter, abroger, harmoniser ou confirmer une règle précédente. Enfin, si l'on prend en considération le raisonnement tenu par la Cour dans son arrêt n° 81/93 du 1er décembre 1993, il y a lieu de faire observer qu'en l'espèce, la coordination n'a pas été l'oeuvre d'un arrêté mais de l'ordonnance elle-même. En outre, l'ordonnance ne se contente pas de coordonner les dispositions mais modifie l'ordonnance du 30 juillet 1992 puisqu'elle y intègre des dispositions nouvelles.

Quant à la validité de la délibération d'agir prise par le Conseil des ministres

A.7.2. Concernant la validité de la décision d'agir prise par le Conseil des ministres, l'exception revient en réalité à exiger que le projet du recours en annulation partielle soit signé pour accord par chacun des membres du Conseil des ministres. Elle ne peut être accueillie.

Concernant l'affaire portant le numéro 711 du rôle

A.8.1. Les thèses de la Région de Bruxelles-Capitale et de la Région wallonne sont en contradiction avec l'un des principes de répartition de compétences selon lequel les compétences reconnues sont des compétences exclusives et non concurrentes. Admettre qu'une même activité se voie soumise à deux types de permis d'exploiter revient à instaurer un système de compétences concurrentes. Cette thèse se heurte par ailleurs au fait que les compétences ne se définissent pas en termes d'objectifs à atteindre mais par bloc de matières.

La thèse des régions est par ailleurs en contradiction avec la jurisprudence de la Cour et du Conseil d'Etat. Les régions peuvent sans doute inclure des nouvelles installations dans la nomenclature du règlement général pour la protection du travail mais elles ne peuvent le faire que dans le respect des compétences exclusives de l'Etat fédéral, notamment en matière énergétique. L'arrêt de la Cour n° 54 et l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 1986, tous deux déjà cités, sont rappelés. La pertinence de ces décisions est d'ailleurs confirmée par la dernière modification de la loi spéciale de réformes institutionnelles. Il apparaît nettement des travaux préparatoires que le législateur a voulu se conformer à l'enseignement de l'arrêt de la Cour et a confirmé que la compétence de l'Etat pour la protection contre les radiations ionisantes exclut la possibilité pour les régions d'intervenir dans le système d'autorisation des installations nucléaires ou de prescrire la réalisation d'une étude d'incidence pour ces installations. Mais, il ne faut pas pour autant en déduire *a contrario* que les régions pourraient s'immiscer dans les autres secteurs de l'énergie réservés à l'autorité fédérale.

A.8.2. Par ailleurs, le Conseil des ministres n'a pas à devoir démontrer que les installations visées aux dispositions litigieuses de l'annexe de l'ordonnance relèveraient du plan d'équipement national du secteur de l'électricité et requerraient une mise en oeuvre homogène sur le plan national. Le texte de la disposition de la loi spéciale de réformes institutionnelles en la matière est suffisamment clair et les activités reprises à l'article 6, § 1er, VII, alinéa 2, a), b), c) et d), doivent être considérées comme requérant effectivement une mise en oeuvre homogène sur le plan national. « La notion d'indivisibilité technique et économique est aisément appréhendable. Il s'agit d'éviter que l'exploitation d'activités énergétiques réservées au pouvoir national (...) ne soit soumise à des règles de fonctionnement technique différentes de région à région et d'assurer également une uniformité économique dans le coût d'exploitation. Il s'agit là non d'un critère complémentaire mais d'un choix politique fait par le législateur spécial qui a estimé que ces activités devaient, en raison de leur importance, être gérées de manière fédérale et unitaire. » La définition large donnée par la Cour au terme « cycle du combustible nucléaire » dans son arrêt n° 54 déjà cité est invoquée à l'appui de cette thèse.

Le recours par les Régions wallonne et de Bruxelles-Capitale au principe de proportionnalité ne se conçoit pas en l'espèce parce qu'il suppose que la compétence litigieuse ait été attribuée à la région, ce qui n'est pas le cas.

A.8.3. A titre subsidiaire, il faut constater que la Région de Bruxelles-Capitale n'a pas exercé sa compétence dans le respect du principe de proportionnalité dès lors qu'en imposant un régime d'autorisation supplémentaire, elle porte atteinte au principe d'unité technique et économique des matières concernées. Il en résulte, par exemple, qu'en ce qui concerne les installations pour la génération d'électricité, trois polices distinctes sont imposées : deux régionales (urbanisme et environnement) et une fédérale (R.G.I.E.). Un tel accroissement du nombre de régimes applicables implique que l'autorité fédérale ne serait plus à même de pouvoir exercer valablement ses compétences sous peine d'encore accroître les modalités techniques et le coût d'exploitation.

En particulier, la région ne peut viser les forages pour le stockage des déchets nucléaires sans porter atteinte à la compétence exclusive de l'Etat fédéral puisque cette opération appartient à l'ensemble des opérations comprises dans le cycle du combustible nucléaire, d'autant que la conception comme la localisation du forage sont déterminés par la nature des déchets enfouis.

L'ordonnance vise par ailleurs tous les gazomètres de plus de 10.000 litres, ce qui comprend incontestablement les grandes infrastructures de stockage, celles-ci ne se limitant pas aux seuls sites naturels ou aux sites qui ont été visés expressément lors des travaux préparatoires. Les grandes infrastructures de stockage sont donc soumises à une législation spécifique qui ne peut laisser de place à une politique environnementale concurrente.

Par ailleurs, l'on ne peut pas raisonnablement soutenir que les opérations visant la séparation des gaz, les stations d'expansion et de compression ne sont pas des opérations indispensables au transport d'énergie. Il en résulte que les installations dont il est question aux rubriques n°s 71 et 114 ne pouvaient être visées par l'ordonnance entreprise. L'avis de la section d'administration du Conseil d'Etat déjà cité est rappelé une nouvelle fois.

Concernant la production d'énergie, on ne peut faire une distinction entre la petite et la grosse production d'énergie. Le texte de la loi spéciale de réformes institutionnelles ne fait aucune distinction selon la quantité d'énergie produite. L'annexe de l'ordonnance vise par ailleurs toute production d'énergie, qu'elle soit minime ou très importante. On ne peut pas non plus définir les compétences par la poursuite d'objectifs : la répartition se fait par blocs de matières.

Il est enfin constant que le règlement général sur les installations électriques comporte des prescriptions tant internes qu'externes et est déjà en soi une police de nature sécuritaire et environnementale.

Les installations d'extraction de gaz et de pétrole relèvent aussi de la compétence du législateur fédéral dès lors qu'il est évident que si l'on doit extraire du sol du gaz ou du pétrole, c'est pour produire de l'énergie.

Concernant l'affaire portant le numéro 710 du rôle

A.9. Il est contradictoire de prétendre, par exemple, que les installations d'oléoducs et de gazoducs ressortissent effectivement à la compétence des régions en matière d'environnement pour soutenir par la suite que l'étude d'incidences imposée auxdites installations l'est exclusivement sur la base de leur compétence en matière d'urbanisme.

Il faut d'ailleurs constater que les critères de distinction retenus sont de nature purement environnementale et non urbanistique. Ensuite, s'il est vrai que l'ordonnance relative aux études d'incidences est commune aux polices de l'urbanisme et de l'environnement et qu'elle ne s'applique qu'à l'occasion de la mise en œuvre de l'une ou l'autre de celles-ci, force cependant est de constater que le système d'étude d'incidences conçu par l'ordonnance relève du bloc de compétences relatif à l'environnement.

Enfin, la Région ne se conforme pas à l'enseignement jurisprudentiel de l'arrêt n° 54 de la Cour, puisqu'elle ne limite pas le régime d'étude d'incidences au seul aspect de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire mais prend en compte des facteurs environnementaux.

*Réponse de la partie intervenante, la s.a. Distrigaz**Concernant l'affaire portant le numéro 711 du rôle*

A.10. L'argumentation de la partie intervenante est identique à celle du Conseil des ministres dans sa réponse quant au principe de répartition des compétences. La s.a. Distrigaz entend cependant plus particulièrement voir consacrer les compétences fédérales exclusives en matière de grandes infrastructures de stockage et de transport de gaz. A ce titre, elle incrimine plus particulièrement les rubriques n° 71, 76 et 114 de l'annexe de l'ordonnance entreprise.

Concernant en particulier les installations visées aux rubriques n° 71 et 114, la partie rappelle que ces installations font partie intégrante du processus de transport de gaz et sont du reste expressément visées par la loi du 12 avril 1965 ainsi que par ses arrêtés d'exécution. A cet égard, il faut souligner que la réglementation fédérale en matière de transport de gaz par canalisation englobe des mesures de sécurité prises notamment pour la protection de l'environnement (arrêté royal du 11 mars 1966 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport de gaz par canalisations, modifiées par les arrêtés royaux des 28 mars 1974 et 24 janvier 1991). Le transport du gaz, au même titre que le cycle du combustible nucléaire, doit donc rester de la compétence du pouvoir fédéral en raison de l'indivisibilité technique et économique requérant une mise en œuvre homogène sur le plan national. Il paraît d'ailleurs difficile que ce transport puisse être soumis, en fonction de la région, à des normes de sécurité différentes.

Un argument est également tiré du fait que le transport d'électricité (ligne à haute tension) n'est pas soumis par la Région de Bruxelles-Capitale au régime de permis d'environnement. La Région reconnaît de la sorte son incompetence. « L'on comprendrait mal qu'un tel permis puisse être requis pour une hypothèse de transport souterrain par canalisation soumis à un régime d'autorisation fédérale à tout le moins aussi contraignant et étendu que le R.G.I.E. L'on notera également que sur un plan purement environnemental, les canalisations de gaz qui sont enfouies dans le sol n'affectent en rien les vues ou paysages. »

Concernant l'affaire portant le numéro 710 du rôle

A.11. La réponse de la partie intervenante est identique à celle du Conseil des ministres rappelée plus haut.

- B -

Quant à la recevabilité des recours

B.1.1. Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale conteste la recevabilité des recours, en invoquant la méconnaissance de l'article 7, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage pour les motifs indiqués au A.2.1 et A.3.1.

B.1.2. L'article 7, alinéas 1er et 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 dispose :

« La partie requérante joint à sa requête une copie de la loi, du décret ou de la règle visée à l'article (134) de la Constitution qui fait l'objet du recours et, le cas échéant, de ses annexes.

Si le recours est introduit par le Conseil des Ministres, par le Gouvernement d'une Communauté ou d'une Région ou par le président d'une assemblée législative, la partie requérante joint en outre à sa requête une copie certifiée conforme de la délibération par laquelle elle a décidé d'intenter le recours. »

B.1.3. Il ressort du procès-verbal du 20 mai 1994 annexé à la requête que le Conseil des ministres a approuvé les projets de requête. Il a ainsi été satisfait à l'article 7, alinéas 1er et 2, précité.

L'exception d'irrecevabilité est rejetée.

B.2.1. Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale conteste également la recevabilité *ratione temporis* du recours portant le numéro 710 du rôle pour le motif que les dispositions entreprises ne sont que la confirmation de dispositions contenues dans l'ordonnance du 30 juillet 1992, qui n'avait pas été attaquée par le Conseil des ministres (A.2.2), « relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale ».

B.2.2. Le recours en annulation porte sur une série de dispositions contenues dans les annexes A et B de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 modifiant l'ordonnance du 30 juillet 1992.

S'il résulte d'une comparaison des annexes de l'ordonnance du 30 juillet 1992 avec celles de l'ordonnance du 23 novembre 1993 que la Région de Bruxelles-Capitale a reproduit dans l'ordonnance entreprise certaines dispositions de l'ordonnance antérieure, il n'en demeure pas moins qu'elle a manifesté sa volonté de légiférer à nouveau en la matière.

Lorsque, dans une législation nouvelle, le législateur reprend une disposition ancienne, cette circonstance, en principe, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être introduit contre la disposition reprise, dans les six mois de sa publication.

L'exception est rejetée.

B.3. Les recours sont recevables.

*Quant au fond**Quant à l'affaire portant le numéro 710 du rôle*

B.4. Les projets pour lesquels un permis est requis en vertu de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme sont soumis, quand ils sont mentionnés à l'annexe A de l'ordonnance du 23 novembre 1993 modifiant l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale, à une étude d'incidences lorsqu'ils sont relatifs, entre autres, à certaines installations nucléaires ou destinées à stocker et à éliminer des déchets radioactifs (1°, a) et b)). Quand ils sont

mentionnés à l'annexe B de la même ordonnance du 23 novembre 1993, ils sont soumis à un rapport d'incidences lorsqu'ils sont relatifs, entre autres, au transport d'énergie électrique par lignes aériennes (1°, c)), aux installations pour la production ou l'enrichissement de combustibles nucléaires, pour le retraitement de combustibles nucléaires irradiés, pour la collecte et le traitement de déchets radioactifs (1°, d), e) et f)) ou pour les installations d'oléoducs et gazoducs (1°, i)).

Conformément à l'article 2 de l'ordonnance du 29 août 1991, les prescriptions urbanistiques que celle-ci édicte sont conçues « tant au point de vue économique, social et esthétique que dans le but de préserver et d'améliorer l'environnement de la Région, et de gérer son sol avec parcimonie ».

B.5. Selon le Conseil des ministres, les dispositions litigieuses de l'ordonnance du 23 novembre 1993 citées sous B.4 violeraient les règles de répartition des compétences inscrites dans la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, et en particulier son article 6, § 1er, II, alinéa 2, 2°, qui - en ce qui concerne l'environnement et la politique de l'eau - réserve à l'autorité fédérale la compétence relative à la protection contre les radiations ionisantes, en ce compris les déchets radioactifs, et l'article 6, § 1er, VII, alinéa 2, a), b) et c), qui - en ce qui concerne la politique de l'énergie - range sous la compétence de l'autorité fédérale le plan d'équipement national du secteur de l'électricité, le cycle du combustible nucléaire et les grandes infrastructures de stockage, le transport et la production de l'énergie, dont l'indivisibilité technique et économique requiert une mise en oeuvre homogène sur le plan national.

B.6. L'article 6, § 1er, I, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles prévoit que l'urbanisme et l'aménagement du territoire sont des matières régionales. Les prescriptions urbanistiques et d'aménagement du territoire, y compris l'instauration d'un système de permis et les règles de procédure administrative relatives à ces permis, sont dès lors du ressort des régions. Les régions peuvent ainsi soumettre ces permis à une étude préalable des incidences sur l'environnement, limitée aux objectifs de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. La région ne peut cependant concevoir l'urbanisme et l'aménagement du territoire de manière telle qu'il serait impossible pour l'Etat de conduire une politique efficace dans les matières qui relèvent de sa compétence.

L'article 6, § 1er, II, alinéa 1er, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993, prévoit que la protection de l'environnement est une matière régionale. Toutefois, la protection contre les radiations ionisantes est exclue de la compétence régionale en vertu de l'article 6, § 1er, II, alinéa 2, 2°, de ladite loi spéciale. Cette disposition empêche que les régions, en vue de protéger l'environnement, imposent, dans leur réglementation relative à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire, des prescriptions et des obligations relatives à la protection contre les radiations ionisantes, laquelle relève exclusivement de la compétence de l'autorité fédérale.

B.7. En vertu de l'article 6, § 1er, VII, alinéa 2, a), b), c) et d), de la loi spéciale du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, l'autorité fédérale reste compétente - en ce qui concerne la politique de l'énergie - pour les matières dont l'indivisibilité technique et économique requiert une mise en oeuvre homogène sur le plan national, à savoir le plan d'équipement national du secteur de l'électricité, le cycle du combustible nucléaire, les grandes infrastructures de stockage, le transport et la production de l'énergie, de même que les tarifs.

Ainsi, sans préjudice de ce qui est dit à l'article 6, §§ 3 et 4, de la loi spéciale du 8 août 1980, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 16 juillet 1993, l'autorité fédérale a conservé une compétence étendue en matière de politique de l'énergie.

Cette répartition des compétences n'implique cependant pas que l'autorité fédérale, dans l'exercice de sa compétence en matière d'énergie, ne soit pas ou ne puisse être soumise aux prescriptions et obligations établies par les régions sur la base d'une compétence que leur attribue une autre disposition de la loi spéciale.

Comme il a été observé en B.6, les régions sont compétentes en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire; elles peuvent édicter dans la réglementation y relative des prescriptions visant à la protection de l'environnement, à l'exception des mesures visant à une protection contre les radiations ionisantes qui relèvent de l'autorité fédérale.

Il en résulte que lorsque des actes, ou des travaux sont accomplis concernant l'exécution du plan d'équipement national, la production de combustible nucléaire ou la production d'énergie auxquels sont applicables les prescriptions régionales en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire et que ces prescriptions contiennent également des mesures en matière d'environnement, ces dernières s'appliquent aussi aux actes et travaux en question, sauf dans la mesure où ceux-ci visent à la protection contre les radiations ionisantes.

B.8. L'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale, modifiée par l'ordonnance entreprise, soumet à une telle évaluation, par son article 4, en vue de l'octroi d'un permis d'urbanisme, les projets visés, d'une part, à l'annexe A, 1°, a) et b), et, d'autre part, à l'annexe B, 1°, d), e) et f).

L'article 15 de l'ordonnance détermine les éléments que doit comporter l'étude d'incidences; l'article 23 en fait de même pour le rapport d'incidences. Aucun de ces éléments ne peut être interprété comme ayant trait à la protection contre les radiations ionisantes. De même, l'habilitation donnée au Gouvernement de région, par ces dispositions, de compléter les éléments que doivent comporter une telle étude ou un tel rapport ne peut être interprétée comme l'autorisant à faire figurer dans ces évaluations une appréciation relative à la protection contre les radiations ionisantes.

L'ordonnance entreprise ne soumet, à propos des installations reprises au 1° des annexes A et B, à étude ou à rapport d'incidences que les projets soumis à permis d'urbanisme, en vertu de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, et non pas les projets prévus au 2° qui sont soumis à un permis d'urbanisme et à un permis d'environnement. Il faut en déduire que l'évaluation des incidences sur l'environnement ne s'étend pas aux incidences sur l'environnement que les autorités fédérales compétentes doivent elles-mêmes prendre en considération au titre de la protection contre les radiations ionisantes.

En conséquence, les dispositions figurant à l'annexe A, 1°, a) et b), et à l'annexe B, 1°, d), e) et f), ne peuvent s'interpréter comme s'appliquant à la protection contre les radiations ionisantes.

Le moyen unique n'est pas fondé.

Quant à l'affaire portant le numéro 711 du rôle

B.9. Les dispositions attaquées de l'annexe de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 modifiant l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement soumettent notamment à l'octroi d'un permis d'environnement, précédé, le cas échéant, d'un certificat d'environnement, l'exploitation, le déplacement, la transformation ou la destruction des installations suivantes :

- n° 58 : installations pour la génération d'électricité d'origine non nucléaire d'une puissance nominale :
 - a) de 100 kW à 1000 kW;
 - b) de plus de 1000 kW à 300 MW;

c) de plus de 300 MW;
- n° 64 : installations de forage en profondeur (à l'exception de forages pour étudier la stabilité des sols) et notamment :

(...)

b) les forages pour le stockage des déchets nucléaires;
- n° 71 : installations industrielles pour la séparation, le traitement par des procédés physiques de gaz, stations d'expansion, de compression;
- n° 74 : installations pour l'extraction de gaz naturel et leurs dépendances;
- n° 76 : gazomètres renfermant un gaz combustible et pouvant contenir :

(...)

b) plus de 10.000 litres de gaz;
- n° 114 : installations d'oléoducs et de gazoducs;
- n° 124 : installations pour l'extraction de pétrole et leurs dépendances.

B.10. Les griefs du Conseil des ministres consistent à soutenir que ces dispositions violeraient l'article 6, § 1er, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles qui définit les compétences régionales en matière d'environnement (II, alinéa 2, 2° et 3°) et de politique de l'énergie (VII).

La Cour constate qu'aucun grief n'est tiré de la violation de l'article 6, § 1er, II, alinéa 2, 3°, de ladite loi spéciale, de sorte que cette branche du moyen ne doit pas être examinée.

B.11. L'ordonnance entreprise modifie l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement qui « vise à assurer la protection contre les dangers, nuisances ou inconvénients que, par son exploitation, une installation est susceptible de causer, directement ou indirectement, à l'environnement, à la santé ou à la sécurité tant de la population à l'extérieur de l'enceinte de l'installation que de toute personne se trouvant à l'intérieur de l'enceinte de l'installation sans pouvoir y être protégée en qualité de travailleur » (article 2).

La Région de Bruxelles-Capitale est compétente pour régler l'urbanisme et l'aménagement du territoire, ainsi que la matière de l'environnement, sous réserve des exceptions qui sont mentionnées à l'article 6, § 1er, II, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980.

La compétence des régions est, en ce qui concerne la politique de l'énergie, exclue, conformément à l'article 6, § 1er, VII, alinéa 2, de la loi spéciale précitée pour :

- a) Le plan d'équipement national du secteur de l'électricité;
- b) Le cycle du combustible nucléaire;
- c) Les grandes infrastructures de stockage; le transport et la production de l'énergie;
- d) Les tarifs ».

B.12.1. Selon le Conseil des ministres, la disposition visant les installations pour la génération d'électricité d'origine non nucléaire d'une puissance nominale : a) de 100 kW à 1.000 kW, b) de plus de 1.000 kW à 300 MW, c) de plus de 300 MW (rubrique n° 58) violerait l'article 6, § 1er, VII, alinéa 2, a), de la loi spéciale du 8 août 1980, qui, en matière de politique de l'énergie, réserve à l'autorité fédérale le « plan d'équipement national du secteur de l'électricité » et ce, au titre de matière « dont l'indivisibilité technique et économique requiert une mise en oeuvre homogène sur le plan national ».

B.12.2. Le plan d'équipement national du secteur de l'électricité vise à déterminer, par le biais d'un programme d'investissement qui régit les relations entre les différents facteurs de production, les besoins en matière d'énergie électrique et les moyens à mettre en oeuvre afin de rencontrer ces besoins; il relève de l'autorité fédérale, mais ne porte pas atteinte aux compétences régionales en matière d'environnement.

Il en résulte que la Région peut soumettre l'exploitation des installations visées à la rubrique n° 58 de l'annexe de l'ordonnance entreprise à un permis d'environnement dont l'objet est limité aux objectifs d'environnement, exception faite pour la protection contre les radiations ionisantes.

B.13.1. Selon le Conseil des ministres, la disposition visant l'exploitation d'installations de forage pour le stockage des déchets nucléaires (rubrique n° 64, b) violerait l'article 6, § 1er, VII, alinéa 2, b), de la loi spéciale du 8 août 1980, qui, en matière de politique de l'énergie, réserve à l'autorité fédérale le « cycle du combustible nucléaire » et ce, au titre de matière « dont l'indivisibilité technique et économique requiert une mise en oeuvre homogène sur le plan national ».

B.13.2. L'article 6, § 1er, VII, alinéa 2, b), de la loi spéciale du 8 août 1980, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988, vise à maintenir, en ce qui concerne la politique de l'énergie, la compétence de l'autorité fédérale pour le cycle du combustible nucléaire, en ce compris l'élimination définitive des déchets radioactifs. La disposition attaquée ne porte pas atteinte à cette compétence.

Par contre, l'article 6, § 1er, II, alinéa 2, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993, qui dispose que l'autorité fédérale est compétente pour la protection contre les radiations ionisantes, en ce compris les déchets radioactifs, empêche qu'une région soumette à un permis d'environnement les forages effectués en vue du stockage de déchets nucléaires.

Il en résulte que la rubrique n° 64, b), de l'annexe de l'ordonnance entreprise viole l'article 6, § 1er, II, alinéa 2, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980.

B.14.1. Selon le Conseil des ministres, les dispositions visant l'exploitation des gazomètres renfermant un gaz combustible et pouvant contenir plus de 10.000 litres de gaz (rubrique n° 76), d'installations d'oléoducs et de gazoducs (rubrique n° 114), d'installations pour l'extraction de pétrole et leurs dépendances (rubrique n° 124), d'installations industrielles pour la séparation, le traitement par des procédés physiques de gaz, stations d'expansion, de compression (rubrique n° 71), d'installations pour la génération d'électricité d'origine non nucléaire d'une puissance nominale : a) de 100 kW à 1000 kW, b) de plus de 1000 kW à 300 MW, c) de plus de 300 MW (rubrique n° 58) et d'installations pour l'extraction de gaz naturel et leurs dépendances (rubrique n° 74) violeraient l'article 6, § 1er, VII, alinéa 2, c), de la loi spéciale du 8 août 1980 qui, en matière de politique de l'énergie, réserve à l'autorité fédérale « les grandes infrastructures de stockage, le transport et la production de l'énergie » et ce, au titre de matières « dont l'indivisibilité technique et économique requiert une mise en oeuvre homogène sur le plan national ».

B.14.2. Les travaux préparatoires de l'article 6, § 1er, VII, alinéa 2, c), précité (*Doc., Chambre, n° 516/6, S.E. 1988, pp. 143 à 145*) font apparaître que le législateur spécial a conçu cette réserve de compétence pour permettre à l'Etat fédéral de continuer soit à prendre part à la gestion des entreprises et organismes actifs dans les secteurs concernés,

soit à exercer un contrôle dans la production, le stockage et le transport d'énergie et à y intervenir dans l'intérêt de l'approvisionnement du pays en énergie. Cette réserve n'enlève pas aux régions, vis-à-vis des installations en cause, des compétences dont elles sont investies par la loi spéciale en matière d'environnement.

Les dispositions entreprises qui tendent à assurer la protection de l'environnement, de la santé ou de la sécurité de la population en subordonnant à une autorisation l'exploitation, le déplacement, la transformation ou la destruction des installations qu'elles visent, ne sont pas de nature à empêcher, par elles-mêmes, la mise en oeuvre, par l'Etat, des compétences qui lui sont réservées par la loi spéciale. Dès lors, elles ne violent pas les règles visées au moyen.

Par ces motifs,

la Cour

- annule, dans l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 modifiant l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement, la rubrique n° 64, b), de l'annexe;
- rejette les recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 12 juillet 1995.

Le greffier,
L. Potoms.

Le président,
M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 95 - 2349

[C - 21311]

Arrest nr. 57/95 van 12 juli 1995

Rolnummers 710-711

In zake : de beroepen tot vernietiging

- van de bijlagen A en B van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 23 november 1993 tot wijziging van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest,
- van de bijlage gevoegd bij de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 23 november 1993 tot wijziging van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning, ingesteld door de Ministerraad.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève, en de rechters H. Boel, P. Martens, J. Delruelle, E. Cerexhe en H. Coremans, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior, wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van de beroepen

Bij afzonderlijke verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 25 mei 1994 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 26 mei 1994, heeft de Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, beroep tot gedeeltelijke vernietiging ingesteld van de bepalingen van :

- de bijlagen A en B van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 23 november 1993 tot wijziging van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest (*Belgisch Staatsblad* van 26 november 1993);
- de bijlage gevoegd bij de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 23 november 1993 tot wijziging van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning (*Belgisch Staatsblad* van 26 november 1993).

II. De rechtspleging

Bij beschikkingen van 26 mei 1994 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel in de tweede zaken aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Bij beschikking van 22 juni 1994 heeft het Hof de zaken samengevoegd.

Van de beroepen is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 23 juni 1994 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 5 juli 1994.

Memories zijn ingediend door :

- de n.v. Distrigas, met maatschappelijke zetel te 1040 Brussel, Kunstlaan 31, bij op 28 juli 1994 ter post aangetekende brief;
- de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, Hertogsstraat 19, 1000 Brussel, bij op 4 augustus 1994 ter post aangetekende brief;
- de Waalse Regering, rue Mazy 25-27, 5100 Namen, bij op 8 augustus 1994 ter post aangetekende brief.

Van die memories is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 30 augustus 1994 ter post aangetekende brieven.

Memories van antwoord zijn ingediend door :

- de n.v. Distrigas, bij op 30 september 1994 ter post aangetekende brief;
- de Ministerraad, bij op 30 september 1994 ter post aangetekende brief.

Bij beschikkingen van 26 oktober 1994 en 27 april 1995 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, respectievelijk verlengd tot 25 mei 1995 en 25 november 1995.

Bij beschikking van 11 januari 1995 heeft het Hof de zaken in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 2 februari 1995.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 11 januari 1995 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 2 februari 1995 :

- zijn verschenen :
- Mr. L. Cambier, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad en de n.v. Distrigas;
- Mr. J. Sambon, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest;
- Mr. M. Verdussen, loco Mr. P. Lambert, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Waalse Regering;
- hebben de rechters-verslaggevers J. Delruelle en H. Boel verslag uitgebracht;
- zijn de voornoemde advocaten gehoord;
- zijn de zaken in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. Onderwerp van de aangevochten bepalingen

1. De bepalingen die in de zaak met rolnummer 710 worden aangevochten, zijn vervat in de bijlagen A en B van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 23 november 1993 tot wijziging van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest.

Bijlage A heeft betrekking op de projecten onderworpen aan een effectenstudie. Die projecten zijn onder meer :

« 1° Projecten waarvoor krachtens de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw een vergunning vereist is :

- a) kerncentrales en andere kernreactoren (met uitzondering van de onderzoeksinstallaties voor de produktie en verwerking van splijt- en kweekstoffen met een constant vermogen van ten hoogste 1 thermische kW);
- b) inrichtingen die uitsluitend bestemd zijn voor de permanente opslag of de definitieve verwijdering van radioactief afval;

(...)

Bijlage B heeft betrekking op de projecten onderworpen aan een effectenverslag. Die projecten zijn onder meer de volgende :

« 1° Projecten waarvoor krachtens de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw een vergunning vereist is.

(...)

- c) (...) transport van elektrische energie via bovengrondse leidingen;
- d) inrichtingen voor de produktie of de verrijking van splijtstoffen;
- e) inrichtingen voor de opwerking van bestraalde splijtstoffen;
- f) inrichtingen voor de verzameling en de behandeling van radioactief afval (voor zover niet in bijlage A opgenomen);

(...)

- l) aanleg van olie- en gaspijpleidingen;

(...)

2. De bepalingen die in de zaak met rolnummer 711 worden aangevochten, zijn vervat in de bijlage van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 23 november 1993 tot wijziging van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning.

Het beroep tot vernietiging betreft de volgende bepalingen :

- rubriek nr. 58 : inrichtingen voor de generatie van elektriciteit van niet-nucleaire oorsprong met een nominaal vermogen :

- a) van 100 kW tot 1.000 kW;
- b) van 1.000 kW tot 300 MW;
- c) van meer dan 300 MW;

- rubriek nr. 64 : inrichtingen voor diepteboringen (uitgenomen de boringen om de stabiliteit van de bodem te bestuderen) en meer in het bijzonder :

(...)

- b) de boringen voor het opslaan van nucleair afval;

- rubriek nr. 71 : industriële inrichtingen voor het scheiden, het bewerken langs fysische weg van gassen, stations voor de uitzetting, de samenpersing;

- rubriek nr. 74 : inrichtingen voor de aardgaswinning en hun aanhorigheden;

- rubriek nr. 76 : gashouders die een brandbaar gas inhouden en een inhoudsvermogen hebben van :

(...)

- b) meer dan 10.000 liter gas;

- rubriek nr. 114 : pijpleidingen en gasleidingen;

- rubriek nr. 124 : inrichtingen voor de petroleumwinning en hun aanhorigheden.

IV. In rechte

- A -

Standpunt van de Ministerraad

A.1. In de zaak met rolnummer 710 leidt de verzoekende partij een enig middel af uit de schending van artikel 134 van de Grondwet en artikel 6, § 1, II, tweede lid, 1°, 2° en 3°, en VII, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

In de zaak met rolnummer 711 leidt zij eveneens een enig middel af uit de schending van artikel 134 van de Grondwet en van artikel 6, § 1, II, tweede lid, 2° en 3°, en VII, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Betreffende de zaak met rolnummer 710

A.1.2. Naar luid van artikel 6, § 1, VII, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen blijft de Staat bevoegd voor de aangelegenheden die wegens hun technische en economische ondeelbaarheid een gelijke behandeling op nationaal vlak behoeven, namelijk a) het nationaal uitrustingsprogramma in de elektriciteitssector, b) de kernbrandstofcyclus, c) de grote infrastructuren voor de stockering, het vervoer en de productie van energie. « De notie 'technische en economische ondeelbaarheid' is gemakkelijk te begrijpen; het komt erop aan te vermijden dat de exploitatie van aan de nationale overheid voorbehouden energie-activiteiten (...) wordt onderworpen aan regels van technische werking die van gewest tot gewest verschillen, en ook een economische eenvormigheid in hun exploitatiekosten te verzekeren. »

Artikel 6, § 1, II, tweede lid, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bepaalt van zijn kant dat de radioactieve afvalstoffen onder de federale bevoegdheid blijven ressorteren.

Met de projecten beoogd in de bijlagen A, 1°, a), en B, 1°, d), maakt het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest inbreuk op de federale bevoegdheid ten aanzien van het nationaal uitrustingsprogramma in de elektriciteitssector, dat de exploitatie omvat van industriële inrichtingen bestemd voor de productie van elektrische energie.

Met de projecten beoogd in de bijlagen A, 1°, a) en b), en B, 1°, d), e) en f), maakt het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest inbreuk op de federale bevoegdheid wat de kernbrandstofcyclus betreft.

De opslag van kernafval is niet volledig te scheiden van de kernbrandstofcyclus. Bovendien sluit artikel 6, § 1, II, tweede lid, 2°, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen, wat het leefmilieu betreft, de bevoegdheid van de gewesten voor de behandeling van radioactieve afvalstoffen uit.

Met de projecten beoogd in bijlage A, 1°, b), tast het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest de federale bevoegdheid aan inzake de grote infrastructuren voor de stockering, die thans de « liquified natural gas » terminal, de grote ondergrondse stockage-infrastructuren alsmede de opslaginfrastructuur voor petroleum omvatten.

Met de projecten die zijn opgenomen in bijlage B, 1°, c) en l), tast het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest de federale bevoegdheid voor het vervoer van energie aan. Wat het gas betreft, moet worden verwezen naar de definitie van het vervoer die is gegeven in artikel 2 van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige produkten en andere door middel van leidingen. In de aangelegenheid van het vervoer van energie kunnen de gewesten geen andere bevoegdheid uitoefenen dan die welke hun op het vlak van stedenbouw en ruimtelijke ordening is voorbehouden. Bovendien heeft de bijzondere wetgever ernaar gestreefd in die aangelegenheid een homogene reglementering op nationaal vlak te handhaven: de door de federale Staat uitgevaardigde normen betreffen zowel de interne als externe aspecten van de exploitatie, zodanig dat men zich geen concurrerende bevoegdheid van het gewest kan indenken.

Met de installaties die zijn opgenomen in bijlage A, 1°, a), tast het Gewest de bevoegdheid van de Staat inzake de productie van energie aan. Die federale bevoegdheid verbiedt de gewesten niet, in voorkomend geval, zelf te waken over de energieproductie, op voorwaarde dat zij het doen met inachtneming van de normen die op een homogene manier door de federale wetgever zijn uitgevaardigd.

Naar luid van artikel 6, § 1, VII, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 vallen de installaties en ondernemingen die de energieproductie tot doel hebben, onder de bevoegdheid van de Staat, echter niet de installaties of ondernemingen die een ander doel hebben en die, om dat te verwezenlijken, op accessoire manier energie produceren.

De elektriciteitscentrales vallen dus, ongeacht hun warmtevermogen en het soort energie waarvan zij gebruik maken, onder de bevoegdheid van de federale wetgever aangezien hun hoofddoel de productie van energie is.

Bijgevolg was het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest niet bevoegd om het geheel van de betrokken installaties te onderwerpen aan een effectenstudie of -verslag. In dat opzicht moet worden herinnerd aan het arrest van het Hof nr. 54 van 24 mei 1988.

Betreffende de zaak met rolnummer 711

A.1.3. Door de installaties die zijn beoogd in rubriek nr. 58 van de bijlage van de aangevochten ordonnantie te vermelden, tast het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest de federale bevoegdheid aan voor het nationaal uitrustingsprogramma in de elektriciteitssector.

Door de installaties te vermelden die zijn beoogd in rubriek nrs. 64, van die bijlage, tast het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest de federale bevoegdheid voor de kernbrandstofcyclus aan. De boringen voor kernafval zijn niet te scheiden van de kernbrandstofcyclus. « Het feit dat de boring van een put op zich niet de toestemming inhoudt om er kernafval in te storten, is niet relevant. Zowel de conceptie als de lokalisatie van de boring worden bepaald door de aard van het afval dat erin zal worden gestort zodat de gewesten zich niet in de aangelegenheid van de boringen voor kernafval kunnen mengen zonder de exclusieve bevoegdheid van de federale Staat aan te tasten. »

Door de installaties te vermelden die zijn beoogd in de rubrieken nrs. 64, b), 76, 114 en 124, tast het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest de bevoegdheid van de Staat aan inzake de grote infrastructuren voor de stockering, die hierboven zijn gedefinieerd.

Door sommige installaties te vermelden die zijn beoogd in de rubrieken nrs. 71, 114 en 124 van de bijlage van de aangevochten ordonnantie, tast het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest de bevoegdheid van de Staat aan inzake het vervoer van energie, zoals het hierboven in verband met het gas is gedefinieerd.

Wat de respectieve bevoegdheden van de Staat en de gewesten betreft, dient hier ook te worden herinnerd aan de opmerkingen die zijn gemaakt ten aanzien van de zaak met rolnummer 710.

Door in de rubrieken nrs. 58, 74, 114 en 124 van de bijlage van de aangevochten ordonnantie sommige installaties te beogen, tast het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest de bevoegdheid van de Staat aan inzake de productie van energie zoals die hierboven is beschreven.

Bijgevolg was het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest niet bevoegd om de installaties waarvan sprake, te onderwerpen aan een milieuvergunning om de exploitatie ervan te regelen. De redenering van het Hof in zijn arrest nr. 54 van 24 mei 1988 kan perfect op deze zaak worden overgeënt aangezien krachtens de bestreden bepalingen, naast de kernbrandstofcyclus, nog andere energiesectoren die aan de bevoegdheid van de federale wetgever zijn voorbehouden, afhankelijk worden gesteld van een milieuvergunning of zelfs een milieu-attest.

*Standpunt van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest**Betreffende de zaak met rolnummer 710*

A.2.1. Het beroep tot vernietiging is niet ontvankelijk, met toepassing van artikel 7, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989, dat bepaalt dat bij het door de Ministerraad ingestelde beroep een voor eensluidend verklaard afschrift moet worden gevoegd van de beslissing om het beroep in te stellen. Nu heeft de Ministerraad weliswaar een attest van de secretaris van de Ministerraad overgelegd luidens hetwelk de Ministerraad de beslissing zou hebben

genomen om een beroep tot vernietiging van de aangevochten norm in te stellen, doch dat attest bepaalt enkel dat de bijgevoegde ontwerpen van verzoekschrift worden goedgekeurd. « Aangezien de Regering van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest niet beschikt over de juiste inhoud van de beslissing van de Ministerraad, noch over de stukken waarnaar die beslissing verwijst, kan zij niet oordelen over de regelmatigheid van het ingestelde beroep noch vooral over de omvang die de verzoekende partij eraan wilde geven. »

A.2.2. Het beroep is te laat ingesteld omdat de Ministerraad nooit de bepalingen van de ordonnantie van 30 juli 1992 heeft aangevochten die worden bekrachtigd bij de aangevochten ordonnantie, omdat hij in dit beroep niet de normen aanvecht die nieuw zouden zijn uitgevaardigd bij de wijzigingsordonnantie van 23 november 1993 en omdat de regeling voor de effectenbeoordeling betreffende de rubrieken van de bijlagen identiek is gebleven tussen de ordonnantie van 30 juli 1992 en die van 23 november 1993. De Regering van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest tracht punt per punt aan te tonen dat elk van de aangevochten bepalingen reeds was opgenomen in de ordonnantie van 30 juli 1992.

A.2.3. De aangevochten ordonnantie beoogt, samen met de ordonnantie van 30 juli 1992, de richtlijn om te zetten van de Raad van de Europese Gemeenschappen nr. 85/337/EEG van 27 juni 1985 betreffende de milieu-effectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten. De Lid-Staten waren gehouden hun wetgeving aan te passen opdat, uiterlijk vanaf 3 juli 1988, de in bijlage 1 van de richtlijn beoogde projecten worden onderworpen aan een procedure van effectenbeoordeling en opdat de in bijlage 2 van de richtlijn beoogde projecten dat ook worden indien zij beantwoorden aan de door de Lid-Staten vastgestelde criteria.

De draagwijdte van de aangevochten ordonnantie moet correct worden beoordeeld. Het Brussels Hoofdstedelijke Gewest heeft ervoor gekozen een specifieke ordonnantie te wijden aan de procedure voor de effectenbeoordeling in plaats van in de bestaande administratieve procedure daartoe procedurevereisten op te nemen. « Niettemin werd gesteld dat 'die beoordeling is geïntegreerd in de bestaande vergunningsprocedures vermits zij, in het kader van die procedures, pas aanvangt na het indienen van de aanvraag bij de bevoegde overheid'. » De bewoordingen zelf van de bijlagen van de ordonnantie bevestigen die interpretatie. Daaruit volgt dat de procedure van effectenbeoordeling slechts betrekking heeft op de projecten die in de bijlagen A, 1°, en B, 1°, van de aangevochten ordonnantie zijn beoogd in zoverre die projecten onderworpen zijn aan een stedenbouwkundige vergunning overeenkomstig de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw.

Aangezien het Brussels Hoofdstedelijke Gewest krachtens artikel 6, § 1, I, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bevoegd is om de stedenbouw en de ruimtelijke ordening te regelen, kan het de projecten die vallen onder de aangevochten rubrieken van de bijlagen van de ordonnantie onderwerpen aan een voorafgaande effectenbeoordeling in het kader van de doelstellingen van stedenbouw en ruimtelijke ordening. Ook moet worden opgemerkt dat alle projecten die in het verzoekschrift van de Ministerraad worden beoogd, projecten zijn die in de bijlagen I en 2 van de reeds vermelde Europese richtlijn zijn opgesomd.

Die juridische analyse wordt bevestigd door een « genetische » benadering van de totstandkoming van de ordonnantie, die aantoont dat het Brussels Hoofdstedelijke Gewest ervoor heeft gezorgd het arrest van het Hof nr. 54 van 24 mei 1988 en het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State over het voorontwerp van ordonnantie dat tot de ordonnantie van 30 juli 1992 heeft geleid, in acht te nemen.

Betreffende de zaak met rolnummer 711

A.3.1. Het verzoekschrift is niet ontvankelijk, met toepassing van artikel 7, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof. De exceptie van niet-ontvankelijkheid wordt op dezelfde manier geformuleerd als in de zaak met rolnummer 710 (cf. A.2.1).

A.3.2. De exceptie van niet-ontvankelijkheid wegens laattijdigheid, die ten aanzien van het beroep met rolnummer 710 werd opgeworpen, is ten aanzien van dit beroep niet van toepassing in zoverre de aangevochten rubrieken overeenstemmen met die welke door de Ministerraad werden bestreden in zijn beroep in de zaak met rolnummer 531.

A.3.3. De aangevochten ordonnantie heeft tot doel het Gewest de middelen te bezorgen die onmisbaar zijn voor een maximale bescherming van het leefmilieu. Het middel voor dat beleid is het aannemen van een ordonnantie die, onder meer maar niet uitsluitend, een hervorming van de politie van geklasseerde inrichtingen met zich meebrengt. De grondslag voor de tussenkomen van de wetgever is strikt genomen niet alleen de politie van de geklasseerde inrichtingen maar het gehele bevoegdheidsgebied van het gewest. Daartoe wordt in de ordonnantie overgegaan tot een globalisering van de preoccupaties waarmee rekening moet worden gehouden en de rationalisering van de procedures voor het toekennen van vergunningen. De Brussels wetgever heeft de indeling van de geklasseerde inrichtingen willen verfijnen en heeft de installaties onderverdeeld in drie klassen, namelijk de klassen I A, I B en II, naargelang van hun potentiële weerslag op het leefmilieu.

Die verfijning van de indeling gaat gepaard met een herverdeling van de bevoegdheid om de voorafgaande vergunningen toe te kennen. Die vergunningen zijn het milieu-attest en de milieuvergunning.

Het Brussels Hoofdstedelijke Gewest put zijn bevoegdheid uit artikel 6, § 1, II, eerste lid, 1° (bescherming van het leefmilieu), uit artikel 6, § 1, II, eerste lid, 2° (afvalstoffenbeleid), uit artikel 6, § 1, II, eerste lid, 3° (politie van de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke bedrijven) en uit artikel 6, § 1, V, 2°.

Wat de externe politie van de gevaarlijke inrichtingen betreft is er geen reden om de bevoegdheid van de gewesten te beperken tot de inrichtingen die, bij de inwerkingtreding van de wet van 8 augustus 1980, waren opgenomen in hoofdstuk 2 van titel één van het algemeen reglement op de arbeidsbescherming; de gewesten kunnen die bepalingen wijzigen door bepaalde types van inrichtingen te schrappen of er nieuwe aan te voegen (arrest van het Hof nr. 54 van 24 mei 1988).

De federale bevoegdheid op het vlak van het energiebeleid is van haar kant beperkt tot de aangelegenheden die limitatief zijn opgesomd in artikel 6, § 1, VII, tweede lid, en voor zover die aangelegenheden een technische en economische ondeelbaarheid vertonen die een gelijke behandeling op nationaal vlak vergt.

Hier is dus geen sprake van aan de federale wetgever voorbehouden bevoegdheden, noch van gedeelde bevoegdheden. Er is veeleer een samengaan van specifieke bevoegdheden, meer bepaald de wettige en autonome uitoefening van specifieke bevoegdheden die aanleiding kunnen geven tot een materiële samenwerking ten aanzien van een particulier project.

Vervolgens rijst de vraag of de bevoegdheden van het gewest worden beperkt door sommige federale bevoegdheden die betrekking hebben op de verschillende energiesectoren. Die vraag is inzonderheid gerezen in verband met de bevoegdheid van de federale Staat wat de kernbrandstofcyclus betreft. Behoort de bescherming tegen de ioniserende stralingen weliswaar in beginsel tot de strijd tegen de verontreiniging, die een essentieel bestanddeel

van de bescherming van het leefmilieu is, dan is het niettemin zo dat de afdeling wetgeving van de Raad van State, sommige auteurs, de afdeling administratie van de Raad van State en vervolgens het Hof de tegengestelde mening hebben verdedigd.

In 1993 heeft de bijzondere wetgever uitdrukkelijk bevestigd, ten aanzien van het bevoegdheidspakket betreffende het leefmilieu en het waterbeleid, dat de federale overheid bevoegd is voor de bescherming tegen de ioniserende stralingen, met inbegrip van het kernafval. Hij heeft gewild dat de federale wetgever in die aangelegenheid een ondeelbare bevoegdheid zou bezitten omdat dit aspect van het milieubeleid en van de gezondheid gebonden is aan de federale bevoegdheid wat de kernbrandstof betreft. Daaruit volgt dat, voor wat met het energiebeleid te maken heeft, enkel die aangelegenheid een beperking van de bevoegdheid van de gewesten voor het leefmilieu kan inhouden. De andere gevallen van artikel 6, §1, VII, tweede lid, kunnen niet een zelfde beperking vormen vermits er in de tekst geen enkele precisering in die zin is en « men bovendien niet ervan kan uitgaan dat ' het nationaal uitrustingsprogramma in de elektriciteitssector; de grote infrastructuur voor de stockering; het vervoer en de productie van energie ' een ' aspect van het leefmilieu- en gezondheidsbeleid ' in werking stellen dat intrinsiek verbonden is met het federaal energiebeleid ».

A.3.4. Wat rubriek nr. 58 betreft, moet bovendien worden opgemerkt dat de federale bevoegdheid ten aanzien van het nationaal uitrustingsprogramma in de elektriciteitssector strekt tot de planning van de energiebevoorrading en van de investeringen voor de infrastructuur, en niet slaat op het opstellen van bijzondere exploitatievoorwaarden voor een type van industriële installatie of het voorschrijven van een procedure die ertoe strekt de doelstellingen die in artikel 2 van de aangevochten ordonnantie zijn opgesomd, te doen naleven.

« Een planning houdt perspectieven en doelstellingen in. Zij kan op zich niet de reglementering vervangen van de technische en industriële installaties die de verwezenlijking van die doelstellingen mogelijk zullen maken. Zij zou evenmin de zorg voor de bescherming van het leefmilieu in zich kunnen opnemen.

De planning heeft strikt te maken met beheer en economie. Het energiebeleid en de planning van de nationale energiebevoorrading doen geenszins afbreuk aan de gewestelijke bevoegdheden voor de reglementering van de geklasseerde inrichtingen en de bescherming van het leefmilieu. »

A.3.5. Wat rubriek nr. 64 betreft, moet in de eerste plaats worden opgemerkt dat uit de parlementaire voorbereiding van de ordonnantie duidelijk de bedoeling van de gewestwetgever blijkt om de kernbrandstofcyclus of het radioactief afval niet op te nemen in de materiële toepassings sfeer van de ordonnantie.

De gewestwetgever moet trouwens worden geacht op te treden binnen de sfeer van de hem toegewezen bevoegdheden.

Het lijkt moeilijk te kunnen worden betwist dat diepteboringen op zich een industriële operatie zijn waarvan de leefmilieu-aspecten binnen de bevoegdheids sfeer van de gewestwetgever vallen.

Inzake de « Boringen voor kernafval » moet worden toegegeven dat in de documenten van de Raad geen enkele verklaring noch debat de draagwijdte van de rubriek kan verduidelijken.

Om aan die bepaling een nuttig effect te geven, moet ze evenwel worden beperkt tot de draagwijdte die zij op nuttige wijze kan hebben, namelijk de reglementering van de leefmilieu-aspecten van een welbepaalde technische operatie zonder dat die deel uitmaakt van een beheer van radioactieve afvalstoffen.

De Brusselse gewestwetgever heeft zich in ieder geval niet willen mengen in de bevoegdheden van de federale wetgever inzake het beheer en de verwijdering van kernafval, wat wordt bevestigd door de ordonnantie van 7 maart 1991 betreffende de preventie en het beheer van afvalstoffen, die de radioactieve afvalstoffen uit haar toepassings sfeer uitsluit. Daaruit volgt dat geen enkele algemene of sectoriële bepaling kan worden aangenomen op het vlak van de radioactieve afvalstoffen in het kader van de ordonnantie betreffende de milieuvergunning.

« De toevoeging van de woorden ' voor kernafval ' zou zelfs overbodig kunnen lijken in zoverre de Brusselse wetgever zich niet heeft willen mengen in de bevoegdheden van de nationale wetgever inzake het beheer en de verwijdering van kernafval. »

A.3.6. De federale bevoegdheid voor de grote infrastructuur voor de stockering, het vervoer en de productie van energie, sluit niet uit dat de gewesten bevoegd zijn ten aanzien van de installaties die zijn beoogd in de rubrieken nrs. 58, 64, b), 71, 74, 76, 114 en 124, wat betreft de stedenbouw en de ruimtelijke ordening, de politie van de geklasseerde inrichtingen, het beheer van de afvalstoffen, de bescherming van het leefmilieu en het waterbeleid, de exploitatie van de natuurlijke rijkdommen.

De Staat is van zijn kant bevoegd om deel te nemen aan het beheer van de inrichtingen en ondernemingen in de actieve sector, om het toezicht uit te oefenen op de energieproductie, het stockeren en het vervoer van de energie of om op te treden in die aangelegenheden in het belang van de energiebevoorrading van het land.

Wat de grote infrastructuur voor de stockering betreft, moet bovendien worden opgemerkt dat die installaties steeds werden geïntegreerd in het kader van de politie van de geklasseerde inrichtingen, zonder dat daarop een afwijking bestaat. Overigens moet het volgende worden opgemerkt: de boringen voor kernafval mogen niet worden beschouwd als operaties van stockering van energie; de olie- en gaspijpleidingen en de inrichtingen voor de petroleumwinning en hun aanhorigheden zijn geen grote infrastructuur voor de opslag van energie; wat de gashouders betreft (rubriek nr. 76), moet worden toegegeven dat het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, op het vlak van de energie, bevoegd is voor het beheer van het domein van de infrastructuur voor de stockering die in een regionaal kader gebeurt of die geen betrekking heeft op de energiebevoorrading van het land; de wil van de bijzondere wetgever is geweest aan de centrale Staat een bevoegdheid toe te kennen, wat het energie-aspect betreft, inzake de grote infrastructuur voor de stockering, met als uiteindelijk doel een controle of een regularisatie van de energiebevoorrading van het land.

Wat het vervoer van energie betreft, moet in de eerste plaats worden opgemerkt dat uit de semantische formulering van de rubrieken nrs. 71 en 124 ten overvloede blijkt dat zij geen betrekking hebben op het vervoer van energie.

Het gewest is overigens bevoegd voor de olie- en gaspijpleidingen omdat het op het vlak van de energie bevoegd blijft met uitsluiting van de aspecten van het vervoer die een technische en economische ondeelbaarheid vertonen zoals de transregionale hoogspanningslijnen, het Distrigas-net, enz.

De stelling van de Ministerraad volgens welke de gewesten in deze aangelegenheid geen andere bevoegdheid zouden hebben dan die welke hun op het vlak van de stedenbouw en de ruimtelijke ordening is voorbehouden, kan niet worden gevolgd omdat het door de wetgever op energiegebied nagestreefde doel geenszins in de plaats kan worden gesteld van de doelstellingen die door het algemeen reglement op de arbeidsbescherming worden nagestreefd, noch van de doelstellingen die thans worden nagestreefd door de ordonnantie betreffende de milieuvergunning. Bovendien is de bevoegdheid van de federale Staat hoe dan ook beperkt tot wat noodzakelijk wordt gemaakt door de technische of economische ondeelbaarheid; de Ministerraad toont niet aan hoe de bij de ordonnantie ingevoerde rege-

ling betreffende de milieuvergunning op zich concreet afbreuk zou doen aan de vereisten die door die technische of economische ondeelbaarheid worden gesteld. Tot slot moet worden beklemtoond dat de federale bevoegdheid slechts kan worden uitgeoefend binnen het bevoegdheidspakket betreffende de energie en derhalve geen betrekking kan hebben op het vervoer van energie.

De productie van energie, als uitzondering op de gewestbevoegdheid inzake het energiebeleid, mag niet worden gelijkgesteld met het opsporen, verzamelen en exploiteren van de natuurlijke rijkdommen die in specifieke installaties kunnen bijdragen tot de productie van energie. De exploitatie van de natuurlijke rijkdommen blijft een bevoegdheid van de gewesten, overeenkomstig artikel 6, § 1, VI, eerste lid, 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. Daaruit volgt dat de bevoegdheden die de federale overheid in dat opzicht zou behouden, geen afbreuk zouden kunnen doen aan de gewestbevoegdheden.

De olie- en gaspijpleidingen (rubriek nr. 114) zijn kennelijk geen inrichtingen die betrekking hebben op de energieproductie.

Betroffende de installaties voor het opwekken van elektriciteit (rubriek nr. 58), moet men ervan uitgaan dat de energieproductie weliswaar onder de bevoegdheid van de federale Staat valt, doch in het kader van het energiebeleid en de tussenkomst van de federale Staat in de algemene energieregeling, en dat een dergelijk optreden niet de doelstellingen van bescherming van het leefmilieu kan omvatten zoals die in de aangevochten ordonnantie ten laste zijn genomen. Het argument volgens hetwelk de elektrische centrales aan het algemeen reglement op de elektrische installaties (A.R.E.I.) zijn onderworpen, is in dat opzicht niet pertinent. De uitoefening van specifieke bevoegdheden van de gewesten samen met de bevoegdheden van de federale Staat moet worden aanvaard. De gelijktijdige uitoefening van die bevoegdheden dient natuurlijk zodanig te gebeuren dat zowel de federale Staat als de deelentiteiten elkaar de mogelijkheid bieden hun respectieve bevoegdheden in werking te stellen. Ten deze maakt het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest de uitoefening van de specifieke bevoegdheden van de federale Staat niet moeilijk noch onmogelijk.

Standpunt van de tussenkommende partij, de n.v. Distrigas

A.4.1. Als concessiehouder voor het vervoer van gas door middel van leidingen in de zin van de wet van 12 april 1965, heeft de n.v. Distrigas onbetwistbaar belang om tussen te komen in het kader van de beroepen tot gedeeltelijke vernietiging die terecht de bevoegdheid in het geding brengen van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest om wetgevend op te treden in aangelegenheden die tot het energiebeleid behoren, dat onder de bevoegdheid van de federale overheid blijft ressorteren.

A.4.2. Uit de zeer duidelijke bewoordingen van artikel 6, § 1, VII, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 blijkt dat het vervoer van gas, om redenen die met de technische en economische ondeelbaarheid van die activiteit verband houden, tot de bevoegdheid van de federale Staat blijft behoren. Die activiteit is bij een federale wetgeving waarin de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige produkten en andere door middel van leidingen voorziet, onderworpen aan een welbepaalde specifieke vergunningsregeling, zoals inzake kernenergie. Het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest kan zijn bevoegdheid inzake het vervoer van gas niet rechtvaardigen door te verwijzen naar artikel 6, § 1, I, of naar artikel 6, § 1, II, eerste lid, 3°, van die bijzondere wet. Het arrest van het Hof nr. 54 van 24 mei 1988 alsmede het advies van de afdeling administratie van de Raad van State van 6 januari 1989 en het arrest van de Raad van State van 4 april 1986 worden tot staving van die stelling aangevoerd.

De federale bevoegdheid van de Staat dringt zich op omdat het vervoer van gas door middel van leidingen niet kan worden onderworpen aan van gewest tot gewest verschillende veiligheidsnormen. « Een dergelijke breuk in de eenheid van de regels betreffende de gasdistributieleidingen waarvan het tracé geen rekening houdt met de gewestgrenzen, zou ook de economische homogeniteit inzake energie opnieuw in het geding brengen vernieuwde reglementering die op regionaal vlak zou worden aangenomen, zou kunnen leiden tot een verschil in de kosten voor productie en vervoer van de energie tussen de gewesten. »

Standpunt van de Waalse Regering

Betreffende de zaak met rolnummer 711

A.5.1. De gewestwetgever heeft gebruik gemaakt van de bevoegdheid die hem is toegewezen, niet krachtens artikel 6, § 1, VII, maar krachtens artikel 6, § 1, II, eerste lid, 1° en 3°, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

De bevoegdheid om de « externe » politie van de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke bedrijven te regelen, komt geheel en uitsluitend aan de gewesten toe vernieuwde de bijzondere wet van 8 augustus 1980 in dat opzicht geen enkele uitzondering maakt.

Bijgevolg kunnen de gewesten de door de federale overheid ingevoerde regeling wijzigen of zelfs vervangen, met name de procedure voor de exploitatievergunning van die inrichtingen.

De gewesten kunnen ook het toepassingsgebied van dat stelsel regelen en aan de lijst van inrichtingen die in het algemeen reglement op de arbeidsbescherming zijn opgesomd, nieuwe types van inrichtingen toevoegen of bepaalde types eruit schrappen.

Nu de gewestwetgever optreedt in het kader van een milieubeleid en niet in het kader van een energiebeleid, kan hij bij de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke bedrijven inrichtingen indelen waarvan de activiteiten zouden ressorteren onder de aspecten van het energiebeleid « die wegens hun technische en economische ondeelbaarheid een gelijke behandeling op nationaal vlak behoeven ».

Wat inzonderheid de kernbrandstofcyclus betreft, moet weliswaar rekening worden gehouden met het arrest van het Hof nr. 54 van 24 mei 1988, waarin is besloten dat de gewesten niet bevoegd zijn om de exploitatievergunning voor kerninstallaties toe te kennen. Maar, « die overweging blijft verrassen ».

Verscheidene auteurs hebben er immers op gewezen dat de tekst van de bijzondere wet geen enkele beperking oplegt aan de bevoegdheid van het gewest betreffende de « externe » politie van de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke bedrijven.

De gewesten kunnen evenwel in die aangelegenheden geen regels opstellen die rechtstreeks op het energiebeleid betrekking zouden hebben. Zij kunnen evenmin hun bevoegdheden in werking stellen op een manier die de federale overheid zou verhinderen een doeltreffend beleid te voeren.

Zij zouden dan het evenredigheidsbeginsel schenden, zoals het herhaaldelijk door het Hof is erkend.

Ten deze is niet aangetoond dat de Brusselse gewestwetgever met het aannemen van de ordonnantie van 23 november 1993 het evenredigheidsbeginsel zou hebben geschonden.

A.5.2. Subsidiair moet worden gesteld dat de uiteenzettingen van de Ministerraad, meer bepaald ten aanzien van artikel 6, § 1, VII, tweede lid, van de bijzondere wet, ietwat laconiek zijn.

De vereiste van een milieuvergunning voor de exploitatie van inrichtingen die energie produceren, is immers geen vorm van planning. De Ministerraad toont ook niet aan in hoeverre de installaties onder de rubrieken nrs. 64, b), 76 en 124 als « grote infrastructuur voor de stockering » moeten worden beschouwd.

De bevoegdheid van de federale overheid inzake infrastructuur voor de stockering moet worden beperkt tot de infrastructuur met een nationale opdracht, die welke bijdragen tot de bevoorrading van het gehele grondgebied. Een zelfde redenering dringt zich op voor het vervoer van energie.

Voor de energieproductie vallen enkel de activiteiten die rechtstreeks en specifiek op de vervaardiging van energieproducten gericht zijn, onder de federale bevoegdheid. De gewesten zijn daarentegen bevoegd voor de activiteiten die slechts indirect tot die vervaardiging bijdragen, wat wordt bevestigd door artikel 6, § 1, VI, eerste lid, 5°, dat aan de gewesten de « natuurlijke rijkdommen » toewijst.

De bevoegdheid van de federale overheid op het vlak van de energie wordt dus enkel verantwoord door het streven naar een behoud van een algemeen en globaal beleid op dat vlak voor de aspecten die een gelijke behandeling op nationaal vlak behoeven.

Betreffende de zaak met rolnummer 710

A.6. De gewestwetgever leidt zijn bevoegdheid af uit artikel 6, § 1, II, eerste lid, 1°, en uit artikel 6, § 1, I, 1°.

In zijn reeds vermeld arrest nr. 54 heeft het Hof erkend dat de gewestwetgever het recht heeft verplichtingen op te leggen in de aangelegenheden die onder zijn bevoegdheid vallen, volgens een procedure die hij zelf bepaalt en ten aanzien van de overheden die onder het gewest ressorteren.

Uit dat arrest vloeit voort dat inzake de stedenbouwkundige projecten, als enige beoogd in de ordonnantie van 23 november 1993, op de bevoegdheid van de gewesten om de stedenbouw en de ruimtelijke ordening te regelen, geen uitzondering bestaat.

Dezelfde oplossing dringt zich ten deze op.

Antwoord van de Ministerraad

Ten aanzien van de ontvankelijkheid ratione temporis van het beroep in de zaak met rolnummer 710

A.7.1. Uit het opschrift van de aangevochten akte blijkt duidelijk dat het hier wel degelijk gaat om een wijzigende ordonnantie en niet om een eenvoudige coördinatie van de teksten. Overigens maakt artikel 3, § 1, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof geen enkel onderscheid inzake de termijn voor een beroep tot vernietiging naargelang de rechtsregel tot doel heeft een vorige regel te wijzigen, aan te vullen, op te heffen, te harmoniseren of te bevestigen. Indien men de redenering van het Hof in zijn arrest nr. 81/93 van 1 december 1993 in aanmerking neemt, moet worden opgemerkt dat ten deze de coördinatie niet is doorgevoerd met een besluit maar door de ordonnantie zelf. Bovendien beperkt de ordonnantie zich niet tot het coördineren van de bepalingen maar wijzigt zij de ordonnantie van 30 juli 1992 vermits zij daarin nieuwe bepalingen opneemt.

Ten aanzien van de geldigheid van de beslissing van de Ministerraad om in rechte te treden

A.7.2. Inzake de geldigheid van de door de Ministerraad genomen beslissing om in rechte te treden, komt de exceptie er in werkelijkheid op neer te eisen dat het ontwerp van beroep tot gedeeltelijke vernietiging voor akkoord wordt ondertekend door ieder lid van de Ministerraad. Zij kan niet worden aanvaard.

Betreffende de zaak met rolnummer 711

A.8.1. De stellingen van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en van het Waalse Gewest zijn in tegenspraak met één van de beginselen van bevoegdheidsverdeling volgens hetwelk de toegewezen bevoegdheden exclusieve en niet-concurrerende bevoegdheden zijn. Toestaan dat een zelfde activiteit wordt onderworpen aan twee types van exploitatievergunningen komt erop neer dat een stelsel van concurrerende bevoegdheden wordt ingevoerd. Die stelling stuit overigens op het feit dat de bevoegdheden niet worden gedefinieerd als te bereiken doelstellingen doch per pakket van aangelegenheden.

De stelling van de gewesten is overigens in tegenspraak met de rechtspraak van het Hof en van de Raad van State. De gewesten kunnen ongetwijfeld nieuwe installaties opnemen in de nomenclatuur van het algemeen reglement op de arbeidsbescherming, maar ze kunnen dat enkel doen met inachtneming van de exclusieve bevoegdheden van de federale Staat, met name op het vlak van de energie. Het arrest van het Hof nr. 54 en het arrest van de Raad van State van 4 april 1986, die beide reeds werden geciteerd, worden in herinnering gebracht. De pertinentie van die beslissingen wordt trouwens bevestigd door de jongste wijziging van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen. Uit de parlementaire voorbereiding blijkt duidelijk dat de wetgever zich heeft willen richten naar de lering van het arrest van het Hof en dat hij heeft bevestigd dat de bevoegdheid van de Staat voor de bescherming tegen de ioniserende stralingen de mogelijkheid voor de gewesten uitsluit om tussen te komen in het vergunningsstelsel voor nucleaire installaties of om het uitvoeren van een effectenstudie voor die installaties voor te schrijven. Daaruit mag echter *a contrario* niet worden afgeleid dat de gewesten zich zouden kunnen mengen in de andere energiesectoren die aan de federale overheid zijn voorbehouden.

A.8.2. Voor het overige dient de Ministerraad niet aan te tonen dat de installaties die in de bestreden bepalingen van de bijlage van de ordonnantie zijn beoogd, zouden behoren tot het nationaal uitrustingsprogramma in de elektriciteitssector en een gelijke behandeling op nationaal vlak zouden behoeven. De tekst van de desbetreffende bepaling van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen is voldoende duidelijk en de in artikel 6, § 1, VII, tweede lid, a), b), c) en d), vermelde activiteiten moeten in die zin worden beschouwd dat zij inderdaad een gelijke behandeling op nationaal vlak behoeven. « De notie ' technische en economische ondeelbaarheid ' is gemakkelijk te begrijpen; het komt erop aan te vermijden dat de exploitatie van aan de nationale overheid voorbehouden energie-activiteiten (...) wordt onderworpen aan regels van technische werking die van gewest tot gewest verschillen, en ook een economische eenvormigheid in de exploitatiekosten te verzekeren. Het gaat hier niet om een aanvullend criterium maar om een politieke keuze van de bijzondere wetgever, die heeft gemeend dat die activiteiten, wegens hun belangrijkheid, op een federale en unitaire manier moesten worden beheerd. » Tot staving van die stelling wordt de ruime definitie aangevoerd die het Hof in zijn reeds geciteerd arrest nr. 54 heeft gegeven aan de term « kernbrandstofcyclus ».

Het beroep op het evenredigheidsbeginsel door het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest is ten deze niet denkbaar omdat het veronderstelt dat de betwiste bevoegdheid aan het gewest zou zijn toegewezen, wat niet het geval is.

A.8.3. Subsidiar moet worden vastgesteld dat het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest zijn bevoegdheid niet heeft uitgeoefend met inachtneming van het evenredigheidsbeginsel aangezien het, door een bijkomend vergunningsstelsel op te leggen, het beginsel van technische en economische eenheid van de betrokken aangelegenheden aantast. Daaruit vloeit bijvoorbeeld voort dat voor de installaties voor het opwekken van elektriciteit drie onderscheiden polities

worden opgelegd : twee gewestelijke (stedebouw en leefmilieu) en een federale (A.R.E.I.). Een dergelijke toename van het aantal toe te passen stelsels houdt in dat de federale overheid niet meer bij machte zou zijn op geldige wijze haar bevoegdheden uit te oefenen, met het risico de technische modaliteiten en de exploitatiekosten nog te verhogen.

Inzonderheid kan het gewest de boringen voor de opslag van kernafval niet beogen zonder afbreuk te doen aan de exclusieve bevoegdheid van de federale Staat vermits die operatie behoort tot het geheel van operaties die zijn vervat in de kernbrandstofcyclus, te meer daar de conceptie en de lokalisatie van de boring worden bepaald door de aard van de erin gestorte afvalstoffen.

De ordonnantie beoogt overigens alle gashouders van meer dan 10.000 liter, wat onbetwistbaar de grote infrastructuur voor de stockering omvat aangezien die niet enkel beperkt zijn tot de natuurlijke sites of de sites die uitdrukkelijk in de parlementaire voorbereiding zijn beoogd. De grote infrastructuur voor de stockering zijn dus onderworpen aan een specifieke wetgeving die geen plaats kan laten voor een concurrerend milieubeleid.

Voor het overige kan men redelijkerwijze niet beweren dat de operaties die het scheiden van gas, de stations voor uitzetting en samenpersing beogen, geen operaties zijn die onontbeerlijk zijn voor het vervoer van energie. Daaruit vloeit voort dat de in de rubrieken nrs. 71 en 114 beoogde installaties niet konden worden bedoeld in de aangevochten ordonnantie. Het reeds geciteerde advies van de afdeling administratie van de Raad van State wordt nogmaals in herinnering gebracht.

Wat de energieproductie betreft, kan men geen onderscheid maken tussen de kleine en de grote energieproductie. De tekst van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen maakt geen enkel onderscheid naargelang van de hoeveelheid geproduceerde energie. De bijlage van de ordonnantie beoogt overigens elke energieproductie, ongeacht of zij minimaal of zeer aanzienlijk is. De bevoegdheden kunnen evenmin worden gedefinieerd door het nastreven van doelstellingen : de verdeling gebeurt per pakket van aangelegenheden.

Tot slot staat het vast dat het algemeen reglement op de elektrische installaties zowel interne als externe voorschriften omvat en op zich al een politiek met veiligheids- en milieudoelinden is.

De installaties voor gas- en petroleumwinning ressorteren ook onder de bevoegdheid van de federale wetgever aangezien het evident is dat, wil men gas of petroleum uit de bodem halen, men dit doet om energie te produceren.

Betreffende de zaak met rolnummer 710

A.9. Het is tegenstrijdig te beweren, bijvoorbeeld, dat de olie- en gaspijpleidingen daadwerkelijk onder de bevoegdheid van de gewesten inzake leefmilieu vallen, en nadien te stellen dat de effectenstudie die voor dergelijke installaties wordt opgelegd, uitsluitend wordt voorgeschreven op basis van hun bevoegdheid inzake stedebouw.

Overigens moet worden vastgesteld dat de in aanmerking genomen criteria van onderscheid louter op het milieu betrekking hebben en niet op de stedebouw. Is het weliswaar zo dat de ordonnantie betreffende de effectenstudie gemeenschappelijk is aan de politiek van stedebouw en leefmilieu en dat zij slechts toepassing vindt ter gelegenheid van de inwerkingstelling van één van beide, dan moet niettemin worden vastgesteld dat het bij de ordonnantie ingevoerde systeem van effectenstudie behoort tot het bevoegdheidspakket betreffende het leefmilieu.

Tot slot richt het Gewest zich niet naar de jurisprudentiële lering van het arrest van het Hof nr. 54 vermits het de regeling van de effectenstudie niet slechts beperkt tot het aspect stedebouw en ruimtelijke ordening, maar milieu-factoren in rekening neemt.

Antwoord van de tussenkomenende partij, de n.v. Distrigas

Betreffende de zaak met rolnummer 711

A.10. De argumenten van de tussenkomenende partij zijn identiek aan die van de Ministerraad in zijn antwoord inzake het beginsel van de bevoegdheidsverdeling. De n.v. Distrigas wil evenwel inzonderheid de exclusieve federale bevoegdheden vastgesteld zien inzake de grote infrastructuur voor de stockering en het vervoer van gas. In dat verband klaagt zij meer bepaald de rubrieken nrs. 71, 76 en 114 van de bijlage van de aangevochten ordonnantie aan.

Inzonderheid betreffende de in de rubrieken nrs. 71 en 114 bedoelde installaties, herinnert de partij eraan dat die installaties integraal deel uitmaken van het vervoer van gas en overigens uitdrukkelijk zijn beoogd in de wet van 12 april 1965 alsmede in de uitvoeringsbesluiten ervan. In dat opzicht moet worden beklemtoond dat de federale reglementering inzake het vervoer van gas door middel van leidingen veiligheidsmaatregelen omvat die met name voor de bescherming van het leefmilieu zijn genomen (koninklijk besluit van 11 maart 1966 betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor gasvervoer door middel van leidingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 maart 1974 en 24 januari 1991). Het vervoer van gas moet dus evenals de kernbrandstofcyclus onder de bevoegdheid van de federale overheid blijven ressorteren wegens de technische en economische ondeelbaarheid die een gelijke behandeling op nationaal vlak behoeft. Dat vervoer lijkt trouwens moeilijk te kunnen worden onderworpen aan veiligheidsnormen die van gewest tot gewest verschillen.

Een argument wordt trouwens ontleend aan het feit dat het vervoer van elektriciteit (hoogspanningslijn) niet door het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest is onderworpen aan de regeling van de milieuvergunning. Op die manier erkent het Gewest dat het niet bevoegd is. « Men zou moeilijk begrijpen dat een dergelijke vergunning zou kunnen worden vereist voor een ondergronds vervoer door middel van leidingen dat is onderworpen aan een federaal vergunningsstelsel dat op zijn minst even dwingend en uitgebreid is als het A.R.E.I. Men zal ook vaststellen dat louter op het vlak van het leefmilieu de ondergrondse gasleidingen geenszins het gezicht of het landschap aantasten. »

Betreffende de zaak met rolnummer 710

A.11. Het antwoord van de tussenkomenende partij is identiek aan het hierboven in herinnering gebrachte antwoord van de Ministerraad.

- B -

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van de beroepen

B.1.1. De Regering van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest betwist de ontvankelijkheid van de beroepen wegens miskenning van artikel 7, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, om de in A.2.1 en A.3.1 vermelde redenen.

B.1.2. Artikel 7, eerste en tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 bepaalt :

« De verzoekende partij voegt bij haar verzoekschrift een afschrift van de wet, het decreet of de in artikel (134) van de Grondwet bedoelde regel waartegen het beroep gericht is, en, in voorkomend geval, van de bijlagen ervan.

Indien het beroep wordt ingesteld door de Ministerraad, door de Regering van een Gemeenschap of een Gewest of door de voorzitter van een wetgevende vergadering, voegt de verzoekende partij daarenboven bij haar verzoekschrift een voor eensluidend verklaard afschrift van de beslissing waarbij zij besloten heeft het beroep in te stellen. »

B.1.3. Uit het proces-verbaal van 20 mei 1994, gevoegd bij het verzoekschrift, blijkt dat de Ministerraad de ontwerpen van verzoekschrift heeft goedgekeurd. Aldus is voldaan aan het voormelde artikel 7, eerste en tweede lid.

De exceptie van niet-ontvankelijkheid wordt verworpen.

B.2.1. De Regering van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest betwist tevens de ontvankelijkheid *ratione temporis* van het beroep in de zaak met rolnummer 710, om reden dat de bestreden bepalingen enkel de bevestiging zijn van bepalingen die zijn vervat in de ordonnantie van 30 juli 1992 « betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest », die niet door de Ministerraad werd aangevochten (A.2.2).

B.2.2. Het beroep tot vernietiging heeft betrekking op een reeks bepalingen die zijn vervat in de bijlagen A en B van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 23 november 1993 tot wijziging van de ordonnantie van 30 juli 1992.

Weliswaar blijkt uit een vergelijking tussen de bijlagen van de ordonnantie van 30 juli 1992 en die van de ordonnantie van 23 november 1993 dat het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest in de bestreden ordonnantie sommige bepalingen van de vroegere ordonnantie heeft overgenomen, maar niettemin heeft het zijn wil te kennen gegeven om in die aangelegenheid opnieuw wetgevend op te treden.

Wanneer de wetgever in een nieuwe wetgeving een oude bepaling overneemt, verhindert die omstandigheid niet dat tegen de overgenomen bepaling een beroep zou kunnen worden ingesteld binnen zes maanden na de bekendmaking ervan.

De exceptie wordt verworpen.

B.3. De beroepen zijn ontvankelijk.

Ten gronde

Ten aanzien van de zaak met rolnummer 710

B.4. Projecten waarvoor krachtens de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw een vergunning vereist is, worden onderworpen, indien zij vermeld zijn in bijlage A van de ordonnantie van 23 november 1993 tot wijziging van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, aan een effectenstudie wanneer zij betrekking hebben onder meer op bepaalde nucleaire installaties of inrichtingen voor opslag of verwijdering van radioactief afval (1°, a) en b)). Indien zij vermeld zijn in bijlage B van dezelfde ordonnantie van 23 november 1993, worden zij onderworpen aan een effectenverslag wanneer zij betrekking hebben onder meer op het transport van elektrische energie via bovengrondse leidingen (1°, c)), op inrichtingen voor de produktie of verrijking van splijtstoffen, de opwerking van bestraalde splijtstoffen of de verzameling en behandeling van radioactief afval (1°, d), e) en f)) of op de aanleg van olie- en gaspijpleidingen (1°, 1)).

Overeenkomstig artikel 2 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 zijn de stedenbouwkundige voorschriften die zij vaststelt « zowel economisch, sociaal als esthetisch opgevat als met het doel het leefmilieu van het Gewest te beschermen en te verbeteren, en de bodem zuinig te beheren ».

B.5. Volgens de Ministerraad schenden de bestreden bepalingen van de in B.4 vermelde ordonnantie van 23 november 1993 de bevoegdheidsverdelende regels die in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen zijn opgenomen, inzonderheid artikel 6, § 1, II, tweede lid, 2°, dat - wat het leefmilieu en het waterbeleid betreft - de bevoegdheid omtrent de bescherming tegen ioniserende stralingen, met inbegrip van het radioactief afval, aan de federale overheid voorbehoudt, en artikel 6, § 1, VII, tweede lid, a), b) en c), dat - wat het energiebeleid betreft - het nationaal uitrustingsprogramma in de elektriciteitssector, de kernbrandstofcyclus en de grote infrastructuur voor de stockering, het vervoer en de produktie van energie, als aangelegenheden die wegens hun technische en economische ondeelbaarheid een gelijke behandeling op nationaal vlak behoeven, onder de bevoegdheid van de federale overheid plaatst.

B.6. Krachtens artikel 6, § 1, I, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen zijn de stedenbouw en de ruimtelijke ordening gewestaangelegenheden. Voorschriften van stedenbouw en ruimtelijke ordening, het inrichten van een stelsel van vergunningen en de daarop betrekking hebbende regels inzake administratieve procedure inbegrepen, zijn aldus zaak van de gewesten. De gewesten kunnen aldus die vergunningen aan een voorafgaande milieu-effectenstudie onderwerpen, beperkt tot de doelstelling van de stedenbouw en de ruimtelijke ordening. Het gewest mag evenwel de stedenbouw en ruimtelijke ordening niet op een zodanige wijze opvatten dat het voor de Staat niet mogelijk zou zijn om een doeltreffend beleid te voeren in de aangelegenheden die tot zijn bevoegdheid behoren.

Krachtens artikel 6, § 1, II, eerste lid, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993, is de bescherming van het leefmilieu een gewestelijke aangelegenheid. Evenwel is de bescherming tegen ioniserende stralingen van de gewestbevoegdheid uitgezonderd krachtens artikel 6, § 1, II, tweede lid, 2°, van vermelde bijzondere wet. Die wetsbepaling sluit uit dat de gewesten, met een doelstelling van bescherming van het leefmilieu, in hun regelgeving omtrent stedenbouw en ruimtelijke ordening, voorschriften opnemen en verplichtingen opleggen met betrekking tot de bescherming tegen ioniserende stralingen, die tot de enkele bevoegdheid van de federale overheid behoort.

B.7. Krachtens artikel 6, § 1, VII, tweede lid, a), b), c) en d), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, is - wat het energiebeleid betreft - de federale overheid bevoegd voor de aangelegenheden die wegens hun technische en economische ondeelbaarheid een gelijke behandeling op nationaal vlak behoeven, te weten het nationaal uitrustingsprogramma in de elektriciteitssector, de kernbrandstofcyclus, de grote infrastructuur voor de stockering, het vervoer en de produktie van energie, alsmede de tarieven.

Aldus heeft de federale overheid - onverminderd het bepaalde in artikel 6, §§ 3 en 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993, - ter zake van het energiebeleid een ruime bevoegdheid behouden.

Niettemin houdt die bevoegdheidsverdeling niet in dat de federale overheid bij het aanwenden van haar energiebevoegdheid niet onderworpen kan zijn of worden aan de voorschriften en verplichtingen die de gewesten vaststellen op grond van een bevoegdheid die zij aan een andere bepaling van de bijzondere wet ontleent.

Zoals in B.6 is opgemerkt, zijn de gewesten bevoegd inzake stedenbouw en ruimtelijke ordening; zij vermogen in de desbetreffende regelgeving voorschriften met een doelstelling van bescherming van het leefmilieu op te nemen, uitgezonderd voorschriften die een bescherming tegen ioniserende stralingen betreffen en die tot de federale bevoegdheid behoren.

Hieruit volgt dat wanneer bij de uitvoering van het nationaal uitrustingsprogramma, de productie van kernbrandstof of de productie van energie, handelingen of werken worden verricht waarop de gewestvoorschriften inzake stedenbouw en ruimtelijke ordening van toepassing zijn en die voorschriften ook maatregelen inzake leefmilieu bevatten, deze laatste maatregelen ook voor de bedoelde handelingen en werken gelding hebben, behalve voor zover zij de bescherming tegen ioniserende stralingen beogen.

B.8. Artikel 4 van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, zoals gewijzigd door de bestreden ordonnantie, onderwerpt aan een dergelijke beoordeling, enerzijds de in bijlage A, 1°, a) en b), en anderzijds de in bijlage B, 1°, d), e) en f), bedoelde projecten met het oog op het verkrijgen van een stedenbouwkundige vergunning.

Artikel 15 van de ordonnantie bepaalt de elementen die in een effectenstudie moeten voorkomen; artikel 23 doet zulks voor het effectenverslag. Geen van die elementen kan worden geïnterpreteerd in die zin dat het betrekking zou hebben op de bescherming tegen ioniserende stralingen. Evenmin kan de machtiging die door die bepalingen wordt gegeven aan de Gewestregering om de elementen aan te vullen die een dergelijke studie of een dergelijk verslag moeten bevatten, zo worden opgevat dat zij zou toestaan dat in die beoordelingen een appreciatie wordt opgenomen betreffende de bescherming tegen ioniserende stralingen.

De bestreden ordonnantie onderwerpt aan een effectenstudie of een effectenverslag, wat de onder 1° van de bijlagen A en B vermelde projecten betreft, enkel die waarvoor krachtens de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw een vergunning is vereist, en niet de projecten vermeld onder 2° die onderworpen zijn zowel aan een milieuvergunning als aan een stedenbouwkundige vergunning. Hieruit moet worden afgeleid dat de effectenbeoordeling zich niet uitstrekt tot de gevolgen voor het leefmilieu die de bevoegde federale overheden zelf in acht moeten nemen op het gebied van de bescherming tegen ioniserende stralingen.

Bijgevolg kunnen de bepalingen opgenomen in bijlage A, 1°, a) en b), en in bijlage B, 1°, d), e) en f), niet geïnterpreteerd worden in die zin dat zij van toepassing zouden zijn op de bescherming tegen ioniserende stralingen.

Het enig middel is niet gegrond.

Ten aanzien van de zaak met rolnummer 711

B.9. De bestreden bepalingen van de bijlage van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 23 november 1993 tot wijziging van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning onderwerpen aan een milieuvergunning, met name de exploitatie, de verplaatsing, de omvorming of de vernietiging van de volgende inrichtingen:

- nr. 58 : inrichtingen voor de generatie van elektriciteit van niet-nucleaire oorsprong met een nominaal vermogen :

- a) van 100 kW tot 1.000 kW;
- b) van 1.000 kW tot 300 MW;
- c) van meer dan 300 MW;

- nr. 64 : inrichtingen voor dieptebooringen (uitgenomen de boringen om de stabiliteit van de bodem te bestuderen) en meer in het bijzonder :

(...)

- b) de boringen voor het opslaan van nucleair afval;

- nr. 71 : industriële inrichtingen voor het scheiden, het bewerken langs fysische weg van gassen, stations voor de uitzetting, de samenpersing;

- nr. 74 : inrichtingen voor de aardgaswinning en hun aanhorigheden;

- nr. 76 : gashouders die een brandbaar gas inhouden en een inhoudsvermogen hebben van :

(...)

- b) meer dan 10.000 liter gas;

- nr. 114 : pijpleidingen en gasleidingen;

- nr. 124 : inrichtingen voor de petroleumwinning en hun aanhorigheden.

B.10. De Ministerraad betoogt dat die bepalingen artikel 6, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, dat de gewestbevoegdheden inzake leefmilieu (II, tweede lid, 2° en 3°) en energiebeleid (VII) bepaalt, zouden schenden.

Het Hof stelt vast dat geen enkele grief wordt afgeleid uit de schending van artikel 6, § 1, II, tweede lid, 3°, van voormelde bijzondere wet, zodat dat onderdeel van het middel niet moet worden onderzocht.

B.11. De bestreden ordonnantie wijzigd de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning, die « de bescherming (wil) waarborgen van de gezondheid en de veiligheid van de bevolking tegen elke vorm van gevaar, hinder of ongemak die een inrichting door haar exploitatie, rechtstreeks of onrechtstreeks zou kunnen veroorzaken ten opzichte van het leefmilieu. Het gaat hierbij zowel om personen die zich buiten het terrein van de inrichting bevinden als om personen die zich op het terrein van de inrichting bevinden, zonder er als werknemer beschermd te kunnen zijn » (artikel 2).

Het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest is bevoegd voor het regelen van de stedenbouw en de ruimtelijke ordening, alsook voor de bescherming van het leefmilieu, onder voorbehoud van de uitzonderingen die zijn vermeld in artikel 6, § 1, II, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

De gewestbevoegdheid is wat het energiebeleid betreft uitgesloten, conform artikel 6, § 1, VII, tweede lid, van de voormelde bijzondere wet, voor :

- « a) Het nationaal uitrustingsprogramma in de elektriciteitssector;
- b) De kernbrandstofcyclus;
- c) De grote infrastructuur voor de stockering; het vervoer en de productie van energie;
- d) De tarieven ».

B.12.1. Volgens de Ministerraad schendt de bepaling die de inrichtingen beoogt voor de generatie van elektriciteit van niet-nucleaire oorsprong met een nominaal vermogen : a) van 100 kW tot 1.000 kW, b) van 1.000 kW tot 300 MW, c) van meer dan 300 MW (rubriek nr. 58) artikel 6, § 1, VII, tweede lid, a), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, dat, op het vlak van het energiebeleid, « het nationaal uitrustingsprogramma in de elektriciteitssector » aan de federale overheid voorbehoudt, en zulks als aangelegenheid « die wegens haar technische en economische ondeelbaarheid een gelijke behandeling op nationaal vlak behoeft ».

B.12.2. Het nationaal uitrustingsprogramma in de elektriciteitssector beoogt, via een investeringsprogramma dat de betrekkingen tussen de verschillende productiefactoren regelt, de behoeften inzake elektrische energie en de middelen die moeten worden aangewend om in die behoeften te voorzien, te bepalen; het ressorteert onder de bevoegdheid van de federale overheid, maar doet geen afbreuk aan de gewestbevoegdheden inzake leefmilieu.

Hieruit volgt dat het Gewest de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in rubriek nr. 58 van de bijlage van de bestreden ordonnantie kan onderwerpen aan een milieuvergunning waarvan het onderwerp tot de milieudoelstellingen beperkt is, die van de bescherming tegen ioniserende stralingen uitgezonderd.

B.13.1. Volgens de Ministerraad schendt de bepaling met betrekking tot de exploitatie van inrichtingen voor boringen voor het opslaan van nucleair afval (rubriek nr. 64, b); artikel 6, § 1, VII, tweede lid, b), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 dat, wat het energiebeleid betreft, de « kernbrandstofcyclus » aan de federale overheid voorbehoudt, en zulks als aangelegenheid « die wegens haar technische en economische ondeelbaarheid een gelijke behandeling op nationaal vlak behoeft ».

B.13.2. Artikel 6, § 1, VII, tweede lid, b), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, strekt ertoe de bevoegdheid van de federale overheid wat het energiebeleid betreft te behouden voor de kernbrandstofcyclus, de definitieve verwijdering van radioactieve afvalstoffen inbegrepen. De bestreden bepaling doet geen afbreuk aan die bevoegdheid.

Daarentegen bepaalt artikel 6, § 1, II, tweede lid, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993, dat de federale overheid bevoegd is voor de bescherming tegen ioniserende stralingen, met inbegrip van radioactief afval. Die bepaling staat eraan in de weg dat een gewest boringen met het oog op het opslaan van nucleair afval aan een milieuvergunning onderwerpt.

Hieruit volgt dat rubriek nr. 64, b), van de bijlage van de bestreden ordonnantie artikel 6, § 1, II, tweede lid, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 schendt.

B.14.1. Volgens de Ministerraad schenden de bepalingen met betrekking tot de exploitatie van gashouders die een brandbaar gas inhouden en een inhoudsvermogen hebben van meer dan 10.000 liter gas (rubriek nr. 76), van pijpleidingen en gasleidingen (rubriek nr. 114), van inrichtingen voor de petroleumwinning en hun aanhorigheden (rubriek nr. 124), van industriële inrichtingen voor het scheiden, het bewerken langs fysische weg van gassen, stations voor de uitzetting, de samenpersing (rubriek nr. 71), van inrichtingen voor de generatie van elektriciteit van niet-nucleaire oorsprong met een nominaal vermogen: a) van 100 kW tot 1.000 kW, b) van 1.000 kW tot 300 MW, c) van meer dan 300 MW (rubriek nr. 58) en van inrichtingen voor de aardgaswinning en hun aanhorigheden (rubriek nr. 74) artikel 6, § 1, VII, tweede lid, c), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 dat, wat het energiebeleid betreft, « de grote infrastructuur voor de stockering; het vervoer en de productie van energie » aan de federale overheid voorbehoudt, en zulks als aangelegenheden « die wegens hun technische en economische ondeelbaarheid een gelijke behandeling op nationaal vlak behoeven ».

B.14.2. De parlementaire voorbereiding van het voormelde artikel 6, § 1, VII, tweede lid, c) (*Gedr. St.*, Kamer, nr. 516/6, B.Z. 1988, pp. 143 tot 145), doet ervan blijken dat de bijzondere wetgever dat bevoegdheidsvoorbehoud heeft gemaakt om de federale Staat ertoe in staat te stellen hetzij te blijven deelnemen aan het beheer van de ondernemingen en instellingen welke in de betrokken sectoren actief zijn, hetzij toezicht te blijven uitoefenen op de productie, de opslag en het transport van energie en hierbij op te treden in het belang van 's lands energievoorraad. Het voorbehoud ontnemt de gewesten ten aanzien van die inrichtingen niet de bevoegdheden die hun bij de bijzondere wet zijn toegekend op het vlak van het leefmilieu.

De aangevochten bepalingen die de bescherming van het leefmilieu, de gezondheid en de veiligheid van de bevolking beogen te verzekeren door de exploitatie, de verplaatsing, de verbouwing of de vernietiging van de inrichtingen die zij beogen, afhankelijk te stellen van een vergunning, zijn niet van die aard dat zij op zich de uitoefening, door de Staat, van de bevoegdheden die hem bij de bijzondere wet zijn voorbehouden, verhinderen. Zij schenden derhalve de in het middel bedoelde regels niet.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt in de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 23 november 1993 tot wijziging van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning, rubriek nr. 64, b), van de bijlage;

- verwerpt de beroepen voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 12 juli 1995.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

M. Melchior.

SCHIEDSHOF

[C - 21311]

D. 95 - 2349

Urteil Nr. 57/95 vom 12. Juli 1995

Geschäftsverzeichnisnrn. 710-711

In Sachen: Klagen auf Nichtigerklärung

- der Anhänge A und B zur Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 23. November 1993 zur Abänderung der Ordonnanz vom 30. Juli 1992 bezüglich der vorherigen Umweltverträglichkeitsbewertung bestimmter Vorhaben in der Region Brüssel-Hauptstadt,

- des Anhangs zur Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 23. November 1993 zur Abänderung der Ordonnanz vom 30. Juli 1992 bezüglich der Umweltgenehmigung, erhoben vom Ministerrat.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern H. Boel, P. Martens, J. Delruelle, E. Cereche und H. Coremans, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klagen

Mit separaten Klageschriften, die dem Hof mit am 25. Mai 1994 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 26. Mai 1994 in der Kanzlei eingegangen sind, erhob der Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, Klage auf Nichtigerklärung der Bestimmungen

- der Anhänge A und B zur Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 23. November 1993 zur Abänderung der Ordonnanz vom 30. Juli 1992 bezüglich der vorherigen Umweltverträglichkeitsbewertung bestimmter Vorhaben in der Region Brüssel-Hauptstadt (*Belgisches Staatsblatt* vom 26. November 1993),
- des Anhangs zur Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 23. November 1993 zur Abänderung der Ordonnanz vom 30. Juli 1992 bezüglich der Umweltgenehmigung (*Belgisches Staatsblatt* vom 26. November 1993).

II. Verfahren

Durch Anordnungen vom 26. Mai 1994 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung in beiden Rechtssachen bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Durch Anordnung vom 22. Juni 1994 hat der Hof die Rechtssachen verbunden.

Die Klagen wurden gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 23. Juni 1994 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgisches Staatsblatt* vom 5. Juli 1994.

Schriftsätze wurden eingereicht von

- der Distrigaz AG, mit Gesellschaftssitz in 1040 Brüssel, avenue des Arts 31, mit am 28. Juli 1994 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt, rue Ducale 19, 1000 Brüssel, mit am 4. August 1994 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der Wallonischen Regierung, rue Mazy 25-27, 5100 Namur, mit am 8. August 1994 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Diese Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 30. August 1994 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Erwiderungsschriftsätze wurden eingereicht von

- der Distrigaz AG, mit am 30. September 1994 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- dem Ministerrat, mit am 30. September 1994 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Durch Anordnungen vom 26. Oktober 1994 und 27. April 1995 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 25. Mai 1995 bzw. 25. November 1995 verlängert.

Durch Anordnung vom 11. Januar 1995 hat der Hof die Rechtssachen für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 2. Februar 1995 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 11. Januar 1995 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 2. Februar 1995

- erschienen
- . RA L. Cambier, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat und die Distrigaz AG,
- . RA J. Sambon, in Brüssel zugelassen, für die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt,
- . RA M. Verdussen, loco RA P. Lambert, in Brüssel zugelassen, für die Wallonische Regierung,
- haben die referierenden Richter J. Delruelle und H. Boel Bericht erstattet,
- wurden die vorgeannten Rechtsanwälte angehört,
- wurden die Rechtssachen zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. Gegenstand der angefochtenen Bestimmungen

1. Die in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 710 angefochtenen Bestimmungen sind in den Anhängen A und B zur Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 23. November 1993 zur Abänderung der Ordonnanz vom 30. Juli 1992 bezüglich der vorherigen Umweltverträglichkeitsbewertung bestimmter Vorhaben in der Region Brüssel-Hauptstadt enthalten.

Anhang A bezieht sich auf Vorhaben, die Gegenstand einer Umweltverträglichkeitsprüfung sind. Dabei handelt es sich unter anderem um

« 1° Vorhaben, die kraft der Ordonnanz vom 29. August 1991 zur Organisation der Planung und des Städtebaus genehmigungspflichtig sind:

- a) Kernkraftwerke und sonstige Kernreaktoren (mit Ausnahme der Forschungsanlagen zur Erzeugung und Verarbeitung von Spalt- und Brutmaterial mit einer Dauerwärmeleistung von höchstens 1 kW);
- b) Anlagen, die ausschließlich für die ständige Lagerung oder endgültige Entsorgung von radioaktiven Abfällen bestimmt sind;

(...) ».

Anhang B bezieht sich auf Vorhaben, die Gegenstand eines Umweltverträglichkeitsberichtes sind. Dabei handelt es sich unter anderem um

« 1° Vorhaben, die kraft der Ordonnanz vom 29. August 1991 zur Organisation der Planung und des Städtebaus genehmigungspflichtig sind:

(...)

- c) (...) Beförderung elektrischer Energie durch oberirdische Leitungen;
- d) Anlagen zur Erzeugung oder Anreicherung von Spaltmaterial;
- e) Anlagen zur Aufbereitung von bestrahltem Spaltmaterial;

- f) Anlagen zur Sammlung und Behandlung von radioaktiven Abfällen (soweit nicht in Anhang A vorgesehen);
 (...))
 l) Öl- und Gasleitungsanlagen;
 (...) ».
2. Die in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 711 angefochtenen Bestimmungen sind im Anhang zur Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 23. November 1993 zur Abänderung der Ordonnanz vom 30. Juli 1992 bezüglich der Umweltgenehmigung enthalten.
 Die Nichtigkeitsklage betrifft folgende Bestimmungen:
- Rubrik Nr. 58: Anlagen zur Erzeugung von Elektrizität nichtnuklearen Ursprungs, mit einer Nennleistung
 - a) von 100 kW bis 1.000 kW;
 - b) von über 1.000 kW bis 300 MW;
 - c) von über 300 MW;
 - Rubrik Nr. 64: Tiefbohranlagen (mit Ausnahme der Bohrungen zur Prüfung der Bodenstabilität), insbesondere (...)
 - b) Bohrungen zur Lagerung von Atommüll;
 - Rubrik Nr. 71: Industrieanlagen zur Trennung, Bearbeitung von Gasen, mittels physikalischer Prozesse, Dehnungs- und Verdichtungsstationen;
 - Rubrik Nr. 74: Anlagen für Erdgasgewinnung und Zubehör;
 - Rubrik Nr. 76: Gasbehälter für Kraftgase mit einem Fassungsvermögen von (...)
 - b) über 10.000 Litern Gas;
 - Rubrik Nr. 114: Öl- und Gasleitungsanlagen;
 - Rubrik Nr. 124: Anlagen für Erdölgewinnung und Zubehör.

IV. In rechtlicher Beziehung

- A -

Standpunkt des Ministerrates

A.1. In der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 710 leitet die klagende Partei einen einzigen Klagegrund aus dem Verstoß gegen Artikel 134 der Verfassung und gegen Artikel 6 § 1 II Absatz 2 1°, 2° und 3° sowie VII des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen ab.

In der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 711 leitet sie ebenfalls einen einzigen Klagegrund aus dem Verstoß gegen Artikel 134 der Verfassung und gegen Artikel 6 § 1 II Absatz 2 2° und 3° sowie VII des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen ab.

Bezüglich der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 710

A.1.2. Laut Artikel 6 § 1 VII des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen sei der Staat weiterhin zuständig für die Angelegenheiten, deren technische und wirtschaftliche Unteilbarkeit eine gleiche Behandlung auf nationaler Ebene erforderlich mache, und zwar a) den nationalen Ausstattungsplan im Elektrizitätssektor, b) den Kernbrennstoffzyklus, c) die großen Lagerungsinfrastrukturen, den Transport und die Produktion von Energie. « Der Begriff der technischen und wirtschaftlichen Unteilbarkeit läßt sich leicht erfassen; es gilt zu vermeiden, daß die Durchführung von der nationalen Behörde vorbehaltenen Energietätigkeiten (...) je nach der Region unterschiedlichen, technischen Funktionsregeln unterworfen wird, sowie eine wirtschaftliche Einheitlichkeit im Bereich ihrer Betriebskosten zu gewährleisten. »

Artikel 6 § 1 II Absatz 2 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 bestimme seinerseits, daß die radioaktiven Abfälle weiterhin zum föderalen Kompetenzbereich gehören würden.

Bei den Vorhaben, auf die sich die Anhänge A 1° a) und B 1° d) beziehen würden, greife die Region Brüssel-Hauptstadt in die föderale Zuständigkeit im Bereich des nationalen Ausstattungsplans im Elektrizitätssektor ein, der den Betrieb von für die Stromerzeugung bestimmten Industrieanlagen umfasse.

Bei den Vorhaben, auf die sich die Anhänge A 1° a) und b) und B 1° d), e) und f) beziehen würden, greife die Region Brüssel-Hauptstadt in die föderale Zuständigkeit im Bereich des Kernbrennstoffzyklus ein.

Die Atommüll-Lagerung sei nicht ganz vom Kernbrennstoffzyklus loszulösen. Außerdem schließe Artikel 6 § 1 II Absatz 2 2° des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen, was die Umwelt betrifft, die Zuständigkeit der Regionen für die Behandlung radioaktiver Abfälle aus.

Bei den Vorhaben, auf die sich Anhang A 1° b) beziehe, tue die Region Brüssel-Hauptstadt der föderalen Zuständigkeit im Bereich der großen Lagerungsinfrastrukturen Abbruch, welche zur Zeit den Flüssig-Erdgas-Terminal, die große unterirdische Lagerungsinfrastruktur sowie die Erdöllagerungsinfrastruktur umfassen würden.

Bei den in Anhang B 1° c) und l) genannten Vorhaben tue die Region Brüssel-Hauptstadt der föderalen Zuständigkeit für den Transport von Energie Abbruch. In bezug auf Gas sei auf die Definition des Transports hinzuweisen, die in Artikel 2 des Gesetzes vom 12. April 1965 bezüglich des Transports gasförmiger und anderer Produkte mittels Leitungen enthalten sei. In der Angelegenheit des Energietransports könnten die Regionen keine andere Zuständigkeit ausüben als diejenige, die ihnen im Bereich des Städtebaus und der Raumordnung vorbehalten sei. Außerdem sei der Sondergesetzgeber bestrebt gewesen, in dieser Angelegenheit eine homogene Reglementierung auf nationaler Ebene aufrechtzuerhalten; die vom Föderalstaat erlassenen Normen würden sich sowohl auf die inneren als auch auf die äußeren Aspekte des Betriebs beziehen, weshalb eine konkurrierende Zuständigkeit der Region undenkbar sei.

Bei den Anlagen, um die es sich in Anhang A 1° a) handele, tue die Region der Zuständigkeit des Staates im Bereich der Energieproduktion Abbruch. Diese föderale Zuständigkeit untersage es den Regionen nicht, vorkommenderfalls selbst für die Energieproduktion zu sorgen, unter der Bedingung, daß die auf homogene Art und Weise vom föderalen Gesetzgeber erlassenen Normen beachtet würden.

Laut Artikel 6 § 1 VII des Sondergesetzes vom 8. August 1980 würden die Anlagen und Unternehmen, die die Energieproduktion zum Gegenstand hätten, zum Kompetenzbereich des Staates gehören, nicht aber die Anlagen oder Unternehmen, die einen anderen Zweck verfolgen und dazu auf akzessorische Art und Weise Energie erzeugen würden.

Die Kraftwerke würden also ohne Rücksicht auf ihre Wärmeleistung und auf die Art der verwendeten Energie zum Kompetenzbereich des föderalen Gesetzgebers gehören, da ihr Hauptzweck die Energieproduktion sei.

Demzufolge sei die Region Brüssel-Hauptstadt nicht dafür zuständig gewesen, die Gesamtheit der betreffenden Anlagen einer Umweltverträglichkeitsprüfung bzw. einem Umweltverträglichkeitsbericht zu unterwerfen. In dieser Hinsicht sei das Urteil des Hofes Nr. 54 vom 24. Mai 1988 in Erinnerung zu rufen.

Bezüglich der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 711

A.1.3. Indem die Region Brüssel-Hauptstadt die Anlagen, auf die sich Rubrik Nr. 58 des Anhangs zur angefochtenen Ordonnanz beziehe, erwähnt habe, tue sie der föderalen Zuständigkeit im Bereich des nationalen Ausstattungsplans im Elektrizitätssektor Abbruch.

Indem sie die Anlagen erwähne, auf die sich Rubrik Nr. 64 dieses Anhangs beziehe, tue die Region Brüssel-Hauptstadt der föderalen Zuständigkeit im Bereich des Kernbrennstoffzyklus Abbruch. Die Bohrungen für Atommüll seien untrennbar mit dem Kernbrennstoffzyklus verbunden. « Der Umstand, daß das Bohren eines Lochs an sich nicht die Genehmigung impliziert, dort Atommüll zu lagern, ist nicht relevant. Sowohl die Konzeption als auch die Lokalisierung der Bohrung wird durch die Art der dort zu lagernden Abfälle bestimmt, so daß die Regionen sich nicht in die Angelegenheit der Bohrungen für Atommüll einmischen können, ohne die ausschließliche Zuständigkeit des Föderalstaates anzutasten. »

Indem die Region Brüssel-Hauptstadt die Anlagen erwähne, auf die sich die Rubriken Nrn. 64 b), 76, 114 und 124 beziehen würden, tue sie der Zuständigkeit des Staates im Bereich der oben definierten großen Lagerungsinfrastrukturen Abbruch.

Indem sie gewisse Anlagen erwähnen, auf die sich die Rubriken Nrn. 71, 114 und 124 des Anhangs zur angefochtenen Ordonnanz beziehen würden, tue die Region Brüssel-Hauptstadt der Zuständigkeit des Staates im Bereich des Energietransports, wie oben im Zusammenhang mit Gas definiert, Abbruch.

Hinsichtlich der jeweiligen Zuständigkeiten von Staat und Regionen seien auch hier die Bemerkungen in Erinnerung zu rufen, die im Rahmen der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 710 erwähnt wurden.

Indem sich die Region Brüssel-Hauptstadt in den Rubriken Nrn. 58, 74, 114 und 124 des Anhangs zur angefochtenen Ordonnanz auf gewisse Anlagen beziehe, tue sie der Zuständigkeit des Staates im Bereich der Energieproduktion, wie oben beschrieben, Abbruch.

Demzufolge sei die Region Brüssel-Hauptstadt nicht dafür zuständig gewesen, die betreffenden Anlagen einer Umweltgenehmigung zur Regelung deren Betriebs zu unterwerfen. Die Überlegungen des Hofes in dessen Urteil Nr. 54 vom 24. Mai 1988 könnten in der vorliegenden Rechtssache einwandfrei nachvollzogen werden, da aufgrund der angefochtenen Bestimmungen neben dem Kernbrennstoffzyklus noch andere Energiesektoren, die der Zuständigkeit des föderalen Gesetzgebers vorbehalten seien, von einer Umweltgenehmigung bzw. von einer Umweltbescheinigung abhängig gemacht würden.

Standpunkt der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt

Bezüglich der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 710

A.2.1. Die Nichtigkeitsklage sei unzulässig in Anwendung von Artikel 7 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989, der bestimme, daß der vom Ministerrat eingereichten Klageschrift eine beglaubigte Abschrift des Klageerhebungsbeschlusses beizulegen sei. Der Ministerrat habe zwar eine Bescheinigung des Sekretärs des Ministerrates vorgelegt, der zufolge der Ministerrat den Beschluß gefaßt hätte, Klage auf Nichtigerklärung der angefochtenen Rechtsnorm zu erheben, aber diese Bescheinigung bestimme lediglich, daß die beiliegenden Klageschriftentwürfe genehmigt würden. « Da die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt nicht über den genauen Inhalt des vom Ministerrat gefaßten Beschlusses und genauso wenig über die Schriftstücke, auf die sich der Beschluß bezieht, verfügt, ist sie nicht in der Lage, die Ordnungsmäßigkeit der erhobenen Klage und vor allem die Tragweite, die die klagende Partei ihr beimessen wollte, zu beurteilen. »

A.2.2. Die Klage sei nicht fristgerecht erhoben worden, weil der Ministerrat niemals die Bestimmungen der Ordonnanz vom 30. Juli 1992 angefochten habe, welche durch die angefochtene Ordonnanz bestätigt würden, weil er in dieser Klage nicht jene Rechtsnormen anfechte, die infolge der Änderungsordonnanz vom 23. November 1993 erneut ergangen seien, und weil die Regelung der Umweltverträglichkeitsbewertung bezüglich der Rubriken der Anhänge sowohl hinsichtlich der Ordonnanz vom 30. Juli 1992 als auch hinsichtlich derjenigen vom 23. November 1993 identisch geblieben sei. Die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt versucht, Punkt für Punkt darzulegen, daß jede der angefochtenen Bestimmungen bereits in der Ordonnanz vom 30. Juli 1992 enthalten gewesen sei.

A.2.3. Die angefochtene Ordonnanz bezwecke zusammen mit der Ordonnanz vom 30. Juli 1992 die Übertragung der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften Nr. 85/337/EWG vom 27. Juni 1985 über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten. Die Mitgliedstaaten seien dazu gehalten gewesen, ihre jeweilige Gesetzgebung anzupassen, damit spätestens ab dem 3. Juli 1988 die in Anhang 1 zur Richtlinie genannten Vorhaben einem Verfahren zur Umweltverträglichkeitsbewertung unterzogen würden und damit die in Anhang 2 zur Richtlinie genannten Vorhaben dem gleichen Verfahren unterzogen würden, wenn sie den von den Mitgliedstaaten festgelegten Kriterien entsprechen würden.

Die Tragweite der angefochtenen Ordonnanz sei richtig zu bewerten. Die Region Brüssel-Hauptstadt habe sich dafür entschieden, eine besondere Ordonnanz dem Verfahren zur Umweltverträglichkeitsbewertung zu widmen, anstatt zu diesem Zweck Verfahrensvorschriften in das bestehende Verwaltungsverfahren aufzunehmen. « Dennoch wurde davon ausgegangen, daß diese Bewertung in die bestehenden Genehmigungsverfahren integriert ist, da sie im Rahmen dieser Verfahren erst nach der Einreichung des Antrags bei der zuständigen Behörde anwendbar ist ». Der Wortlaut der Anhänge zur Ordonnanz bestätige eben diese Auslegung. Daraus gehe hervor, daß das Verfahren zur Umweltverträglichkeitsbewertung sich nur auf jene Vorhaben beziehe, die in den Anhängen A 1° und B 1° zur angefochtenen Ordonnanz angeführt worden seien, soweit diese Vorhaben einer städtebaulichen Genehmigung gemäß der Ordonnanz vom 29. August 1991 zur Organisation der Planung und des Städtebaus unterliegen würden.

Da die Region Brüssel-Hauptstadt kraft Artikel 6 § 1 I 1° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 dafür zuständig sei, den Städtebau und die Raumordnung zu regeln, könne sie die unter die angefochtenen Rubriken der Anhänge zur Ordonnanz fallenden Vorhaben einer vorherigen Umweltverträglichkeitsbewertung im Rahmen der Zielsetzungen des Städtebaus und der Raumordnung unterziehen. Auch sei zu betonen, daß sämtliche Vorhaben auf die sich die Klageschrift des Ministerrates beziehe, in den Anhängen 1 und 2 zu der bereits erwähnten europäischen Richtlinie aufgeführt worden seien.

Diese rechtliche Analyse werde durch die Entstehungsgeschichte der Ordonnanz bestätigt, aus der ersichtlich werde, daß die Region Brüssel-Hauptstadt dafür gesorgt habe, das Urteil des Hofes Nr. 54 vom 24. Mai 1988 und das Gutachten des Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates zum Ordonnanzvorentwurf, der zur Ordonnanz vom 30. Juli 1992 geführt habe, zu beachten.

Bezüglich der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 711

A.3.1. Die Klageschrift sei unzulässig in Anwendung von Artikel 7 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof. Die Unzulässigkeitseinrede wird in ähnlicher Weise formuliert wie in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 710 (siehe A.2.1).

A.3.2. Die angesichts der Klage mit Geschäftsverzeichnisnummer 710 erhobene Einrede der Unzulässigkeit wegen verspäteter Einreichung gelte nicht angesichts dieser Klage, soweit die angefochtenen Rubriken denjenigen entsprechen würden, die vom Ministerrat in dessen Klage in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 531 angefochten worden seien.

A.3.3. Die angefochtene Ordonnanz habe zum Zweck, der Region die Mittel zu beschaffen, die für ein Höchstmaß an Umweltschutz unerlässlich seien. Das Mittel zu dieser Politik sei die Annahme einer Ordonnanz, die - unter anderem, aber nicht ausschließlich - eine Reform der Aufsicht über geschützte Einrichtungen mit sich bringe. Die Grundlage des Eingreifens des Gesetzgebers sei strenggenommen nicht nur die Aufsicht über die geschützten Einrichtungen, sondern der gesamte Zuständigkeitsbereich der Region. Dazu werde in der Ordonnanz sowohl eine Verallgemeinerung der zu berücksichtigenden Bemühungen als auch eine Rationalisierung der Verfahren für die Erteilung von Genehmigungen vorgenommen. Der Brüsseler Gesetzgeber habe die Einstufung der geschützten Einrichtungen ausfeilen wollen; er habe die Anlagen in drei Klassen gegliedert, und zwar die Klassen IA, IB und II, je nach ihren möglichen Auswirkungen auf die Umwelt.

Die Ausfeilung der Einstufung gehe mit einer Neuverteilung der Zuständigkeit für die Erteilung der vorherigen Genehmigungen einher. Diese Genehmigungen seien die Umweltbescheinigung und die Umweltgenehmigung.

Die Region Brüssel-Hauptstadt leite ihre Zuständigkeit aus Artikel 6 § 1 II Absatz 1 1° (Umweltschutz), Artikel 6 § 1 II Absatz 1 2° (Abfallpolitik), Artikel 6 § 1 II Absatz 1 3° (Aufsicht über gefährliche, gesundheitsschädliche und störende Betriebe) und Artikel 6 § 1 V 2° her.

Was die äußere Aufsicht über die gefährlichen Einrichtungen betrifft, gebe es keine Anlaß dazu, die Zuständigkeit der Regionen auf jene Einrichtungen zu beschränken, die beim Inkrafttreten des Gesetzes vom 8. August 1980 in Kapitel 2 von Titel I der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung enthalten gewesen seien; die Regionen könnten diese Bestimmungen ändern, indem sie gewisse Typen von Einrichtungen streichen oder neue hinzufügen würden (Urteil des Hofes Nr. 54 vom 24. Mai 1988).

Die föderale Zuständigkeit im Bereich der Energiepolitik beschränke sich ihrerseits auf die Angelegenheiten, die in Artikel 6 § 1 VII Absatz 2 erschöpfend aufgeführt worden seien, und zwar insofern, als diese Angelegenheiten eine technische und wirtschaftliche Unteilbarkeit aufweisen würden, die eine gleiche Behandlung auf nationaler Ebene erforderliche mache.

Es sei hier also weder von dem föderalen Gesetzgeber vorbehaltenen Zuständigkeiten, noch von geteilten Zuständigkeiten die Rede. Vielmehr handele es sich um ein Zusammentreffen spezifischer Kompetenzen, und zwar insbesondere die legitime und autonome Ausübung spezifischer Kompetenzen, die Anlaß zu einer materiellen Zusammenarbeit im Hinblick auf ein bestimmtes Vorhaben geben könnten.

Es erhebe sich anschließend die Frage, ob die Zuständigkeiten der Region durch gewisse föderale Zuständigkeiten eingeschränkt würden, welche sich auf die verschiedenen Energiesektoren beziehen würden. Diese Frage habe sich insbesondere im Zusammenhang mit der Zuständigkeit des Föderalstaates in bezug auf den Kernbrennstoffzyklus gestellt. Obwohl der Schutz gegen ionisierende Strahlungen zwar in Prinzip zum Bereich der Bekämpfung der Verschmutzung gehöre, wobei es sich um einen wesentlichen Bestandteil des Umweltschutzes handele, so sei immerhin darauf hinzuweisen, daß die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates, bestimmte Autoren, die Verwaltungsabteilung des Staatsrates und anschließend der Hof die entgegengesetzte Meinung vertreten hätten.

1993 habe der Sondergesetzgeber ausdrücklich bestätigt, was das Zuständigkeitspaket bezüglich der Umwelt und der Wasserpolitik betrifft, daß die Föderalbehörde für den Schutz gegen die ionisierenden Strahlungen - einschließlich des Atommülls - zuständig sei. Er habe gewollt, daß der föderale Gesetzgeber dieser Angelegenheit eine unteilbare Zuständigkeit besitzen würde, weil dieser Aspekt der Umweltpolitik und der Gesundheit mit der föderalen Zuständigkeit im Bereich des Kernbrennstoffs zusammenhänge. Daraus ergebe sich, daß, was die Energiepolitik betrifft, nur diese Angelegenheit eine Einschränkung der Zuständigkeit der Regionen für die Umwelt beinhalten könne. Die anderen Fälle nach Artikel 6 § 1 VII Absatz 2 könnten keine ähnliche Einschränkung darstellen, da im Wortlaut keine Präzisierung in diesem Sinne enthalten sei und « man außerdem nicht davon ausgehen kann, daß ' der nationale Ausstattungsplan im Elektrizitätssektor; die großen Lagerungsinfrastrukturen, der Transport und die Produktion von Energie ' einen ' Aspekt der Umwelt- und Gesundheitspolitik ' verwirklichen, der aufs engste mit der föderalen Energiepolitik verbunden wäre ».

A.3.4. Was Rubrik Nr. 58 betrifft, sei außerdem darauf hinzuweisen, daß die föderale Zuständigkeit im Bereich des nationalen Ausstattungsplans im Elektrizitätssektor darauf abziele, die Energieversorgung und die Infrastrukturinvestitionen zu planen, und sich nicht darauf beziehe, besondere Betriebsbedingungen für eine bestimmte Art von Industrieanlagen aufzustellen oder ein Verfahren vorzuschreiben, das zum Zweck hätte, die Beachtung der in Artikel 2 der angefochtenen Ordonnanz aufgeführten Zielsetzungen zu veranlassen.

« Eine Planung setzt Perspektiven und Zielsetzungen voraus. Sie kann an sich nicht die Reglementierung der technischen und industriellen Anlagen ersetzen, die die Verwirklichung dieser Zielsetzungen ermöglichen sollen. Sie könnte genausowenig das Bemühen um den Umweltschutz beinhalten.

Die Planung hängt unbedingt mit Verwaltung und Wirtschaft zusammen. Die Energiepolitik und die Planung der nationalen Energieversorgung tun den Regionalkompetenzen im Bereich der Reglementierung der geschützten Einrichtungen und des Umweltschutzes keineswegs Abbruch. »

A.3.5. Was Rubrik Nr. 64 betrifft, sei an erster Stelle darauf hinzuweisen, daß aus den Vorarbeiten zur Ordonnanz eindeutig die Absicht des Regionalgesetzgebers hervorgehe, den Kernbrennstoffzyklus oder die radioaktiven Abfälle nicht in den materiellen Anwendungsbereich der Ordonnanz aufzunehmen.

Es sei übrigens davon auszugehen, daß der Regionalgesetzgeber innerhalb des Bereichs der ihm zugewiesenen Zuständigkeiten auftrete.

Es könne offensichtlich kaum bestritten werden, daß Tiefbohrungen an sich einen industriellen Vorgang darstellen würden, dessen Umweltaspekte in den Kompetenzbereich des Regionalgesetzgebers fallen würden.

Im Bereich der « Bohrungen für Atommüll » sei einzuräumen, daß in den Dokumenten des Rates überhaupt keine Erläuterung oder Erörterung die Tragweite der Rubrik verdeutlichen könne.

Damit diese Bestimmung eine sinnvolle Wirkung erhalte, müsse sie jedoch auf die Tragweite begrenzt werden, welche sie in zweckdienlicher Weise haben könne, wobei es nicht nämlich um die Regelung der Umweltaspekte eines spezifischen technischen Vorgangs handle, ohne daß dieser zum Bereich der Verwaltung radioaktiver Abfälle gehöre.

Der Brüsseler Regionalgesetzgeber habe sich auf jeden Fall nicht in die Zuständigkeiten des föderalen Gesetzgebers im Bereich der Verwaltung und Entsorgung von Atommüll einmischen wollen, was durch die Ordonnanz vom 7. März 1991 über die Vermeidung von Abfällen und die Abfallwirtschaft bestätigt werde, welche die radioaktiven Abfälle von ihrem Anwendungsbereich ausschließe. Daraus ergebe sich, daß im Bereich der radioaktiven Abfälle im Rahmen der Ordonnanz bezüglich der Umweltgenehmigung gar keine allgemeine oder sektorengelundene Bestimmung angenommen werden könne.

« Die Hinzufügung der Wortfolge ' für Atommüll ' könnte sogar überflüssig erscheinen, soweit der Brüsseler Gesetzgeber sich nicht in die Zuständigkeiten des nationalen Gesetzgebers im Bereich der Verwaltung und Entsorgung von Atommüll hat einmischen wollen. »

A.3.6. Die föderale Zuständigkeit für die großen Lagerungsinfrastrukturen, den Transport und die Produktion von Energie schließe nicht aus, daß die Regionen hinsichtlich der Anlagen, auf die sich die Rubriken Nrn. 58, 64 b), 71, 74, 76, 114 und 124 beziehen würden, zuständig seien, was den Städtebau und die Raumordnung, die Aufsicht über die geschützten Einrichtungen, die Abfallwirtschaft, den Umweltschutz und die Wasserpolitik sowie die Nutzung der Naturreichtümer betrifft.

Der Staat sei seinerseits dafür zuständig, sich an der Verwaltung der Einrichtungen und Unternehmen im aktiven Sektor zu beteiligen, um die Aufsicht über die Energieproduktion, die Lagerung und den Transport von Energie auszuüben oder um in diesen Angelegenheiten im Interesse der Energieversorgung des Landes aufzutreten.

Was die großen Lagerungsinfrastrukturen betrifft, sei außerdem darauf hinzuweisen, daß diese Anlagen immer im Rahmen der Aufsicht über die geschützten Einrichtungen integriert worden seien, ohne daß es diesbezüglich eine Abweichung gebe. Im übrigen sei folgendes zu betonen: Die Bohrungen für Atommüll seien nicht als Energielagerungsvorgänge zu betrachten; die Öl- und Gasleitungen und die Anlagen für Erdölgewinnung und Zubehör seien nicht als große Energielagerungsinfrastrukturen zu bewerten; im Bereich der Gasbehälter (Rubrik Nr. 76) müsse eingeräumt werden, daß die Region Brüssel-Hauptstadt im Energiebereich für die Verwaltung des Gebietes der Infrastrukturen für die Lagerung, welche in einem regionalen Rahmen erfolge oder sich nicht auf die Energieversorgung des Landes beziehe, zuständig sei; der Wille des Sondergesetzgebers habe darin bestanden, dem Zentralstaat eine Zuständigkeit, was den Energieaspekt betrifft, im Bereich der großen Lagerungsinfrastrukturen einzuräumen, mit dem letztendlichen Ziel, eine Kontrolle bzw. eine Regularisierung der Energieversorgung des Landes zu gewährleisten.

Was den Transport von Energie betrifft, sei an erster Stelle zu bemerken, daß aus der semantischen Formulierung der Rubriken Nrn. 71 und 124 zur Genüge hervorgehe, daß sie sich nicht auf den Transport von Energie bezögen.

Die Region sei übrigens zuständig für die Öl- und Gasleitungen, weil sie im Bereich der Energie weiterhin zuständig sei, unter Ausschluß der Aspekte des Transports, die eine technische und wirtschaftliche Unteilbarkeit aufweisen würden, wie etwa die überregionalen Hochspannungsleitungen, das Distrigaz-Netz usw.

Der These des Ministerrates, der zufolge die Regionen in dieser Angelegenheit keine andere Zuständigkeit hätten als diejenige, die ihnen im Bereich des Städtebaus und der Raumordnung vorbehalten sei, könne nicht beigepllichtet werden, weil der vom Gesetzgeber im Energiebereich verfolgte Zweck keineswegs an die Stelle der Zielsetzungen, die durch die Allgemeine Arbeitsschutzordnung verfolgt würden, oder der Zielsetzungen, die nunmehr durch die Ordonnanz bezüglich der Umweltgenehmigung verfolgt würden, gesetzt werden könne. Außerdem sei die Zuständigkeit des Föderalstaates auf jeden Fall auf dasjenige beschränkt, was die technische oder wirtschaftliche Unteilbarkeit erforderlich mache; der Ministerrat lege nicht dar, wie die durch die Ordonnanz eingeführte Regelung hinsichtlich der Umweltgenehmigung an sich konkret den Erfordernissen dieser technischen oder wirtschaftlichen Unteilbarkeit Abbruch tun würde. Schließlich sei zu betonen, daß die föderale Zuständigkeit nur im Rahmen des Zuständigkeitspaket bezüglich der Energie ausgetübt werden könne, und sich demzufolge nicht auf den Transport von Energie beziehen könne.

Die Energieproduktion, als Ausnahme von der Regionalzuständigkeit im Bereich der Energiepolitik, sei nicht der Schürfung, der Sammlung und der Nutzung der Naturreichtümer, die in spezifischen Anlagen zur Energieproduktion beitragen könnten, gleichzusetzen. Die Nutzung von Naturreichtümern sei weiterhin ein Zuständigkeitsbereich der Regionen, und zwar gemäß Artikel 6 § 1 VI Absatz 1 5° des Sondergesetzes vom 8. August 1980. Daraus ergebe sich, daß die Zuständigkeiten, die die Föderalbehörde in dieser Hinsicht beibehalten würde, den Regionalkompetenzen keinen Abbruch tun könnten.

Die Öl- und Gasleitungsanlagen (Rubrik Nr. 114) seien offensichtlich keine Anlagen, die sich auf die Energieproduktion bezögen.

Hinsichtlich der Anlagen zur Erzeugung von Elektrizität (Rubrik Nr. 58) sei davon auszugehen, daß die Energieproduktion zwar in den Kompetenzbereich des Föderalstaates falle, jedoch im Rahmen der Energiepolitik und des Eingreifens des Föderalstaates in die allgemeine Energieregulierung, und daß ein solches Auftreten nicht die Zielsetzungen des Umweltschutzes umfassen könne, so wie diese in der angefochtenen Ordonnanz übernommen worden seien. Das Argument, dem zufolge die Kraftwerke der Allgemeinen Elektrizitätsanlagenordnung unterliegen würden, sei in dieser Hinsicht unerheblich. Die Ausübung spezifischer Zuständigkeiten der Regionen zusammen mit den Zuständigkeiten des Föderalstaates müsse akzeptiert werden. Die gleichzeitige Ausübung dieser Zuständigkeiten habe natürlich so zu erfolgen, daß sowohl der Föderalstaat als auch die Teilitäten einander die Möglichkeit bieten würden, ihre jeweiligen Zuständigkeiten durchzuführen. Im vorliegenden Fall erschwere bzw. verhindere die Region Brüssel-Hauptstadt nicht die Ausübung der spezifischen Zuständigkeiten des Föderalstaates.

Standpunkt der intervenierenden Partei Distrigaz AG

A.4.1. Als Konzessionsinhaber für die Gasbeförderung mittels Leitungen im Sinne des Gesetzes vom 12. April 1965 habe die Distrigaz AG eindeutig ein Interesse daran, im Rahmen der Klagen auf teilweise Nichtigerklärung zu intervenieren, bei denen mit Fug und Recht die Zuständigkeit der Region Brüssel-Hauptstadt, in Angelegenheiten, die zur Energiepolitik gehören würden, welche weiterhin in die Zuständigkeit der Föderalbehörde falle, gesetzgeberisch aufzutreten, in Frage gestellt werde.

A.4.2. Aus der sehr deutlichen Formulierung von Artikel 6 § 1 VII Absatz 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 gehe hervor, daß die Gasbeförderung aus Gründen, die mit der technischen und wirtschaftlichen Unteilbarkeit dieser Tätigkeit zusammenhängen würden, weiterhin zum Kompetenzbereich des Föderalstaates gehöre. Diese Tätigkeit sei durch eine föderale Gesetzgebung, die das Gesetz vom 12. April 1965 bezüglich des Transportgasförmiger und anderer Produkte mittels Leitungen vorsehe, einer bestimmten, spezifischen Genehmigungsregelung unterworfen worden, so wie im Bereich der Kernenergie. Die Region Brüssel-Hauptstadt könne ihre Zuständigkeit im

Bereich der Gasbeförderung nicht dadurch rechtfertigen, daß sie auf Artikel 6 § 1 I oder auf Artikel 6 § 1 II Absatz 1 3° dieses Sondergesetzes Bezug nehme. Das Urteil des Hofes Nr. 54 vom 24. Mai 1988 sowie das Gutachten der Verwaltungsabteilung des Staatsrates vom 6. Januar 1989 und das Urteil des Staatsrates vom 4. April 1986 werden zur Unterstützung dieser These angeführt.

Die föderale Zuständigkeit des Staates zwingt sich deshalb auf, weil die Gasbeförderung mittels Leitungen nicht je nach den Regionen unterschiedlichen Sicherheitsnormen unterworfen werden könne. « Eine derartige Aufhebung der Einheit der Vorschriften bezüglich der Gasversorgungsleitungen, deren Verlauf nicht die Grenzen der Regionen berücksichtigt, würde auch die wirtschaftliche Homogenität im Energiebereich erneut in Frage stellen, da die auf regionaler Ebene angenommene Reglementierung zu unterschiedlichen Kosten der Energieproduktion und -beförderung je nach den Regionen führen könnte. »

Standpunkt der Wallonischen Regierung

Bezüglich der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnungsnummer 711

A.5.1. Der Regionalgesetzgeber habe von der Zuständigkeit Gebrauch gemacht, die ihm nicht kraft Artikel 6 § 1 VII, sondern kraft Artikel 6 § 1 II Absatz 1 1° und 3° des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen zugewiesen worden sei.

Die Zuständigkeit, die « äußere » Aufsicht über gefährliche, gesundheitsschädliche und störende Betriebe zu regeln, obliege völlig und ausschließlich den Regionen, da das Sondergesetz vom 8. August 1980 in dieser Hinsicht gar keine Ausnahme vorsehe.

Demzufolge könnten die Regionen die von der Föderalbehörde eingeführte Regelung abändern oder gar ersetzen, insbesondere hinsichtlich des Verfahrens in bezug auf die Betriebsgenehmigung dieser Einrichtungen.

Die Regionen könnten auch den Anwendungsbereich dieses Systems regeln und dem in der Allgemeinen Arbeitschutzordnung aufgeführten Verzeichnis der Einrichtungen neue Typen von Einrichtungen hinzufügen oder bestimmte Typen daraus streichen.

Nachdem der Regionalgesetzgeber in Rahmen einer Umweltpolitik auftrete, nicht aber im Rahmen einer Energiepolitik, so könne er den gefährlichen, gesundheitsschädlichen und störenden Betrieben Einrichtungen zuordnen, deren Tätigkeiten zu jenen Aspekten der Energiepolitik gehören würden, « deren technische und wirtschaftliche Unteilbarkeit eine gleiche Behandlung auf nationaler Ebene erforderlich macht ».

Was insbesondere den Kernbrennstoffzyklus betrifft, sei zwar das Urteil des Hofes Nr. 54 vom 24. Mai 1988 zu berücksichtigen, in dem erkannt worden sei, daß die Regionen nicht dafür zuständig seien, die Betriebsgenehmigung für nukleartechnische Anlagen zu erteilen. Aber « diese Erwägung ist immerhin erstaunlich ».

Mehrere Autoren hätten ja darauf hingewiesen, daß der Wortlaut des Sondergesetzes der Zuständigkeit der Region bezüglich der « äußeren » Aufsicht über gefährliche, gesundheitsschädliche und störende Betriebe keine einzige Beschränkung auferlege.

Die Regionen könnten jedoch in diesen Angelegenheiten keine Vorschriften zustande bringen, die sich unmittelbar auf die Energiepolitik beziehen würden. Sie könnten genausowenig ihre Zuständigkeiten dergestalt durchführen, daß die Föderalbehörde daran gehindert werden würde, eine wirksame Politik zu führen.

Sie würden sodann den Verhältnismäßigkeitsgrundsatz verletzen, wie ihn der Hof bereits mehrmals anerkannt habe.

Im vorliegenden Fall sei nicht erwiesen, daß der Brüsseler Regionalgesetzgeber durch die Annahme der Ordonnanz vom 23. November 1993 den Verhältnismäßigkeitsgrundsatz verletzt hätte.

A.5.2. Hilfsweise sei zu betonen, daß die Ausführungen des Ministerrates, insbesondere was Artikel 6 § 1 VII Absatz 2 des Sondergesetzes betrifft, von einem gewissen Lakonismus geprägt seien.

Das Erfordernis einer Umweltgenehmigung für den Betrieb von Anlagen, welche Energie erzeugen würden, sei nämlich keine Form der Planung. Der Ministerrat zeige auch nicht auf, inwieweit die Anlagen, auf die sich die Rubriken Nrn. 64 b), 76 und 124 bezögen, als « große Lagerungsinfrastrukturen » zu betrachten seien.

Die Zuständigkeit der Föderalbehörde im Bereich der Lagerungsinfrastrukturen sei auf die Infrastrukturen mit nationaler Zweckbestimmung, welche zur Versorgung des gesamten Staatsgebietes beitragen würden, zu beschränken. Ein ähnlicher Gedankengang zwingt sich im Hinblick auf die Energiebeförderung auf.

Was die Energieproduktion betrifft, so würden lediglich jene Tätigkeiten zum föderalen Zuständigkeitsbereich gehören, die unmittelbar und spezifisch auf die Erzeugung von Energieprodukten ausgerichtet seien. Die Regionen seien hingegen zuständig für jene Tätigkeiten, die nur mittelbar zu dieser Erzeugung beitragen würden, was durch Artikel 6 § 1 VI Absatz 1 5° bestätigt werde, der den Regionen die « Naturreichtümer » zuteile.

Die Zuständigkeit der Föderalbehörde im Bereich der Energie werde also nur durch das Bemühen um die Aufrechterhaltung einer allgemeinen und umfassenden Politik in diesem Bereich, für jene Aspekte, die einer Gleichbehandlung auf nationaler Ebene bedürften, gerechtfertigt.

Bezüglich der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnungsnummer 710

A.6. Der Regionalgesetzgeber leite seine Zuständigkeit aus Artikel 6 § 1 II Absatz 1 1° und aus Artikel 6 § 1 I 1° her.

In seinem bereits genannten Urteil Nr. 54 habe der Hof erkannt, daß der Regionalgesetzgeber das Recht habe, in den Angelegenheiten, die zu seinem Kompetenzbereich gehören würden, gemäß einem von ihm selbst zu bestimmenden Verfahren und angesichts der der Region unterstehenden Behörden Verpflichtungen aufzuerlegen.

Aus diesem Urteil gehe hervor, daß im Bereich der städtebaulichen Vorhaben, die die einzigen seien, auf die sich die Ordonnanz vom 23. November 1993 beziehe, keine Ausnahme von der Zuständigkeit der Regionen, den Städtebau und die Raumordnung zu regeln, bestehe.

Die gleiche Lösung zwingt sich im vorliegenden Fall auf.

Erwiderung des Ministerrates

Hinsichtlich der zeitlich Unzulässigkeit der Klage in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnungsnummer 710

A.7.1. Aus der Überschrift des angefochtenen Rechtsaktes gehe eindeutig hervor, daß es sich hier tatsächlich um eine Änderungsordonnanz handle, und nicht um eine bloße Koordination von Texten. Übrigens mache Artikel 3 § 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof gar keinen Unterschied hinsichtlich der Frist für die Erhebung einer Nichtigkeitsklage je nachdem, ob die Rechtsnorm zum Gegenstand habe, eine vorherige Norm zu ändern, zu ergänzen, aufzuheben, zu harmonisieren oder zu bestätigen. Wenn man die Erwägungen des Hofes in dessen Urteil Nr. 81/93 vom 1. Dezember 1993 berücksichtigt, so sei darauf hinzuweisen, daß im vorliegenden Fall die

Koordination nicht durch einen Erlaß durchgeführt worden sei, sondern durch die Ordonnanz selbst. Außerdem beschränke sich die Ordonnanz nicht auf das Koordinieren der Bestimmungen, sondern sie ändere die Ordonnanz vom 30. Juli 1992 ab, da sie neue Bestimmungen darin aufnehme.

Hinsichtlich der Rechtsgültigkeit des Klageerhebungsbeschlusses des Ministerrates

A.7.2. Hinsichtlich der Rechtsgültigkeit des vom Ministerrat gefaßten Klageerhebungsbeschlusses laufe die Einrede in Wirklichkeit darauf hinaus, zu verlangen, daß der Entwurf der Klage auf teilweise Nichtigerklärung von jedem Mitglied des Ministerrates zur Genehmigung unterzeichnet werde. Der Einrede ist nicht beizupflichten.

Bezüglich der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 711

A.8.1. Die Thesen der Region Brüssel-Hauptstadt und der Wallonischen Region stünden im Widerspruch zu einem der Grundsätze der Zuständigkeitsverteilung, dem zufolge die zugewiesenen Zuständigkeiten ausschließliche und nichtkonkurrierende Zuständigkeiten seien. Wenn man erlaube, daß die gleiche Tätigkeit zwei Arten von Betriebsgenehmigungen unterworfen werde, so heiße dies, daß ein System von konkurrierenden Tätigkeiten eingeführt werde. Diese These halte übrigens nicht dem Argument stand, dem zufolge die Zuständigkeiten nicht als zu erfüllende Zielsetzungen definiert würden, sondern je Bündel von Angelegenheiten.

Die These der Regionen stehe übrigens im Widerspruch zur Rechtsprechung des Hofes und des Staatsrates. Die Regionen könnten zweifelsohne neue Anlagen in die Nomenklatur der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung aufnehmen, aber sie könnten dies nur unter Beachtung der ausschließlichen Zuständigkeiten des Föderalstaates tun, insbesondere im Bereich der Energie. Das Urteil des Hofes Nr. 54 und das Urteil des Staatsrates vom 4. April 1986 - beide bereits zitiert - seien in Erinnerung zu rufen. Die Erheblichkeit dieser Entscheidungen werde übrigens durch die neueste Änderung des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen bestätigt. Aus den Vorarbeiten gehe deutlich hervor, daß der Gesetzgeber sich nach der Lehre des Urteils des Hofes habe richten wollen und daß er bestätigt habe, daß die Zuständigkeit des Staates für den Schutz gegen die ionisierenden Strahlungen die Möglichkeit für die Regionen ausschließe, in die Genehmigungsregelung für nukleartechnische Anlagen einzugreifen oder die Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung für diese Anlagen vorzuschreiben. Daraus könne jedoch *a contrario* nicht abgeleitet werden, daß die Regionen sich in die anderen Energiesektoren, die der Föderalbehörde vorbehalten seien, einmischen könnten.

A.8.2. Im übrigen brauche der Ministerrat nicht darzulegen, daß die Anlagen, auf die sich die angefochtenen Bestimmungen des Anhangs zur Ordonnanz beziehen würden, zum nationalen Ausstattungsplan im Elektrizitätssektor gehören würden und eine gleiche Behandlung auf nationaler Ebene erforderlich machen würden. Der Wortlaut der betreffenden Bestimmung des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen sei ausreichend deutlich und die in Artikel 6 § 1 VII Absatz 2 a), b), c) und d) genannten Tätigkeiten seien dahingehend aufzufassen, daß sie tatsächlich einer gleichen Behandlung, auf nationaler Ebene bedürften. « Der Begriff der technischen und wirtschaftlichen Unteilbarkeit läßt sich leicht erfassen; es gilt zu vermeiden, daß die Durchführung von der nationalen Behörde vorbehaltenen Energietätigkeiten (...) je nach den Regionen unterschiedlichen, technischen Funktionsregeln unterworfen wird, sowie eine wirtschaftliche Einheitlichkeit im Bereich der Betriebskosten zu gewährleisten. Es handelt sich hier nicht um ein ergänzendes Kriterium sondern um eine politische Entscheidung des Sondergesetzgebers, der davon ausgegangen ist, daß diese Tätigkeiten wegen ihrer Bedeutsamkeit föderal und einheitlich zu verwalten sind. » Zur Unterstützung dieser These sei die weitgefaßte Definition anzuführen, die der Hof in seinem bereits zitierten Urteil Nr. 54 dem Begriff des Kernbrennstoffzyklus beigegeben habe.

Die Berufung auf den Verhältnismäßigkeitsgrundsatz durch die Wallonische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt sei im vorliegenden Fall nicht nachzuvollziehen, weil sie voraussetze, daß die fragliche Zuständigkeit der Region zugewiesen worden sei, was nicht zutrefte.

A.8.3. Hilfsweise sei festzuhalten, daß die Region Brüssel-Hauptstadt ihre Zuständigkeit nicht unter Beachtung des Verhältnismäßigkeitsgrundsatzes ausgeübt habe, da sie dadurch, daß sie eine zusätzliche Genehmigungsregelung auferlegt habe, den Grundsatz der technischen und wirtschaftlichen Einheit der betreffenden Angelegenheiten beeinträchtigt. Daraus ergebe sich zum Beispiel, daß für die Anlagen zur Erzeugung von Elektrizität drei unterschiedliche Aufsichten auferlegt würden, und zwar zwei regionale (Städtebau und Umwelt) und eine föderale (Allgemeine Elektrizitätsanlagenordnung). Eine derartige Zunahme der Anzahl anzuwendender Regelungen beinhalte, daß die Föderalbehörde nicht mehr in der Lage wäre, ihre Zuständigkeiten in wirksamer Weise auszuüben, was die Gefahr in sich birgt, daß die technischen Modalitäten und die Betriebskosten noch erhöht würden.

Insbesondere könne die Region die Bohrungen zur Lagerung von Atommüll nicht ansprechen, ohne der ausschließlichen Zuständigkeit des Föderalstaates Abbruch zu tun, da dieser Vorgang zur Gesamtheit der Vorgänge des Kernbrennstoffzyklus gehöre, zumal die Konzeption und Lokalisierung der Bohrung durch die Art der darin gelagerten Abfälle bestimmt würden.

Die Ordonnanz beziehe sich übrigens auf alle Gasbehälter von über 10.000 Litern, was eindeutig die große Lagerungsinfrastrukturen betreffe, da diese nicht nur auf die natürlichen Stätten oder die ausdrücklich in den Vorarbeiten ins Auge gefaßten Stätten beschränkt seien. Die großen Lagerungsinfrastrukturen würden also einer spezifischen Gesetzgebung unterliegen, in der eine konkurrierende Umweltpolitik keinen Platz habe.

Im übrigen könne man vernünftigerweise nicht behaupten, daß die Vorgänge bezüglich der Trennung von Gasen, der Dehnungs- und Verdichtungsstationen keine für den Transport von Energie unentbehrlichen Vorgänge seien. Daraus ergebe sich, daß die in den Rubriken Nrn. 71 und 114 genannten Anlagen nicht Gegenstand der angefochtenen Ordonnanz hätten sein können. Das bereits angeführte Gutachten der Verwaltungsabteilung des Staatsrates wird nochmals in Erinnerung gerufen.

Was die Energieproduktion betrifft, könne man nicht zwischen kleiner und großer Energieproduktion unterscheiden. Der Wortlaut des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen unterscheide gar nicht je nach der Menge der erzeugten Energie. Der Anhang zur Ordonnanz betreffe übrigens jede Energieproduktion, ohne Rücksicht darauf, ob sie sehr gering oder sehr erheblich sei. Die Zuständigkeiten könnten genausowenig im Sinne der Verfolgung von Zielsetzungen definiert werden; die Verteilung erfolge je Bündel von Angelegenheiten.

Schließlich stehe fest, daß die Allgemeine Elektrizitätsanlagenordnung sowohl innere als auch äußere Vorschriften umfasse und an sich schon eine Aufsicht mit Sicherheits- und Umweltzielsetzungen darstelle.

Die Gas- und Ölgewinnungsanlagen würden auch zum Kompetenzbereich des föderalen Gesetzgebers gehören, da es auf der Hand liege, daß jede Gas- oder Ölgewinnung die Energieproduktion bezwecke.

Bezüglich der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 710

A.9. Es sei widersprüchlich, etwa zu behaupten, daß die Öl- und Gasleitungen tatsächlich in die Zuständigkeit der Regionen im Bereich der Umwelt fallen würden, und nachher vorzubringen, daß die Umweltverträglichkeitsprüfung, die für solche Anlagen auferlegt werde, ausschließlich aufgrund ihrer Zuständigkeit im Bereich des Städtebaus vorgeschrieben werde.

Im übrigen sei festzuhalten, daß die berücksichtigten Unterscheidungskriterien sich nur auf die Umwelt bezögen, nicht aber auf den Städtebau. Wengleich die Ordonnanz bezüglich der Umweltverträglichkeitsprüfung den Auf-sichten des Städtebaus und der Umwelt gemeinsam sei und nur anlässlich der Durchführung von einer von beiden Anwendung finde, so sei immerhin festzustellen, daß das durch die Ordonnanz eingeführte System der Umweltver-träglichkeitsprüfung zum Zuständigkeitspaket bezüglich der Umwelt gehöre.

Schließlich richte sich die Region nicht nach der Lehre der Rechtsprechung des Hofes in dessen Urteil Nr. 54, da die Regelung der Umweltverträglichkeitsprüfung sich nicht nur auf den Aspekt des Städtebaus und der Raumordnung beschränke, sondern Umweltfaktoren berücksichtige.

Erwiderungsschriftsatz der intervenierenden Partei, Distrigaz AG

Bezüglich der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 711

A.10. Die Argumente der intervenierenden Partei sind mit denjenigen der Erwiderung des Ministerrates identisch, was den Grundsatz der Zuständigkeitsverteilung betrifft. Die Distrigaz AG möchte allerdings, daß insbesondere die ausschließlichen föderalen Zuständigkeiten im Bereich der großen Lagerungsinfrastrukturen und des Transports von Gas festgelegt werden. In diesem Zusammenhang beanstandet sie insbesondere die Rubriken Nrn. 71, 76 und 114 des Anhangs zur angefochtenen Ordonnanz.

Was insbesondere die in den Rubriken Nrn. 71 und 114 genannten Anlagen betrifft, erinnert die Partei daran, daß diese Anlagen insgesamt zum Bereich des Gastransportes gehören würden und übrigens ausdrücklich im Gesetz vom 12. April 1965 sowie in dessen Durchführungserlasse genannt worden seien. In dieser Hinsicht sei zu betonen, daß die föderale Reglementierung im Bereich des Gastransportes mittels Leitungen Sicherheitsmaßnahmen umfasse, die namentlich im Hinblick auf den Umweltschutz ergriffen worden seien (königlicher Erlaß vom 11. März 1966 bezüglich der zu ergreifenden Sicherheitsmaßnahmen bei der Errichtung und dem Betrieb von Anlagen für den Gastransport mittels Leitungen, in der durch die königlichen Erlasse vom 28. März 1974 und 24. Januar 1991 abgeänderten Fassung). Der Gastransport müsse also genauso wie der Kernbrennstoffzyklus weiterhin zum Kompetenzbereich der Föderal-behörde gehören, und zwar wegen der technischen und wirtschaftlichen Unteilbarkeit, die eine gleiche Behandlung auf nationaler Ebene erforderlich mache. Dieser Transport könne übrigens angeblich nur schwerlich Sicherheitsnormen unterworfen werden, die von Region zu Region unterschiedlich wären.

Ein Argument wird übrigens daraus hergeleitet, daß der Transport von Elektrizität (Hochspannungsleitung) nicht von der Region Brüssel-Hauptstadt der Umweltgenehmigungsregelung unterworfen worden sei. Auf diese Art und Weise räume die Region ihre Unzuständigkeit ein. « Es wäre kaum denkbar, daß eine solche Genehmigung verlangt werden könnte für eine unterirdische Beförderung mittels Leitungen, die einem föderalen Genehmigungssystem unterliegt, das mindestens genauso zwingend und umfassend ist wie die Allgemeine Elektrizitätsanlagenordnung. Es ist auch festzuhalten, daß, nur was die Umwelt betrifft, die unterirdischen Gasleitungen keineswegs eine Antastung des Ausblicks oder der Landschaft darstellen. »

Bezüglich der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 710

A.11. Die Erwiderung der intervenierenden Partei ist identisch mit der im Vorstehenden in Erinnerung gerufenen Erwiderung des Ministerrates.

- B -

Hinsichtlich der Zulässigkeit der Klagen

B.1.1. Die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt bestreitet die Zulässigkeit der Klagen wegen Mißachtung von Artikel 7 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, und zwar aus den zu A.2.1 und A.3.1 wiedergegebenen Gründen.

B.1.2. Artikel 7 Absätze 1 und 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 bestimmt folgendes:

« Die klagende Partei hat ihrer Klageschrift eine Abschrift des Gesetzes, des Dekrets oder der in Artikel (134) der Verfassung erwähnten Regel, das bzw. die Gegenstand der Klage ist, und gegebenenfalls der dazugehörigen Anlagen beizufügen.

Wenn die Klage vom Ministerrat, von der Regierung einer Gemeinschaft oder einer Region oder vom Präsidenten einer gesetzgebenden Versammlung erhoben wird, hat die klagende Partei ihrer Klageschrift ferner eine beglaubigte Abschrift ihres Klageerhebungsbeschlusses beizufügen. »

B.1.3. Aus dem der Klageschrift beigelegten Protokoll vom 20. Mai 1994 geht hervor, daß der Ministerrat die Klageschriftentwürfe genehmigt hat. Der vorgenannte Artikel 7 Absätze 1 und 2 ist somit beachtet worden.

Die Unzulässigkeitseinrede ist zurückzuweisen.

B.2.1. Die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt bestreitet ebenfalls die zeitliche Zulässigkeit der Klage in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 710, indem sie geltend macht, daß die angefochtenen Bestimmungen lediglich die Bestätigung von Vorschriften darstellen würden, welche in der nicht vom Ministerrat angefochtenen Ordonnanz vom 30. Juli 1992 « bezüglich der vorherigen Umweltverträglichkeitsbewertung bestimmter Vorhaben in der Region Brüssel-Hauptstadt » enthalten sind (A.2.2).

B.2.2. Die Nichtigkeitsklage bezieht sich auf eine Reihe von Bestimmungen, die in den Anhängen A und B zur Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 23. November 1993 zur Abänderung der Ordonnanz vom 30. Juli 1992 enthalten sind.

Zwar geht aus einem Vergleich zwischen den Anhängen zur Ordonnanz vom 30. Juli 1992 und denjenigen zur Ordonnanz vom 23. November 1993 hervor, daß die Region Brüssel-Hauptstadt in der angefochtenen Ordonnanz gewisse Bestimmungen der früheren Ordonnanz übernommen hat, aber nichtsdestoweniger hat er seinen Willen bekundet, in dieser Angelegenheit erneut gesetzgeberisch aufzutreten.

Wenn der Gesetzgeber in einer neuen Gesetzgebung eine vormalige Bestimmung übernimmt, verhindert dieser Umstand nicht, daß gegen die übernommene Bestimmung innerhalb von sechs Monaten nach ihrer Veröffentlichung Klage erhoben werden kann.

Die Einrede ist zurückzuweisen.

B.3. Die Klagen sind zulässig.

Zur Hauptsache

Hinsichtlich der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 710

B.4. Vorhaben, für die kraft der Ordonnanz vom 29. August 1991 zur Organisation der Planung und des Städtebaus eine Genehmigung erforderlich ist, werden, wenn sie in Anhang A zur Ordonnanz vom 23. November 1993

zur Abänderung der Ordonnanz vom 30. Juli 1992 bezüglich der vorherigen Umweltverträglichkeitsbewertung bestimmter Vorhaben in der Region Brüssel-Hauptstadt erwähnt sind, einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterzogen, wenn sie sich unter anderem auf bestimmte nukleartechnische Anlagen oder Einrichtungen für die Lagerung oder Entsorgung von radioaktiven Abfällen (1° a) und b)) beziehen. Wenn sie in Anhang B zur selben Ordonnanz vom 23. November 1993 enthalten sind, werden sie einem Umweltverträglichkeitsbericht unterworfen, wenn sie sich unter anderem auf die Beförderung elektrischer Energie durch oberirdische Leitungen (1° c)), auf Anlagen zur Erzeugung oder Anreicherung von Spaltmaterial, zur Aufbereitung von bestrahltem Spaltmaterial oder zur Sammlung und Behandlung von radioaktiven Abfällen (1° d), e) und f)) oder auf Öl- und Gasleitungsanlagen (1° l)) beziehen.

Gemäß Artikel 2 der Ordonnanz vom 29. August 1991 werden die städtebaulichen Vorschriften, die darin verankert sind, « sowohl in wirtschaftlicher, sozialer als ästhetischer Hinsicht dahingehend aufgefaßt, daß sie zum Zweck haben, die Umwelt der Region zu schützen und zu verbessern und den Boden in sparsamer Weise zu verwalten ».

B.5. Dem Ministerrat zufolge würden die angefochtenen Bestimmungen der in B.4 genannten Ordonnanz vom 23. November 1993 gegen die Zuständigkeitsverteilungsvorschriften verstoßen, die im Sondergesetz vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen enthalten sind, und zwar insbesondere Artikel 6 § 1 II Absatz 2 2°, der - was die Umwelt und die Wasserpolitik betrifft - die Zuständigkeit bezüglich des Schutzes gegen ionisierende Strahlungen, einschließlich der radioaktiven Abfälle, der Föderalbehörde vorbehält, und Artikel 6 § 1 VII Absatz 2 a), b) und c), der - was die Energiepolitik betrifft - den nationalen Ausstattungsplan im Elektrizitätssektor, den Kernbrennstoffzyklus und die großen Lagerungsinfrastrukturen, den Transport und die Produktion von Energie, als Angelegenheiten, deren technische und wirtschaftliche Unteilbarkeit eine gleiche Behandlung auf nationaler Ebene erforderlich macht, der Zuständigkeit der Föderalbehörde unterstellt.

B.6. Aufgrund von Artikel 6 § 1 I 1° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen sind der Städtebau und die Raumordnung Regionalangelegenheiten. Vorschriften im Bereich des Städtebaus und der Raumordnung, einschließlich der Einführung eines Genehmigungssystems sowie der entsprechenden Verwaltungsverfahrenregeln, sind also Sache der Regionen. Die Regionen können demzufolge diese Genehmigungen von einer vorherigen Umweltverträglichkeitsprüfung abhängig machen, welche sich auf die Zielsetzung des Städtebaus und der Raumordnung beschränkt. Die Region darf jedoch den Städtebau und die Raumordnung nicht dahingehend auffassen, daß es für den Staat nicht möglich wäre, eine wirksame Politik in den Angelegenheiten, die zu seinem Kompetenzbereich gehören, zu führen.

Aufgrund von Artikel 6 § 1 II Absatz 1 1° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 in der durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993 abgeänderten Fassung stellt der Umweltschutz eine regionale Angelegenheit dar. Allerdings ist der Schutz gegen ionisierende Strahlungen von der Regionalkompetenz ausgeschlossen, und zwar kraft Artikel 6 § 1 II Absatz 2 2° des vorgenannten Sondergesetzes. Diese Gesetzesbestimmung schließt aus, daß die Regionen im Hinblick auf den Umweltschutz in ihrer Normgebung bezüglich des Städtebaus und der Raumordnung Vorschriften vorsehen und Verpflichtungen auferlegen, die sich auf den Schutz gegen ionisierende Strahlungen beziehen, welcher zum alleinigen Kompetenzbereich der Föderalbehörde gehört.

B.7. Aufgrund von Artikel 6 § 1 VII Absatz 2 a), b), c) und d) des Sondergesetzes vom 8. August 1980 in der durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung ist - was die Energiepolitik betrifft - die Föderalbehörde zuständig für jene Angelegenheiten, deren technische und wirtschaftliche Unteilbarkeit eine gleiche Behandlung auf nationaler Ebene erforderlich macht, und zwar für den nationalen Ausstattungsplan im Elektrizitätssektor, den Kernbrennstoffzyklus, die großen Lagerungsinfrastrukturen, den Transport und die Produktion von Energie, sowie die Tarife.

Somit hat die Föderalbehörde - unbeschadet der Vorschriften von Artikel 6 §§ 3 und 4 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 in der durch die Sondergesetze vom 8. August 1988 und 16. Juli 1993 abgeänderten Fassung - im Bereich der Energiepolitik eine weitgehende Kompetenz beibehalten.

Nichtsdestoweniger impliziert diese Zuständigkeitsverteilung nicht, daß die Föderalbehörde bei der Anwendung ihrer Energiekompetenz nicht den Vorschriften und Verpflichtungen unterworfen sein kann und ihnen auch nicht unterworfen werden könnte, die die Regionen aufgrund einer Zuständigkeit, welche sie einer anderen Bestimmung des Sondergesetzes entnehmen, festlegen.

Wie in B.6 dargelegt, sind die Regionen zuständig im Bereich des Städtebaus und der Raumordnung; sie können in der betreffenden Normgebung Vorschriften mit dem Ziel, die Umwelt zu schützen, vorsehen, allerdings mit Ausnahme von Vorschriften, welche einen Schutz gegen ionisierende Strahlungen bezwecken und zum föderalen Kompetenzbereich gehören.

Daraus geht hervor, daß, wenn bei der Durchführung des nationalen Ausstattungsplans, bei der Produktion von Kernbrennstoff oder bei der Produktion von Energie, Handlungen getätigt oder Arbeiten geleistet werden, auf die die Regionalvorschriften im Bereich des Städtebaus und der Raumordnung anwendbar sind, und diese Vorschriften auch Maßnahmen im Bereich der Umwelt enthalten, die letztgenannten Maßnahmen auch für die angesprochenen Handlungen und Arbeiten Geltung haben, außer insofern, als sie den Schutz gegen ionisierende Strahlungen bezwecken.

B.8. Artikel 4 der Ordonnanz vom 30. Juli 1992 bezüglich der vorherigen Umweltverträglichkeitsbewertung bestimmter Vorhaben in der Region Brüssel-Hauptstadt, in der durch die angefochtene Ordonnanz abgeänderten Fassung, unterzieht einerseits die in Anhang A 1° a) und b) und andererseits in Anhang B 1° d), e) und f) genannten Vorhaben einer solchen Bewertung im Hinblick auf den Erhalt einer städtebaulichen Genehmigung.

Artikel 15 der Ordonnanz bestimmt die Bestandteile, die die Umweltverträglichkeitsprüfung umfassen muß; Artikel 23 bestimmt das gleiche für den Umweltverträglichkeitsbericht. Keiner dieser Bestandteile kann dahingehend ausgelegt werden, daß er sich auf den Schutz gegen ionisierende Strahlungen beziehen würde. Genausowenig kann die Ermächtigung, die durch diese Bestimmungen der Regionalregierung erteilt wird, die Bestandteile, die eine solche Prüfung bzw. ein solcher Bericht umfassen muß, zu ergänzen, dahingehend aufgefaßt werden, daß sie es erlauben würde, daß in diese Bewertung eine Beurteilung bezüglich des Schutzes gegen ionisierende Strahlungen aufgenommen wird.

Die angefochtene Ordonnanz unterzieht, was die zu Ziffer 1° der Anhänge A und B genannten Vorhaben betrifft, nur jene Vorhaben einer Umweltverträglichkeitsprüfung bzw. einem Umweltverträglichkeitsbericht, für welche kraft der Ordonnanz vom 29. August 1991 zur Organisation der Planung und des Städtebaus eine Genehmigung erforderlich ist, nicht aber die zu Ziffer 2° genannten Vorhaben, die sowohl einer Umweltgenehmigung als auch einer städtebaulichen Genehmigung unterliegen. Daraus läßt sich ableiten, daß die Umweltverträglichkeitsbewertung sich nicht auf die Auswirkungen auf die Umwelt erstreckt, die die zuständigen Föderalbehörden selbst im Bereich des Schutzes gegen ionisierende Strahlungen beachten müssen.

Demzufolge können die in Anhang A 1° a) und b) und in Anhang B 1° d), e) und f) enthaltenen Bestimmungen nicht dahingehend interpretiert werden, daß sie auf den Schutz gegen ionisierende Strahlungen anwendbar wären.

Der einzige Klagegrund ist unbegründet.

Hinsichtlich der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 711

B.9. Die angefochtenen Bestimmungen des Anhangs zur Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 23. November 1993 zur Abänderung der Ordonnanz vom 30. Juli 1992 bezüglich der Umweltgenehmigung unterziehen einer Umweltgenehmigung insbesondere den Betrieb, die Verlagerung, den Umbau oder die Vernichtung folgender Anlagen:

- Nr. 58: Anlagen zur Erzeugung von Elektrizität nichtnuklearen Ursprungs, mit einer Nennleistung

a) von 100 kW bis 1.000 kW;

b) von über 1.000 kW bis 300 MW;

c) von über 300 MW;

- Nr. 64: Tiefbohranlagen (mit Ausnahme der Bohrungen zur Prüfung der Bodenstabilität), insbesondere (...)

b) Bohrungen zur Lagerung von Atommüll;

- Nr. 71: Industrieanlagen zur Trennung, Bearbeitung von Gasen mittels physikalischer Prozesse, Dehnungs- und Verdichtungsstationen;

- Nr. 74: Anlagen für Erdgasgewinnung und Zubehör;

- Nr. 76: Gasbehälter für Kraftgase mit einem Fassungsvermögen von (...)

b) über 10.000 Litern Gas;

- Nr. 114: Öl- und Gasleitungsanlagen;

- Nr. 124: Anlagen für Erdölgewinnung und Zubehör.

B.10. Der Ministerrat behauptet, daß diese Bestimmungen Artikel 6 § 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, der die Regionalkompetenzen im Bereich der Umwelt (II Absatz 2° und 3°) und der Energiepolitik (VII) bestimmt, verletzen würden.

Der Hof stellt fest, daß kein Beschwerdegrund von einer Verletzung von Artikel 6 § 1 II Absatz 2° des vorgenannten Sondergesetzes ausgeht, weshalb dieser Teil des Klagegrunds nicht geprüft werden muß.

B.11. Die angefochtene Ordonnanz ändert die Ordonnanz vom 30. Juli 1992 bezüglich der Umweltgenehmigung ab, die « den Schutz der Gesundheit und Sicherheit der Bevölkerung gegen jede Form der Gefahr, Belästigung oder Unannehmlichkeit gewährleisten will, die eine Anlage wegen ihres Betriebs unmittelbar oder mittelbar verursachen könnte, was die Umwelt betrifft. Es handelt sich dabei sowohl um Personen, die sich außerhalb des Geländes der Anlage befinden, als auch um Personen, die sich auf dem Gelände der Anlage befinden, ohne dort als Arbeitnehmer geschützt werden zu können » (Artikel 2).

Die Region Brüssel-Hauptstadt ist zuständig für die Regelung des Städtebaus und der Raumordnung, sowie für den Umweltschutz, unter Vorbehalt der in Artikel 6 § 1 II Absatz 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 erwähnten Ausnahmen.

Die Regionalzuständigkeit ist in bezug auf die Energiepolitik gemäß Artikel 6 § 1 VII Absatz 2 des vorgenannten Sondergesetzes ausgeschlossen für:

« a) Den nationalen Ausstattungsplan im Elektrizitätssektor;

b) Den Kernbrennstoffzyklus;

c) Die großen Lagerungsinfrastrukturen, den Transport und die Produktion von Energie;

d) Die Tarife ».

B.12.1. Dem Ministerrat zufolge verletzt die Bestimmung, die die Anlagen zur Erzeugung von Elektrizität nichtnuklearen Ursprungs mit einer Nennleistung a) von 100 kW bis 1.000 kW, b) von 1.000 kW bis 300 MW, c) von über 300 MW (Rubrik Nr. 58) bezweckt, Artikel 6 § 1 VII Absatz 2 a) des Sondergesetzes vom 8. August 1980, der im Bereich der Energiepolitik « den nationalen Ausstattungsplan im Elektrizitätssektor » der Föderalbehörde vorbehält, und zwar als Angelegenheit, « deren technische und wirtschaftliche Unteilbarkeit eine gleiche Behandlung auf nationaler Ebene erforderlich macht ».

B.12.2. Der nationale Ausstattungsplan im Elektrizitätssektor bezweckt, über ein Investitionsprogramm, das die Verhältnisse zwischen den verschiedenen Produktionsfaktoren regelt, den Bedarf im Bereich der elektrischen Energie zu ermitteln und die zur Deckung dieses Bedarfs notwendigen Mittel zu bestimmen; er gehört zum Kompetenzbereich der Föderalbehörde, tut aber den regionalen Zuständigkeiten im Bereich der Umwelt keinen Abbruch.

Daraus ergibt sich, daß die Region den Betrieb der Einrichtungen, auf die sich die Rubrik Nr. 58 des Anhangs zur angefochtenen Ordonnanz bezieht, von einer Umweltgenehmigung abhängig machen kann, deren Gegenstand sich auf die Umweltzielsetzungen beschränkt, mit Ausnahme derjenigen des Schutzes gegen ionisierende Strahlungen.

B.13.1. Dem Ministerrat zufolge verletzt die Bestimmung, die sich auf den Betrieb von Anlagen für Bohrungen zur Lagerung von Atommüll bezieht (Rubrik Nr. 64 b), Artikel 6 § 1 VII Absatz 2 b) des Sondergesetzes vom 8. August 1980, der, was die Energiepolitik betrifft, den « Kernbrennstoffzyklus » der Föderalbehörde vorbehält, und zwar als Angelegenheit, « deren technische und wirtschaftliche Unteilbarkeit eine gleiche Behandlung auf nationaler Ebene erforderlich macht ».

B.13.2. Artikel 6 § 1 VII Absatz 2 b) des Sondergesetzes vom 8. August 1980 in der durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung zielt darauf ab, die Zuständigkeit der Föderalbehörde im Bereich der Energiepolitik beizubehalten, was den Kernbrennstoffzyklus betrifft, einschließlich der endgültigen Entsorgung radioaktiver Abfälle. Die angefochtene Bestimmung tut dieser Zuständigkeit keinen Abbruch.

Demgegenüber bestimmt Artikel 6 § 1 II Absatz 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 in der durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993 abgeänderten Fassung, daß die Föderalbehörde für den Schutz gegen ionisierende Strahlungen, einschließlich der radioaktiven Abfälle zuständig ist. Aufgrund dieser Bestimmung ist eine Region nicht berechtigt, Bohrungen im Hinblick auf die Lagerung von Atommüll einer Umweltgenehmigung zu unterwerfen.

Daraus ergibt sich, daß Rubrik Nr. 64 b) des Anhangs zur angefochtenen Ordonnanz gegen Artikel 6 § 1 II Absatz 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 verstößt.

B.14.1. Dem Ministerrat zufolge verletzen die Bestimmungen bezüglich des Betriebs von Gasbehältern für Kraftgase mit einem Fassungsvermögen von über 10.000 Litern gas (Rubrik Nr. 76), von Öl- und Gasleitungsanlagen (Rubrik Nr. 114), von Anlagen für Erdölgewinnung und Zubehör (Rubrik Nr. 124), von Industrieanlagen zur Trennung, Bearbeitung von Gasen mittels physikalischer Prozesse, Dehnungs- und Verdichtungsstationen (Rubrik Nr. 71), von Anlagen zur Erzeugung von Elektrizität nichtnuklearen Ursprungs mit einer Nennleistung a) von 100 kW bis 1.000 kW, b) von 1.000 kW bis 300 MW, c) von mehr als 300 MW (Rubrik Nr. 58), und von Einrichtungen für Erdgasgewinnung und Zubehör (Rubrik Nr. 74) Artikel 6 § 1 VII Absatz 2 c) des Sondergesetzes vom 8. August 1980, der, was die Energiepolitik betrifft, « die großen Lagerungsinfrastrukturen, den Transport und die Produktion von Energie » der Föderalbehörde vorbehält, und zwar als Angelegenheiten, « deren technische und wirtschaftliche Unteilbarkeit eine gleiche Behandlung auf nationaler Ebene erforderlich macht ».

B.14.2. Aus den Vorarbeiten zum vorgenannten Artikel 6 § 1 VII Absatz 2 c) (*Parl. Dok.*, Kammer, Nr. 516/6, Sondersitzungsperiode 1988, SS. 143 bis 145) geht hervor, daß der Sondergesetzgeber diesen Zuständigkeitsvorbehalt gemacht hat, um den Föderalstaat in die Lage zu versetzen, entweder an der Verwaltung der Unternehmen und Einrichtungen, die in den betreffenden Sektoren tätig sind, weiterhin teilzunehmen, oder Aufsicht über die Produktion, die Lagerung und den Transport von Energie weiterhin auszuüben und darin im Interesse der Energieversorgung des Landes einzugreifen. Der Vorbehalt versagt den Regionen angesichts dieser Anlagen nicht die Zuständigkeiten, die ihnen durch das Sondergesetz im Bereich der Umwelt zugeteilt worden sind.

Die angefochtenen Bestimmungen, die den Schutz der Umwelt, der Gesundheit und der Sicherheit der Bevölkerung zu gewährleisten bezwecken, indem sie den Betrieb, die Verlagerung, den Umbau oder die Vernichtung der diesbezüglichen Anlagen von einer Genehmigung abhängig machen, sind nicht so beschaffen, daß sie an und für sich den Staat daran hindern würden, die Zuständigkeiten, die ihm aufgrund des Sondergesetzes vorbehalten sind, auszuüben. Sie verstoßen demzufolge nicht gegen die Vorschriften, auf die sich der Klagegrund bezieht.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt in der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 23. November 1993 zur Abänderung der Ordonnanz vom 30. Juli 1992 bezüglich der Umweltgenehmigung die Rubrik Nr. 64 b) des Anhangs für nichtig;
- weist die Klagen im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 12. Juli 1995.

Der Kanzler,
L. Potoms,

Der Vorsitzende,
M. Melchior.

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION - GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP - COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 95 - 2350

[S - C - 35959]

3 MEI 1995. - Besluit van de Vlaamse regering tot vaststelling van de lijst van andere beroepsactiviteiten of bezoldigde activiteiten die een groot gedeelte van de tijd in beslag nemen van een lid van het onderwijzend personeel, werkzaam in de hogescholen in de Vlaamse Gemeenschap

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 13 juli 1994 betreffende de hogescholen in de Vlaamse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 148, §§ 2 en 3;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor begroting, gegeven op 10 november 1994;

Gelet op het protocol nr. 182 van 15 maart 1995 houdende de conclusies van de onderhandelingen die gevoerd werden in de gemeenschappelijke vergaderingen van sectorcomité X en van de onderafdeling "Vlaamse Gemeenschap" van afdeling 2 van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De lijst van andere beroepsactiviteiten of bezoldigde activiteiten die overeenkomstig artikel 148 van het decreet van 13 juli 1994 betreffende de hogescholen in de Vlaamse Gemeenschap, ambtshalve een groot gedeelte van de tijd van een lid van het onderwijzend personeel in beslag nemen, wordt vastgesteld als volgt :

1° het lidmaatschap van het Europees of Belgisch parlement, van een gemeenschaps- of gewestraad, van de Commissie van de Europese Gemeenschap, van een regering op nationaal (federaal) niveau of gemeenschaps- of gewestniveau; het ambt van gouverneur, vice-gouverneur, adjunct van de gouverneur van Vlaams-Brabant; of het mandaat van lid van het rechtsprekend college, bedoeld in artikel 83 *quinquies*, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, of van bestendig afgevaardigde of van staatssecretaris in het Brusselse Gewest, of van burgemeester, schepen of OCMW-voorzitter in een gemeente van meer dan 50 000 inwoners;

2° het uitoefenen van een vrij of ander zelfstandig beroep of van een mandaat van zaakvoerder of gedelegeerd bestuurder van een burgerlijke vennootschap of van een handelsvennootschap;

3° een opdracht in een andere onderwijsinstelling in binnen- of buitenland, waarvan de omvang meer dan 20 procent van een voltijdse opdracht bedraagt, tenzij artikel 61, 62, 63 of 309 van het decreet van 13 juli 1994 betreffende de hogescholen in de Vlaamse Gemeenschap van toepassing is.